

Reprise de contact franco-allemande

Reprise de contact courtoise mais sans surprise. C'est à quoi semble s'être limitée la rencontre Mitterrand-Kohl, samedi 24 août, à Bréguençon. Personne, à vrai dire, n'en attendait davantage. Quelques semaines de vacances ne suffisent pas à dissiper comme par miracle des dossiers complexes et épineux. Les deux hommes, au demeurant, avaient quelques raisons d'être préoccupés par d'autres sujets : M. Kohl doit faire face dès ce lundi à Bonn aux répercussions des affaires d'espionnage est-allemandes qui éclatent en rafales depuis une dizaine de jours, et M. Mitterrand ne peut pas ne pas avoir l'esprit accablé par les rumeurs du « Rainbow Warrior ».

Ces turbulences n'ont cependant pas empêché le président de la République de déployer de nouveaux efforts pour tenter de renouer le dialogue de l'union européenne en suggérant de songer non plus à un modèle particulier mais à une série d'appareils susceptibles de satisfaire les besoins spécifiques de tous les pays participant au projet. Qu'a répondu le chancelier Kohl ? En public, rien. Il serait étonnant qu'il se soit avancé très loin en privé, dans la mesure où l'accord conclu à ce sujet par Bonn, Londres et Rome est dorénavant exécutoire. On voit mal comment la Grande-Bretagne, qui s'est adjoint la part du lion dans ce projet militaire-industriel, accepterait aujourd'hui de reprendre d'interminables discussions.

Autre point de divergence sans doute abordé par les deux interlocuteurs : le projet Euréka. Officiellement, Bonn est favorable à une participation ouest-allemande à ce programme européen de recherche et de développement. Mais à Paris on soupçonne la République fédérale de ne l'avoir approuvé que du bout des lèvres et d'être surtout intéressée par l'initiative de défense stratégique (IDS) de M. Reagan.

La participation d'un pays à Euréka et à l'IDS, a-t-on fini par conclure à Paris, n'est pas incompatible. Il n'empêche, on commence à être inquiet en France de l'empressement que mettent les industriels ouest-allemands à négocier leur concours à l'IDS. On va suivre en particulier avec une grande attention les résultats des négociations qui ont eu lieu à Washington une importante délégation allemande composée d'industriels et de fonctionnaires et dirigée par un proche conseiller du chancelier Kohl. Certes, reconnaît-on à Paris, le gouvernement de Bonn n'a guère les moyens de dissuader ses industriels de partir à la recherche de juteux contrats dans le cadre de la « guerre des étoiles ». Mais pourquoi n'a-t-il pas encore décidé, comme le gouvernement français, de dégrader des crédits sans lesquels Euréka aura du mal à renforcer sa crédibilité ? Y verra-t-on plus clair avant la prochaine réunion des dix-sept pays intéressés par ce projet, qui doit avoir lieu les 5 et 6 septembre à Hanovre ? Il faut l'espérer.

On ne peut s'attendre, en revanche, à une nouvelle initiative franco-allemande dans l'immédiat pour sortir de l'ornière le projet de réforme des institutions européennes. Grande-Bretagne, Danemark et Grèce restent résolument opposés aux idées défendues à ce sujet par le chancelier Kohl et M. Mitterrand au sommet de Milan. L'automne, d'ailleurs, sera davantage dominé par la reprise des relations Est-Ouest que par les interrogations européennes, avec les voyages de M. Gorbatchev à Paris en début d'octobre et à Genève en novembre pour y rencontrer le président Reagan. Autant de déplacements qui mettent en relief le relatif isolement du chancelier sur la scène internationale. Sans doute le « téléphone rouge » dont l'installation a été décidée entre l'Elysée et la chancellerie l'aidera-t-il à surmonter ce sentiment.

(Lire nos informations page 3.)

LE SABOTAGE DU BATEAU DE GREENPEACE

Le rapport de M. Bernard Tricot dégage la responsabilité des services secrets français

M. Bernard Tricot a remis, dimanche 25 août, au premier ministre son rapport sur l'affaire du Rainbow Warrior de Greenpeace. En l'état actuel de son information, et bien qu'il estime nécessaire une enquête administrative plus approfondie, il croit pouvoir innocenter les agents de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) dévoués ou raptés en Nouvelle-Zélande. M. Laurent Fabius devait intervenir à ce sujet mardi.

M. Tricot indique qu'il n'imaginait pas ces hommes - le commandant Alain Mafart (alias Alain Turanga), le capitaine Dominique Prieur (alias Sophie Turanga), l'adjudant-chef Roland Verge, les adjudants Andrieu et Bartolo - prenant une décision contraire aux instructions reçues, qui étaient de réunir le maximum d'informations possibles sur les intentions de Greenpeace. Les ordres du ministre de la défense, M. Charles Hernu, de qui dépend la DGSE, étaient d'intensifier le renseignement, et ceux de la Direction des centres d'opérations militaires (DIRCEM), à Muret, étaient d'analyser les actions du mouvement écologiste. Sur les documents officiels présentés par M. Hernu à M. Tricot, ce dernier a anticipé : « ce qui veut dire, écrit le rapporteur, devancer ou prévenir dans le sens transitif du verbe ».

M. Tricot ajoute, tout en l'état actuel de son information et à moins que les responsables de la DGSE renouent par lui soient en réalité des ordres ouest-allemands, il n'y a aucune raison de penser que la DGSE ait donné aux agents en Nouvelle-Zélande des instructions autres que

celles des directives gouvernementales.

Tout se passa donc comme si le rapporteur reprenait à son compte le thème immédiatement avancé par la DGSE, après l'attentat contre le Rainbow Warrior, selon laquelle ses agents étaient en simple mission de renseignement et qu'ils ne sont d'aucune façon impliqués dans la destruction du bateau de Greenpeace. Cependant, on observe que M. Tricot laisse entendre que les actions entreprises à Auckland puissent être mises sur le compte d'hommes lapidés, « et non notamment par la passion politique », ou sur celui d'autres services secrets, sur la nature desquels il fait silence.

Les arguments avancés par le rapporteur ne suffisent pas à éclaircir toutes les zones d'ombre relevées, sur place, par l'enquête de la police

néo-zélandaise. En particulier, il n'explique pas le choix, par la DGSE, de négocier de combat en provenance du centre d'instruction d'Aspretto, en Corse, pour faire du renseignement de routine. Il ne clarifie pas davantage l'émbarcation opérationnelle qui amène les « époux Turanga », que M. Tricot n'a pas eu l'occasion de rencontrer, et l'équipage du voilier Océria, loué par la DGSE. Enfin, il ne prend en compte aucun des indices recueillis par la police néo-zélandaise, ni aucun des témoignages réunis par elle sur les faits et gestes inexplicables des agents français sur place.

En se tenant à la version officielle de la DGSE, M. Tricot pourrait donner des arguments au gouvernement néo-zélandais, qui estime, déjà, que la DGSE est une sorte de club de vacances pour ses agents, et à l'opinion publique en France, qui

considère que le rapporteur s'est plié à la raison d'État en cherchant à désamorcer la « bombe politique » du Rainbow Warrior. Il laisse, en quelque sorte, un « cadeau » empoisonné au premier ministre, M. Laurent Fabius, qui doit s'expliquer, mardi 27 août, sous une forme qui n'était pas encore connue ce lundi en fin de matinée. Si M. Fabius s'en tient à la version de M. Tricot, il ne peut sanctionner aucun des agents mis en cause. Ni davantage la justice.

On le voit bien avec le sort des trois militaires de carrière qui constituaient l'équipage de l'Océria : ils se sont présentés spontanément lundi 26 août dans la matinée au siège de la direction centrale de la police judiciaire. L'adjudant-chef Roland Verge, l'adjudant Gérard Andrieu et l'adjudant J.-M. Bartolo, n'ont pas été placés en état d'arrestation, le droit français s'y opposant. Un communiqué du procureur général, M. Robert Bouchery, a aussitôt indiqué que les autorités judiciaires françaises demandaient à la justice néo-zélandaise des précisions sur les faits reprochés aux trois hommes, qui font l'objet d'un mandat d'arrêt international. Pour l'instant, la justice française ne dispose officiellement d'aucun document relatif aux charges pesant, le cas échéant, sur eux. Il n'est donc pas question, en particulier, d'ouvrir pour l'instant une information judiciaire en France, précise-t-on au palais de justice de Paris.

Lire page 7 les extraits du rapport et l'article de notre envoyé spécial à Wellington D. SCHNEIDERMAN.



Le grand désordre nucléaire international

par BRUNO DETHOMAS

Les représentants d'une cinquantaine de pays vont se retrouver, le mardi 28 août, à Genève - comme tous les cinq ans - pour étudier l'application du traité de non-prolifération nucléaire et sa réforme éventuelle. La France, non signataire du TNP, sera absente : elle n'ouvrira même pas quelques fonctionnaires du commissariat à l'énergie atomique déguisés en journalistes pour surveiller les travaux comme en 1980.

Nul n'attend rien de cette conférence, sinon une vive protestation des pays du tiers-monde contre une discrimination croissante dans l'application du traité et contre cette prolifération « verticale » (1) par laquelle les superpuissances ont renforcé leurs arsenaux nucléaires à moyenne et longue portée. Le traité leur imposait pourtant de négocier de bonne foi « un désarmement

général et complet » : les Etats-Unis et l'URSS n'ont guère rempli leurs obligations, ce qui amène les pays neutres comme non-alignés à accentuer leur effort pour obtenir un traité général d'interdiction qui bannirait tous les essais nucléaires.

La question de savoir comment concilier le développement nucléaire et la non-dissémination des technologies qui permettent d'accéder à l'arme est plus actuelle que jamais. Lorsque le TNP, instrument juridique international de non-prolifération, a été signé - le 1^{er} juillet 1968 - douze pays produisaient de l'électricité d'origine nucléaire. Aujourd'hui quatorze pays se sont ajoutés à cette liste, parmi lesquels plusieurs Etats non signataires (Espagne, Inde, Pakistan, Argentine, Brésil, Afrique du Sud) et trois autres devraient rejoindre ce club

dans les prochains mois (Mexique, Philippines et Cuba).

Forcé est de constater que ce traité a connu un succès non négligeable. Fondé sur une distinction entre les cinq puissances nucléaires militaires au 1^{er} janvier 1967 (Etats-Unis, URSS, Grande-Bretagne, Chine, France) et les autres, il donnait à ces derniers, en contrepartie de l'abandon de l'option nucléaire militaire, le droit à l'accès sans discrimination aux usages pacifiques de l'énergie atomique sans réserve d'un contrôle effectué par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Or il a été ratifié par quelque cent trente pays. Et si à la fin des années 60 on pouvait craindre qu'une vingtaine de pays ne soient capables de le faire dans les années 80, on ne le peut plus, en 1974, procéder à une « explosion pacifique ». Il est vrai qu'entre

temps les pays industriels les plus avancés - tirant les conséquences de l'expérience indienne - ont renforcé les contrôles pour le trafic de matières et de matériels, par les directives de Londres de 1977, adoptées par l'ensemble des pays européens au sommet de Dublin en septembre 1984.

Malgré les craintes d'une disette énergétique dans les années 70 - qui est alors apparue plus inquiétante que la prolifération - comme malgré la concurrence exacerbée qui, depuis le début des années 80, oppose des industriels qui se battent sur un marché de l'énergie déclinant, aucun cas significatif de violation des contrôles de l'AIEA de Vienne n'a été décelé (le dernier cas relevé ayant été la fourniture illégale par des firmes luxembourgeoises à Israël d'uranium appauvri).

(Lire la suite page 3.)

(1) C'est le physicien indien Homi Bhabha qui propose, lors des discussions préparatoires au TNP, la distinction entre la prolifération « verticale », soit l'accroissement de l'armement nucléaire des cinq pays dotés de l'arme, et la prolifération « horizontale » ou l'augmentation du nombre de pays dotés de l'arme.

La logique solitaire de M. Rocard

Les socialistes ne sont pas parvenus à un accord sur une motion de synthèse pour leur congrès de Toulouse, lors de la réunion du comité directeur, samedi 24 et dimanche 25 août.

« Surréaliste » : M. François Léotard a quelque raison de qualifier ainsi la situation du Parti socialiste, divisé à sept mois des élections législatives. Le secrétaire général du Parti républicain aurait tort, en tout cas, de ne pas se réjouir de la démarche entreprise par M. Michel Rocard, qui a décidé de faire cavalier seul. Les socialistes, qui sortent tout juste des tempêtes de l'été, s'étaient à l'évidence aucun intérêt à organiser une turbulence supplémentaire dans une période où ils ne sont pas au mieux de leur forme.

« Surréaliste », la démarche de M. Rocard ne l'est pourtant qu'en apparence. Si M. Rocard va jusqu'au bout et fait encore bande à part au congrès de Toulouse, à la mi-octobre, le Parti socialiste donnera certes de lui-même l'image d'un royaume abasque. En octobre 1981, au congrès de Valence, il était un, alors que le gouvernement appliquait une politique radicalement différente de celle qu'avait défendue M. Rocard. Deux ans plus tard, il était encore uni, à Bourges-Bresse, alors même que M. Jean-Pierre Chevènement dénonçait sans précaution une « surtension gouvernementale », jugée politiquement suicidaire, qu'il défendait aujourd'hui. En octobre, à Toulouse, si la rupture était confirmée, les socialistes s'éparpilleraient, alors même qu'aucun de leurs dirigeants ne conteste plus que la politique menée par le gouvernement Fabius est la seule praticable.

Mais la démarche de M. Rocard a sa logique. Si le ministre de l'Agriculture a démissionné le 4 avril dernier, ce n'est pas pour continuer à être 64, comme en 1981 notamment, par une solidarité gouvernementale qui lui pesait. S'il a exprimé, depuis, sa volonté d'être candidat à l'élection présidentielle de 1988, ce n'est pas pour se laisser ligoter par un parti qui ne lui veut pas que du bien. Au bout de cette logique, la question se posera - après 1986, vraisemblablement - de savoir s'il se sépare ou non du Parti socialiste. M. Pierre Mauroy, qui cohabite bien son Rocard, va tout de même un peu vite en besogne lorsqu'il affirme que cet éternel minoritaire, après avoir quitté la SFIO puis le PSU, rendra aux socialistes son tablier. Mais il est vrai que M. Rocard ne peut pas se permettre de commettre la même erreur qu'en 1980. Candidat potentiel à l'élection présidentielle de 1981, il avait tenté de passer par-dessus la tête des militants socialistes pour faire directement appel à l'opinion. Le PS ne le lui a jamais pardonné. La maîtrise de l'appareil socialiste lui étant interdite, la tentation est grande de prendre la porte, et la fuite.

JEAN-YVES LHOMEAU.
(Lire la suite page 6.)

Le Monde
ÉCONOMIE
Deux firmes françaises et le Japon :
Les ambitions de Rhône-Poulenc
Le pari de Roussel-Uclaf
La chronique de Paul Fabra
Pourquoi il faut conserver le SMIC
Pages 11 et 12

LIRE

- 4. OUGANDA
Le premier ministre limogé.
- 9. SPORT AUTOMOBILE
Peugeot champion du monde des constructeurs.
- 21. DOLLAR
Avantages et inconvénients de la baisse pour les pays en développement.
- 24. ESPIONNAGE EN RFA
Arrestation d'une secrétaire à la présidence de la République.

étranger

DIPLOMATIE

AU FORT DE BRÉGANÇON

Les entretiens Kohl-Mitterrand ne paraissent pas avoir débouché sur des résultats tangibles

Trois mois après leur rencontre en tête à tête sur le lac de Constance, M. François Mitterrand et M. Helmut Kohl ont poursuivi, samedi 24 août, leur série d'entretiens directs au bord, cette fois, de la Méditerranée, dans la résidence présidentielle du fort de Brégançon, à Bormes-les-Mimosas (Var), pais-

dans le parc national de l'île de Port-Cros, en rade d'Hyères. En dépit du climat détestable de la rencontre, il ne semble pas que celle-ci ait débouché sur des résultats tangibles, à l'exception de l'installation prochaine, entre Paris et Bonn, d'un « téléphone rouge ».

De notre correspondant régional

Cannes. — La discrétion est la règle dans ce genre d'entretiens en tête à tête. Brégançon, à cet égard, n'a pas fait exception. En guise de compte rendu de leurs conversations MM. Mitterrand et Kohl se sont bornés à deux brefs colloques face aux journalistes sur le débarcadère de l'île de Port-Cros : « Dans ce genre de rencontres, a rappelé M. Mitterrand, nous examinons la situation bilatérale et la situation générale, et cela ne fait jamais l'objet de grandes déclarations publiques. » Pendant tous nos entretiens, a-t-il ajouté, nous avons été en compagnie de nos deux interprètes. C'est dire que c'est véritablement une rencontre de caractère personnel.

Sur le contenu de leurs discussions, le président de la République française s'est montré cependant un peu plus concret que le chancelier ouest-allemand. « Aujourd'hui les sujets s'imposent d'eux-mêmes », a-t-il dit. Les thèmes de ce rendez-vous varient très sensiblement : Les relations Est-Ouest, les problèmes de sécurité et les différents développements européens possibles, notamment le projet Euréka de coopération technologique et le renforcement de l'union politique européenne. « Nous avons abordé les problèmes de sécurité », a indiqué M. Mitterrand, puis la sécurité de l'un l'intérêt la sécurité de l'autre. Le chef de l'Etat a, par ailleurs, annoncé la prochaine mise en place d'un « direct et protégé » entre Paris et Bonn, « qui tiendra compte de tous les progrès technologiques considérables dans ce domaine ».

L'avion européen de combat

C'est à propos du projet d'avion européen de combat que M. Mitterrand a décliné le plus clairement les propositions qu'il avait soumises à son interlocuteur. « J'ai fait observer au chancelier, a-t-il confié, qu'il était difficile d'aboutir quand on ne parlait pas de la même chose, c'est-à-dire quand on parlait d'avions différents. Le souhait que j'ai exprimé est que l'on puisse envisager des séries européennes permettant de remplir les différentes missions qui correspondent aux besoins des uns et des autres. Après tout, c'est bien ce que l'on a fait pour Airbus ».

Entre les cinq partenaires européens intéressés par le projet, la

RFA, la Grande-Bretagne et l'Italie, d'un côté, favorables à la construction d'un avion destiné à des missions d'interception et de défense ; la France et l'Espagne, de l'autre, préférant un appareil plus polyvalent, l'espoir de parvenir à un accord paraissait définitivement évanoui. M. Mitterrand semble penser qu'un compromis est toujours possible en s'inspirant de ce qui a été fait avec succès dans le domaine de l'aviation civile.

Comme l'Airbus, le futur avion de combat européen qu'il appelle de ses vœux pourrait être construit à partir d'une version de base commune, avec des applications spécifiques à chacun des cinq pays. M. Kohl s'est cependant ubénu de faire le moindre écho à cette suggestion. Le chancelier ouest-allemand s'est félicité, pour sa part, des liens « étroits » existant entre la France et la RFA en matière de sécurité : « nullement contradictoires », a-t-il précisé, avec ceux qui existent entre

l'Allemagne et les Etats-Unis ». Ni M. Mitterrand ni M. Kohl n'ont évoqué dans leurs déclarations la prochaine visite de M. Gorbatchev en France au début d'octobre.

Le président de la République française avait accueilli M. Kohl vers midi à la base aéronavale d'Hyères, et les deux hommes s'étaient aussitôt rendus au fort de Brégançon à bord d'un hélicoptère. Après un premier entretien de trois quarts d'heure sur la terrasse de la résidence présidentielle, ils avaient ensuite fait bonjour à un menu personnel. Au terme d'un second entretien de plus de deux heures, ils avaient appareillé à bord d'une vedette de la marine nationale à destination de Port-Cros, où ils ont visité le fort de l'Estiassac au nord-est de l'île avant de se séparer. M. Gaston Defferre, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, et sa femme avaient été invités par M. Mitterrand à participer à cette petite croisière en rade d'Hyères.

GUY PORTE.

Le grand désordre nucléaire international

(Suite de la première page.)

D'où vient alors que l'inquiétude semble plus grande aujourd'hui qu'il y a quelques années ? Sans doute, résister de la crainte que fait peser la montée des terroristes, les inspecteurs de l'Agence de Vienne ne peuvent se rendre que là où on leur permet d'aller. Or des pays dont on estime qu'ils pourraient se doter de l'arme dans les prochaines années — s'il ne l'ont déjà — (Israël, Afrique du Sud, Pakistan, Brésil, Argentine) aucun n'a signé le traité. Ainsi l'Argentine s'est-elle amorcée en novembre 1983 pour construire une usine d'enrichissement de l'uranium utilisable à des fins militaires (il faut noter aussi que c'est l'Argentine qui construit pour l'Algérie — autre pays non signataire — un réacteur de recherche).

L'entorse indienne

Quant au Pakistan, il cherche toujours à faire son marché nucléaire malgré quelques déboires. Ainsi, en 1980, les autorités canadiennes ont-elles poursuivi trois hommes pour l'exportation illégale vers Islamabad de composants électroniques utilisés dans l'élaboration d'une bombe. Et, en juin 1984, un Pakistanais du nom de Nazir Ahmed Vaid a été arrêté alors qu'il achetait cinquante Krypton, des matériaux qui peuvent servir de déclencheur. Enfin, en France, on affirme que, ces mois derniers, les Pakistanais cherchaient toujours des aciers spéciaux pour la fabrication d'un ultra-centrifugeuse (voir encadré).

L'autre raison d'inquiétude réside en désaccord qui règne désormais

parmi les exportateurs de technologie. Avec le nucléaire non prolifération us, adopté le 10 mars 1978 sous l'influence du président Carter, les Américains ont en effet décidé de durcir les conditions d'exportation pour tenter de mettre à l'index l'économie du plutonium. Ils ont ainsi imposé la règle du full scope safeguard au contrôle intégral consistant à ne vendre matières et matériaux sensibles qu'aux pays acceptant de mettre l'ensemble de leurs installations nucléaires sous contrôle international.

Par leur exécution ces mesures ont en l'effet inverse de ce qui était recherché. Les clients des Etats-Unis refusent ces nouvelles règles — qui étaient en plus rétroactives — ont du trouver rapidement de nouveaux fournisseurs. L'Afrique du Sud, pour alimenter en uranium enrichi ses réacteurs de Koeberg, a en recours en 1982 à un circuit compliqué, via des courtiers américains, dans lequel les Français n'étaient pas complètement absents. Et les Indiens, pour la centrale de Tarapur — qui alimente Bombay en électricité — ont acheté leur uranium enrichi aux Français. En menaçant de ne pas recevoir M. Mitterrand, les Indiens ont même obtenu, en novembre 1982, que le contrôle éternel de ce combustible, au-delà de 1993, soit négocié ultérieurement, ce qui constitue une singulière entorse au TNP. D'autant que ces discussions n'ont toujours pas commencé.

Si, comme la Chine, la France n'a pas adhéré au TNP en mettant en avant des arguments clairs — la discrimination qu'il impose et le lien

qu'il fait entre non-prolifération et désarmement — elle a toujours fait savoir qu'elle se comporterait dans le domaine de la non-prolifération comme si elle avait adhéré.

Cela ne l'a pas empêchée, quels que soient les partis au pouvoir, d'être l'un des pays les plus « proliférants ». Israël, bien avant le TNP, a pu construire un réacteur de recherche à Dimona, à partir de 1957, grâce à l'appui français. Tout comme, vingt ans plus tard, l'Irak à Tammuz. Et il a fallu de fortes pressions de M. Kissinger pour empêcher M. Giscard d'Estaing de fournir au Pakistan une usine de retraitement pour laquelle tous les contrats avaient été signés (un arbitrage international attendait prochainement de donner vraisemblablement tort aux industriels français pour rupture de contrat).

LES DEUX VOIES VERS LA BOMBE

Uranium-235 et plutonium peuvent indifféremment servir à faire une arme atomique. La bombe d'Hiroshima était à base d'uranium enrichi tandis que celle de Nagasaki était au plutonium. Le plutonium est obtenu par transformation d'uranium-238 dans les réacteurs nucléaires. C'est la raison pour laquelle, par exemple, les Pakistanais avaient cherché à obtenir de la France une usine de retraitement de combustible irradié. Après le refus français, ils se sont tournés vers l'autre voie : l'enrichissement. Cette séparation de l'uranium-235 et de l'uranium-238 auquel il est mélangé, peut se faire notamment par centrifugation. L'uranium-238, plus lourd, se concentrant sur la périphérie de la centrifugeuse.

En 1979, un ingénieur métallurgiste pakistanais, le docteur Abdul Kader Kahn, disparut des Pays-Bas où il travaillait depuis 1973 dans un laboratoire soustrait d'Urenco avec, dit-on, le procédé d'enrichissement par ultra-centrifugation que développait le consortium Urenco (Pays-Bas, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale).

Pour avoir été jugés « proliférants » par la communauté internationale, ces contrats n'en étaient pas moins en règle avec le TNP et — pour les plus récents — avec les directives de Londres, ce qui montre bien que ces défenses ne sont pas totalement paralysantes. Le président Reagan, qui a gardé l'essentiel du dispositif du président Carter (transformant le fullscope safeguard en comprehensive safeguard, non rétroactif), a bien tenté, mais en vain, de le faire adopter par les autres fournisseurs. En outre, à la notion de règle et de contrôle, il n'a ajouté la conception plus incertaine — l'Iran en fait plusieurs fois la preuve — des « pays sûrs » et « peu sûrs ». On l'a vu lorsqu'il a fait pression sur la Belgique, en octobre dernier, pour empêcher la fourniture d'un réacteur à la Libye.

Cette politique américaine unilatérale — régression évidente par rapport à la décennie précédente — a entraîné, en réponse, la défense par de nombreux pays du traité et de son article 4, qui garantissait le transfert de technologie nucléaire. Autant dire que le désordre nucléaire règne dans le monde.

Sans doute y a-t-il aucune justification morale à la discrimination faite dans le traité, à ce véritable « Yalta nucléaire », mais l'objectif recherché est partagé par la quasi-totalité des pays du monde. Il est donc d'autant plus urgent de retrouver un consensus international que le traité arrive à échéance et devra être prorogé en 1995.

BRUNO DETHOMAS.

ASIE

Inde

Un modéré succède au Sant Longowal le dirigeant sikh assassiné par des extrémistes

De notre correspondant

New-Delhi. — L'accord du 24 juillet sur le Pendjab a été, au moins provisoirement, sauvé. Tel est le résultat de la réunion exceptionnelle des dirigeants de l'Allah Dal modéré, tenue, dimanche 25 août à Chandigarh.

Après l'assassinat le 20 août dernier du Sant Longowal, l'architecte de la réconciliation « historique », on pouvait craindre une contre-offensive de l'opposition au pacte Longowal-Gandhi. A plusieurs reprises en effet, deux figures importantes du mouvement sikh, l'ancien chef-ministre P.S. Badal et M. G.S. Tohri, président en exercice du Comité de gestion des lieux de culte sikh (SGPC), avaient violemment critiqué l'ensemble des clauses de l'accord de juillet. Tous deux avaient par ailleurs émis des réserves sérieuses sur la décision du gouvernement indien d'organiser des élections dans l'Etat le mois prochain.

Il a fallu une longue journée de débats secrets avant que M. Barnala, ancien ministre fédéral de l'Agriculture, puisse émerger victorieux de l'Assemblée, de dimanche.

Choisi, à l'unanimité au poste de président par intérim du parti, M. Barnala est considéré comme le continuant de la politique amorcée par le Sant Longowal.

M. Barnala a été réélu par un vote très récent sur le devant de la scène politique au Pendjab. Il a néanmoins participé aux côtés du Sant Longowal à toutes les rencontres préparatoires avec le gouvernement indien et a été un des signataires de l'accord de juillet. En contrepartie, le conseil de dimanche a élu pour le 25 septembre, Sant Singh Ropar à la fonction toute aussi importante de président du groupe parlementaire de l'Allah Dal. Bien qu'étant peu connu dans les milieux politiques, le Sant Ropar est réputé être proche de MM. Badal et Tohri. Il aura ainsi une influence considérable dans le choix des futurs candidats aux élections du 25 septembre prochain. Il est, par ailleurs, entendu que les deux hommes, MM. Barnala et Sant Singh Ropar, régiront les affaires politiques de l'Allah Dal par « consensus mutuel ».

(Interim.)

Corée du Sud

Un pilote chinois demande l'asile politique à Taiwan après un atterrissage en catastrophe

Séoul (AFP, Reuters). — Le pilote d'un chasse-bombardier chinois a effectué, dimanche 25 août, un atterrissage en catastrophe en Corée du Sud et a immédiatement demandé l'asile politique à Taiwan, qui lui a répondu favorablement, alors que Pékin demandait la restitution de l'appareil et de son équipage.

Le ministre sud-coréen de la défense a indiqué que le technicien radio de l'avion — le cinquième appareil chinois à atterrir dans le pays depuis la fin de la guerre de Corée en 1953 — souhaitait rentrer en Chine. Le troisième membre de l'équipage a été tué sur le coup lorsqu'il a tenté de sauter de l'avion, qui transportait des mitrailleuses et des bombes amorcées, s'est écrasé faute de carburant à 170 kilomètres au sud de Séoul. Un paysan travaillant dans une rizière a aussi été tué.

Selon le ministre sud-coréen, le pilote a été grièvement blessé au bras, mais le technicien radio a été que des blessures légères. L'avion avait été intercepté par la chasse sud-coréenne et était escorté vers la base aérienne de Kunsan lorsqu'il est tombé en panne de carburant.

A Pékin, la Chine a demandé la restitution immédiate de l'appareil et de son équipage par l'intermédiaire de l'Agence Chine nouvelle, qui écrit que l'avion s'est égaré au cours d'une mission d'entraînement au large de la côte est de la Chine.

A Taipei, le ministère des affaires étrangères a fait savoir que Taiwan était prêt à accueillir le pilote chinois, et a engagé la Corée du Sud — seul pays d'Asie à entretenir des relations avec la Chine nationaliste — à respecter sa volonté. Le ministre taiwanais a qualifié le pilote de « héros anticomuniste », en indiquant que des responsables de l'ambassade de Taiwan à Séoul avaient demandé à le rencontrer. S'il est autorisé à passer à Taiwan, une récompense de plusieurs millions de dollars lui sera remise, a indiqué le ministre. L'avion est un bombardier de type L-28.

Plusieurs incidents similaires ont éclaté au cours des dernières années entre la Chine et la Corée du Sud, qui n'entretiennent pas de relations diplomatiques. En mai 1983, un avion chinois, avec cent cinq passagers à bord, a été détourné sur Séoul par six pirates de l'air qui, après quelques mois de prison, ont pu se rendre à Taiwan. En octobre 1982, le pilote d'un Mig-19 s'est réfugié en Corée du Sud, suivi dix mois plus tard par un Mig-21. Les deux pilotes se sont réfugiés à Taiwan. En mars dernier, enfin, une mutinerie avait éclaté à bord d'une vedette chinoise, à proximité des côtes sud-coréennes. Deux membres de l'équipage avaient demandé à partir pour Taiwan, mais Séoul les avait remis aux autorités chinoises.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le président enfin à cheval !

Correspondance

Washington. — Pour la première fois depuis son opération, le 13 juillet dernier, le président Reagan est monté en selle, samedi 4 août, dans son ranch californien, avec seulement une semaine de retard sur le programme établi par les médecins. « Vous avez bien noté mon changement de tenue », a lancé le président, toujours souriant, aux journalistes en montrant ses bottes et son costume de cheval kaki. Sans doute sa casquette de base-ball bleue détonne-t-elle un peu, mais M. Reagan doit se protéger du soleil après l'enlèvement récent de sa petite tumeur au nez.

« Aujourd'hui est un grand jour », a-t-il ajouté avant de monter sur Elusive Hobby, un cheval bai, pour une promenade dans la montagne de Santa-Ynez. A-t-il galopé ou s'est-il contenté d'un paisible petit trot ? Cela n'a pas été précisé. Mais l'Amérique respire, heureuse de retrouver l'image rassurante du gentil cow-boy optimiste, de l'homme de l'Ouest vigoureux, voire un peu macho, de nouveau en selle.

Pour ceux qui n'auraient pas bien compris le message, un collaborateur de la Maison Blanche

a jugé utile de déclarer : « Les Américains aiment les cow-boys, et c'est ainsi qu'ils voient leur président. Le revoir à cheval signifie qu'il est complètement rétabli. »

Un cow-boy vigilant en tout cas. Un journal de San-José vient, en effet, de confirmer qu'avec sa première femme, l'actrice Jane Wyman, Ronald Reagan, dans les années 1946-1947, informa, à l'occasion, le FBI sur des auteurs suspects d'être communistes. Ces révélations ont été faites sur la base d'archives du FBI désormais accessibles. La Maison Blanche n'a cependant précisé que le rôle de M. Reagan avait été « mineur ».

Un « bon Américain » de l'époque avait le devoir de se transformer en informateur. Mais un cow-boy se doit d'être bon et juste. Ainsi, à l'époque du mac-carthysme, Ronald Reagan désapprouva-t-il, indique-t-on encore, la Commission des activités anti-américaines et les associations de producteurs et d'acteurs qui voulaient priver de leur travail tous les « communistes » d'Hollywood.

HENRI PIERRE.

Quatre pays d'Amérique du Sud appuient les efforts de paix du groupe de Contadora

Les quatre pays du groupe de Lima (Argentine, Brésil, Pérou et Uruguay) ont appuyé, dimanche 25 août, leur soutien à l'action de paix en Amérique centrale menée par le groupe de Contadora, composé de la Colombie, du Mexique, du Panama et du Venezuela. Dans un communiqué adopté à l'issue d'une conférence qui réunissait pour la première fois les ministres des affaires étrangères de ces huit pays, dans la ville colombienne de Carthagène, les participants ont souligné que les conflits en Amérique centrale ne seraient réglés par la force et ont lancé un appel pour que la situation dans la région « ne s'inverse pas dans la confrontation Est-Ouest ».

La réunion de Carthagène, qui a duré deux jours, avait été convoquée à l'initiative du président colombien, M. Betancur (le Monde du 22 août). Dans leur communiqué, les huit ministres indiquent qu'ils vont chercher à susciter des contacts « avec les gouvernements des pays qui ont des liens et des intérêts dans la région ». Cette formule est une allusion aux Etats-Unis et à Cuba. L'idée de l'envoi d'une force multinationale de paix à la frontière entre le Nicaragua et le Costa-Rica, cette éventualité, a été écartée.

Les participants à la réunion ont insisté sur les origines économiques

de la crise en Amérique centrale et dénoncé à cet égard l'incidence de la « situation internationale », une façon d'évoquer, entre autres, le cours élevé du dollar et ses conséquences sur le montant de la dette extérieure des pays concernés. « L'indépendance économique et sociale et toutes les entraves à la libre expression et à la participation populaire dans le processus politique » sont les principaux facteurs de conflits dans la région, affirme le communiqué final.

Le ministre chilien des affaires étrangères, M. Augusto Ramírez, a déclaré à ce sujet : « Les nations d'Amérique centrale ont révisé, du point de vue de leur développement, à leur niveau d'il y a vingt ou vingt-cinq ans. Il a estimé que l'on insistait trop, généralement, sur les aspects militaires de la crise. Le président Betancur avait souligné, de son côté, qu'Amérique latine avait besoin de l'aide internationale et d'un meilleur accès aux marchés des pays industrialisés pour tenter de résoudre le problème de la dette extérieure et renforcer la démocratie. Selon le chef de l'Etat chilien, les pays latino-américains devraient doubler leurs exportations dans les cinq prochaines années pour faire face au paiement des intérêts de la dette (360 milliards de dollars). » (AFP, Reuters.)

Les archives secrètes d'Howard Hughes

Les archives secrètes d'Howard Hughes

Passionnant, le récit de Michael Drosyn, d'une précision étonnante, nous fait entrer dans l'intimité d'un homme, dont l'obsession fut de s'enfermer.

Le Monde

« Une galerie de monstres ou la prévision, le chantage et les pressions n'ont d'égal que la bassesse des ambitions humaines... l'ouvrage est aussi passionnant qu'édifiant. »

Le Matin

Citizen Hughes

MICHAEL DROSYN

Presses de la Renaissance

AFRIQUE

L'INFLUENCE LIBYENNE A KHARTOUM

Le Caire ne s'émue pas outre mesure du « rééquilibrage » de la diplomatie soudanaise

Le Caire. — « Le Soudan, extension naturelle de l'Egypte » : ce concept géopolitique est ancré depuis des millénaires dans l'esprit des dirigeants de la vallée du Nil. En effet, chaque pharaon se devait, dès son intronisation, de conduire une expédition dans ce qui était alors connu comme le Pays de Kouchi, et la frontière de l'Egypte ancienne fut fixée au-delà de la quatrième cataracte (Haua-Nubia). Au XIX^e siècle, Méhemet-Ali renoua avec la tradition et entreprend, dès 1820, la reconquête du Soudan.

Aujourd'hui encore, la politique égyptienne n'a pas changé. Aussi, quand en juillet dernier le ministre de la défense du nouveau gouvernement soudanais, le général Osman Abdallah, qui semble être le chef de file de la tendance anti-égyptienne, a reporté, pour des « raisons de santé », une visite prévue au Caire, et s'est rendu à Tripoli pour y conclure un accord de coopération militaire, on s'est inquiété au Caire.

Le Soudan basculait-il dans les bras du colonel Kadhafi, cet ennemi juré du régime égyptien ? Quo'adveait-il de l'accord de défense commune signé par Le Caire et Khartoum en 1976 ? Autant de questions qui préoccupaient les responsables égyptiens il y a moins de deux mois. De plus, les déclarations des officiers soudanais critiquant la Charte de complémentarité égypto-soudanaise signée en 1982 et les manifestations anti-égyptiennes réclamant l'extradition de Caire, où il est réfugié depuis son renversement en avril, du maréchal Nemeiry, ancien « président à vie » du Soudan, ont pas été pour calmer les inquiétudes du président Moubarak.

Un Soudan inamical constitue une menace grave pour les eaux du Nil, dont l'Egypte est le don. Près de la moitié du lac Nasser, cet immense réservoir, situé en amont du haut barrage d'Assouan, se trouve en territoire soudanais, et le

De notre correspondant

Le sommet Moubarak-Dahab

La rencontre à Addis-Abeba, fin juillet, des généraux Moubarak et Saeed El-Dahab (chef du comité militaire transitoire soudanais) a permis de clarifier la situation. Il ne s'agit pas d'une rupture progressive avec l'Egypte ni d'un rapprochement spectaculaire avec la Libye. Le Soudan subit des pressions tant extérieures qu'intérieures qui lui dictent une tactique aussi prudente que complexe. Le rapprochement avec la Jamahiriya est le fait des « éléments de gauche » du gouvernement transitoire. Il a pour objectif de parvenir à une solution du problème du Sud du Soudan.

Les rebelles de l'Armée de libération du peuple soudanais (ALPS) du colonel John Garang étaient soutenus principalement par la Libye et l'Ethiopie. La politique soudanaise semble avoir porté ses fruits puisque le colonel Kadhafi vient d'affirmer, il y a deux semaines, qu'il avait cessé d'envoyer des armes à l'ALPS. Or la paix au Sud est presque aussi importante pour l'Egypte que pour le Soudan. Sans elle, les travaux du

canal de Jonglei, interrompus depuis deux ans, resteraient au plan et l'Egypte perdrait une énorme quantité d'eau, alors que le Nil a enregistré en 1984 son niveau le plus bas depuis trois siècles et demi (1611).

La question de l'extradition de l'ancien président Nemeiry, qui menaçait d'empêcher les relations entre les deux pays, semble avoir été momentanément gelée. Le gouvernement transitoire de Khartoum n'en a pas fait une condition *stricto sensu* pour le maintien de liens étroits avec Le Caire.

Pour ce qui est de la Charte de complémentarité qui devait déboucher, en 1992, sur « la fusion des deux pays », Le Caire, comme Khartoum, est d'accord sur le principe de sa révision. Les Soudanais estiment que cet accord ne leur a pas apporté grand-chose, tandis que les Egyptiens veulent économiser une partie des fonds déversés en pure perte pour son application. Les deux pays sont convaincus de la nécessité d'améliorer une formule qui a fait long feu.

En ce qui concerne les attaques verbales sporadiques de Khartoum contre l'Egypte, les responsables du Caire estiment qu'elles sont aussi inoffensives que nécessaires à l'équilibre précaire du gouvernement transitoire de coalition. Ils préfèrent en tout état de cause un gouvernement civil à un régime militaire. L'exemple du maréchal Nemeiry est loin d'être oublié. Au cours de ses deux dernières années au pouvoir, le « président à vie » avait adopté une série de mesures jugées « catastrophiques » par Le Caire, faisant appliquer la charia (loi islamique) au Soudan au moment où l'Egypte cherchait à enterrer cette question chez elle et ramenant les ombres de la sécession sudiste. Un gouvernement pragmatique, même s'il prend quelque distance, est préférable à un ami fauteur d'embarras, estime-t-on au Caire.

ALEXANDRE BUCCIANI.

HOSTILE A L'INTERVENTION DU FMI

Le Congo s'efforce de redresser une situation économique alarmante

Le Congo est en panne. Le Parti congolais du travail (PCT) a été conduit récemment à réviser, sinon sa doctrine politique, du moins ses options économiques, afin d'éviter — la terre est du président Sessou Nguesso — une « catastrophe ».

Quatrième pays producteur de pétrole de l'Afrique noire, le Congo a mis l'essentiel de son développement sur les ressources tirées de l'or noir, sans que celles-ci soient réparties de façon dynamique — sauf en ce qui concerne les bâtiments et travaux publics — dans les autres secteurs de l'économie. Une politique de nationalisations à outrance, une politique d'endettement croissant et une insouciance à honorer ses engagements extérieurs, des programmes de développement trop ambitieux et des structures de production, notamment agricoles, aléatoires ou inorganiques, sont les principales faiblesses de l'économie congolaise. Les aspects financiers internationaux s'accroissent à dire que, faute d'un retournement rapide de tendance, l'Etat congolais atteindra bientôt une situation de cessation de paiement.

A la fin du mois de juin dernier, le comité central du PCT s'est réuni pour tirer les conclusions de ce bilan de pré-faillite. A cette occasion, le président Sessou Nguesso a proposé le « non-accomplissement d'une bonne partie du programme » d'investissement du pays. Début juillet, le conseil des ministres a adopté vingt-neuf mesures d'ajustement structurel destinées à redresser la situation économique et financière du pays : blocage du budget du personnel (ce qui veut dire, à terme, des licenciements), réduction du budget matériel, limitation pendant deux ans et demi des investissements de l'Etat, etc.

Reconnaissant ainsi implicitement l'échec de leur propre stratégie économique, les autorités congolaises n'en demeurent pas moins fidèles à un modèle de développement « auto-centré ». La « construction d'une société socialiste » reste l'option fondamentale, et le Congo, comme le rappelle en mai dernier le chef de

l'Etat, « a opté pour une stratégie de rupture avec le modèle de développement néo-colonial caractérisé par la division internationale du travail ».

Cette rigueur doctrinaire n'empêche pas Brazzaville d'avoir pour principaux partenaires commerciaux des pays occidentaux. C'est sur le plan des finances publiques que les indices sont les plus alarmants. Si la dette extérieure globale du pays est d'environ 1,5 milliard de dollars (ce qui n'est pas excessif), le service de la dette, en revanche, absorbe près de 45 % des recettes de l'Etat, soit environ 136 milliards de francs CFA (1), contre moins de 20 milliards en 1980. En 1985, le service de la dette représentera plus d'un tiers des recettes d'exportation, qui, à 90 %, sont constituées par les revenus pétroliers.

Les « mauvaises surprises » du pétrole

Or ceux-ci, qui constituent les deux tiers des revenus de l'Etat, diminueront en 1985 et 1986.

Cette année, la production devrait plafonner à environ 5,4 millions de tonnes, redescendant encore l'année suivante et remonter en 1987, ces mouvements irréguliers étant dus à la baisse de production des gisements anciens et aux variations conjuguées des cours du brut et du dollar. « Le pétrole ne cesse de nous réserver de mauvaises surprises », avait reconnu M. Sessou Nguesso, en annonçant que les objectifs du plan quinquennal 1982-1986 devaient être révisés en baisse.

Tel est notamment le cas pour les bâtiments et travaux publics, qui, depuis 1982, ont bénéficié d'un effort important des pouvoirs publics. Le déficit global de la balance des paiements s'est accentué en 1984, ainsi que le taux de l'inflation. La situation de l'emploi, qui était bonne ces dernières années en raison de l'investissement dans le secteur public, va inévitablement se

détériorer cette année et l'année prochaine. Le programme d'austérité annoncé par M. Sessou Nguesso sera-t-il suffisant pour redresser la situation économique ? Brazzaville souhaite pouvoir rééchelonner ses dettes par des conventions bilatérales, notamment avec la France, qui est son premier créancier. En 1983, Paris avait fait le sourd orléanais à une demande de rééchelonnement de la dette bilatérale, qui portait sur environ 40 milliards de francs CFA.

Cette position n'a pas changé, la France, comme les autres créanciers du Congo, souhaitant que Brazzaville négocie globalement dans le cadre des clubs de Paris (regroupement des Etats prêteurs) et de Londres (banque de fonds privés), ce qui suppose, préalablement, l'intervention du Fonds monétaire international.

Or c'est précisément ce à quoi se refusent les autorités de Brazzaville, pour des raisons à la fois politiques (le Congo, pays « marxiste », voit dans l'organisation internationale l'incarnation du capitalisme) et nationalistes (l'ingérence) du FMI sur la conséquence de mettre en évidence l'incapacité des dirigeants congolais à résoudre seuls leurs difficultés. « Le Congo paye quelquefois avec retard, mais il paye, n'en déplaise à ceux qui voudraient nous voir à genoux devant les clubs de Paris et de Londres et le Fonds monétaire international », avait affirmé, en juin dernier, le président Sessou Nguesso.

Début juillet, dans un entretien accordé à *Jeune Afrique*, le premier ministre, M. Ange Edouard Poungé, reconnaissait : « Nous restons campés dans une attitude de pilotage à vue de nos finances. » Eviter de passer sous les fourches caudines du FMI, soit, mais le « pilotage à vue » en matière économique n'a jamais donné de très bons résultats.

LAURENT ZECCHINI.

(1) Un franc CFA vaut 0,02 F français.

Points Roman

Gabriel Garcia Marquez Cent ans de solitude

François Maspero Le sourire du chat

Didier Decoin L'Inquisiteur

John Irving Le monde selon Garp

Henri Gougaud

Points Roman en poche

كندا من الأصل

Le débat sur la Nouvelle-Calédonie

M. François Léotard a continué, dimanche 25 août, à porter de graves accusations contre le gouvernement et le comportement de certains hauts fonctionnaires en Nouvelle-Calédonie. M. Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, affirme que ces accusations sont mensongères. M. Léotard lui propose un débat à la télévision.

Pour sa part, M. Valéry Giscard d'Estaing persiste, malgré la décision du Conseil constitutionnel (le Monde daté 25-26 août) à juger injustifiée la procédure utilisée par M. Mitterrand lorsque l'a provoqué un nouveau débat au Parlement sur la Nouvelle-Calédonie.

M. Léotard se « défonce »

M. François Léotard est revenu de Nouvelle-Calédonie « exaspéré » par ce qu'il a vu et entendu sur place.

Dimanche 25 août, au cours d'un déjeuner de presse, le secrétaire général du Parti républicain a accusé le gouvernement de porter atteinte au moral de la gendarmerie, qui, selon lui, a conscience de ne plus intervenir pour protéger les personnes et les biens. Il affirme que l'entourage de M. Edgard Pisani préviendrait les indépendantistes canadiens lorsque les gendarmes projettent des opérations de maintien de l'ordre. Il fait état de témoignages selon lesquels les gendarmes, impuissants parce que dépourvus d'autorisation de riposter, ont laissé les FLNKS fouiller leurs camions et s'en prendre, à quelques pas de là, à des Européens.

Il dénonce la complicité, sur place, de certains hauts fonctionnaires « avec des voyous et des assassins ».

Il considère qu'il serait « plus utile » de demander la démission de M. Charles Hernu, ministre de

la défense, à cette occasion plutôt que dans l'affaire Greenpeace. On a entendu avec Greenpeace, alors que cette affaire, dit-il, est secondaire par rapport au drame qui se joue en Nouvelle-Calédonie. Il pense que M. Pisani est possible des chefs d'accusation suivants : « Non-assistance à personne en danger ; incitation à la haine raciale ; complicité d'atteinte à la sûreté de l'Etat ». Et qu'il devrait être condamné au titre de la loi anti-casseurs.

Bref, selon lui, « M. Mitterrand n'est plus le chef de ce qui n'est plus un Etat ».

M. Léotard admet qu'il a changé de « look », « Si mon image et ma carrière en souffrent, dit-il, ce n'est pas grave. Il voulait être « cool » en politique et il est devenu carrément « hard ». La métamorphose surprend et inquiète, surtout lorsqu'il annonce, pour la campagne des législatives, son intention de se « défonce ».

J.-Y. L.

M. GISCARD D'ESTAING PERSISTE

M. Valéry Giscard d'Estaing « maintient sa position » hostile à la démarche suivie par M. François Mitterrand pour convoquer le Parlement en session extraordinaire sur la Nouvelle-Calédonie, en dépit de la décision du Conseil constitutionnel qui la juge conforme à la Constitution.

« Il est évident, affirme-t-il dans un communiqué publié dimanche 25 août, que l'article 10 de la Constitution n'a pas été rédigé pour l'usage qui vient d'en être fait et qui aboutit à présenter à nouveau au Parlement un texte contenant une disposition déjà reconnue comme inconstitutionnelle. »

Pendant vingt ans, souligne M. Giscard d'Estaing, de 1958 à 1981, ni le général de Gaulle, ni le président Pompidou, ni moi-même ne l'avons jamais utilisé à cette fin. « Je regrette, dit-il, la décision du Conseil constitutionnel, mais, comme il convient, je la respecte. » L'ancien président de la République avait été le premier signataire du recours déposé par l'opposition, à l'Assemblée nationale, devant le Conseil constitutionnel.

« M. Pisani : la surenchère de l'opposition. — M. Edgard Pisani a publié, dimanche 25 août, un communiqué dans lequel il a affirmé que les accusations lancées par M. Léotard, sont « totalement fausses » et témoignent d'une surenchère de l'opposition dans les accusations mensongères. Ces propos (...) constituent un encouragement au rejet des solutions légales qui ne peut que conduire à la violence ».

M. GAUDIN : pas de « Valence-bis »

Invité à commenter les propos tenus en Nouvelle-Calédonie par le secrétaire général du PR, M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, qui était, dimanche 25 août, chez les Jeunes giscardiens réunis en université d'été au cap d'Agde (Hérault), a rétorqué : « Il faut comprendre le contexte dans lequel François Léotard s'est exprimé : en Nouvelle-Calédonie, où nos concitoyens sont exaspérés par le volonte du gouvernement socialiste de conduire ce territoire vers l'indépendance. Il est probable que quelques hauts fonctionnaires zélés oppriment trop visiblement la démocratie du gouvernement. (...) Mais qu'on ne se méprenne pas sur nos intentions. Si nous revenons au pouvoir, il n'y aura pas de congrès de Valence-bis. C'est pour nous inimaginable. »

M. Gaudin a aussi évoqué les difficultés que rencontrerait l'opposition devenue majorité en 1986 d'autant, a-t-il précisé, que « M. Mitterrand fait provision de clous pour les jeter sous les roues de la nouvelle majorité ».

(1) Au congrès de Valence, en octobre 1981, certains socialistes « coupeurs de têtes » avaient réclamé quelques votes dans la haute fonction publique.

« M. Jospin : la légèreté de l'opposition. — M. Lionel Jospin a déclaré, samedi 24 août, à propos du communiqué de M. Edgard Pisani, « désaveu » infligé par le Conseil constitutionnel à l'opposition sur la Nouvelle-Calédonie (le Monde des 25 et 26 août), que les membres de l'opposition signataires des recours ont fait preuve, « de légèreté, de véhémence et de passion politique ».

Deux élections cantonales à la Réunion

CANTON DE SAINT-ANDRÉ I (1^{er} tour)
Inscr. 10 149 ; vot. 6 408 ; suff. ex. 6 273. — MM. Louis Virapoulle, sénateur, UDF, 4 169 ; ELU ; Minienpoullé, PCR, 1 583 ; Cadivel, s. élu, 163 ; Assaby, MPR, 133 ; Laurent Vergès, PCR, 106 ; Paul Vergès, PCR, 57 ; Boitard, FN, 46 ; Virapin-Kiehemin, PCR, 10 ; Ciret, PCR, 4 ; Aguilheba, PCR, 2.

CANTON DE SAINT-ANDRÉ II (1^{er} tour)
Inscr. 6 376 ; vot. 4 038 ; suff. ex. 3 934. — MM. Jean-Paul Virapoulle, maire, UDF, 2 765 ; ELU ; Laurent Vergès, PCR, 1 027 ; Namayé, MPR, 95 ; Clemenceau, FN, 46 ; Minienpoullé, PCR, 1.

(PCR : Parti communiste réunionnais. MPR : Mouvement progressiste réunionnais.)

(MM. Louis Virapoulle et Jean-Paul Virapoulle, tous deux conseillers généraux sortants UDF, ont été réélus, dimanche 25 août, à la première tour de scrutin, dans les deux cantons de Saint-André, lors d'élections partielles consécutives à l'annulation des scrutins de mars 1985. Tous deux ont soutenu

leur score précédent. M. Louis Virapoulle, sénateur de la Réunion, a recueilli 66,45 % des suffrages exprimés, contre 33,55 % à 10 ans dernier, et M. Jean-Paul Virapoulle, maire, battant pour la quatrième fois consécutive depuis 1963 M. Laurent Vergès, fils du secrétaire général du Parti communiste réunionnais, a obtenu plus de 70 % de suffrages. Il se voit reconduire à sa fonction publique.

Le scrutin s'est déroulé dans un climat tendu, et de nombreux incidents ont éclaté à la mi-journée dans plusieurs bureaux de vote entre les partisans de MM. Louis et Jean-Paul Virapoulle et ceux du PCR. A la suite de violences qui auraient été commises contre l'un de ses assesseurs, le PCR décidait de retirer ses candidats et procédait à l'annulation de leurs bulletins dans les vingt-sept bureaux des deux cantons.

La victoire de M. Jean-Paul Virapoulle dans le deuxième canton de Saint-André, consécutive à dimanche soir par M. Paul Vergès, secrétaire général du PCR, devrait lui permettre de retrouver son poste de vice-président du conseil général, dont la présidence est assurée par M. Auguste Legros, RPR, maire de Saint-Denis de la Réunion.

LE RAPPORT DE M. BERNARD TRICOT

• Aucune décision n'a été prise au niveau gouvernemental pour le sabotage du bateau de Greenpeace.

• Les « Turenge » et l'équipage de l'Ouvéa seraient innocents.

M. Bernard Tricot a remis, le dimanche 25 août, au premier ministre, son rapport sur le sabotage du bateau de Greenpeace, le Rainbow Warrior, le 10 juillet, à Auckland. Nous publions des extraits de ce texte.

Après avoir rappelé que son enquête, sur la demande du premier ministre, a duré dix-sept jours, M. Bernard Tricot donne les conclusions qu'il a eues. Il a ainsi rencontré « plusieurs membres du gouvernement », le chef d'état-major des armées, le général Saubier, l'amiral Fages, qui était, jusqu'à la fin juin 1985, à la tête de la direction des centres d'essais nucléaires (DIRCEN), l'amiral Lacoste, directeur général de la DGSE, le préfet Parant, secrétaire général de celle-ci, ainsi que le général Emin, adjoint du directeur, le colonel Lesquoz, chef du service Action, et son subordonné, le lieutenant-colonel Fuberton, chef du service des opérations.

M. Tricot a aussi entendu les agents de la DGSE envoyés dans le Pacifique sud au moment de l'attentat contre le Rainbow Warrior — à l'exception, évidemment, des faux époux « Turenge », détenus en Nouvelle-Zélande. Il ajoute que l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande à Paris lui a communiqué « certains éléments » de l'enquête policière néo-zélandaise. Enfin, toujours en préambule de son rapport proprement dit, M. Tricot assure avoir suivi « intellectuellement » le principe suivant : « N'écarter à priori aucune hypothèse, même la moins vraisemblable ».

Le rapport développe ensuite cinq points : l'attitude du gouvernement français à l'égard des actions de Greenpeace dans le Pacifique sud ; les mesures que la DIRCEN a prises en matière de la défense, « dans le cadre de cette politique gouvernementale » ; les données par ce ministre au directeur de la DGSE ; « comment ces directives ont été comprises et transmises au sein de cette direction » ; « ce que j'ai pu apprendre au sujet de ceux des agents de la DIRCEN, autres que l'équipage de l'Ouvéa, qui ont été envoyés en Nouvelle-Zélande » ; « ce que j'ai pu apprendre au sujet de l'équipage de l'Ouvéa ».

Greenpeace, le gouvernement et M. Hernu

1) Le gouvernement et Greenpeace. — Sur la base des premières informations parvenues début 1985 — notamment de la DIRCEN — sur la prochaine campagne de Greenpeace contre les essais nucléaires français, une instruction est donnée le 4 mars au directeur général de la DGSE d'intensifier la recherche de renseignements. M. Tricot ajoute : « Comme il s'agissait d'envoyer plusieurs agents dans le Pacifique sud et, pour les raisons qui seront dites plus loin, de louer un bateau, la dépense était de celles qui dépassaient les charges courantes du service et qui donnaient lieu à l'allocation de fonds exceptionnels. Cette attribution fut demandée et accordée dans les conditions normales, c'est-à-dire avec l'accord du chef de l'état-major particulier du président de la République. J'ai vu le général Saubier, qui exerçait à l'époque ces fonctions, et qui se souvient bien que l'affaire lui avait été soumise, qu'il s'agissait uniquement d'accroître l'effort de renseignement et qu'il donnait son accord. »

2) Les directives de M. Hernu à la DGSE. — Pour le ministre, les directives verbales consistaient exclusivement à intensifier la collecte de renseignements. Pour l'amiral Lacoste, il s'agissait d'un peu plus : la recherche des renseignements pouvait ne pas se faire seulement par l'intermédiaire de certains agents dans l'organisation en cause. En outre, ces agents pouvaient être

invités à réfléchir aux voies et moyens propres à contrecarrer l'action de cet organisme, dit bien « réfléchir », nullement passer aux actes, même s'il s'agissait simplement d'actes ne comportant aucune violence.

M. Tricot se demande alors si « une ambiguïté, même légère, s'était glissée dans la transmission des ordres ». Il ajoute alors : « Je compris mieux l'origine de ce qui m'inquiétait quand mes deux interlocuteurs, que j'ai toujours vu séparément, m'apprirent que le ministre, à l'appui de ses directives à l'amiral, avait montré, mais point remis, à ce dernier la note de l'amiral Fages (chef de la DIRCEN) en date du 1^{er} mars.

« Or le dernier alinéa de cette note, était ainsi conçu : « Par ailleurs, une intensification de la recherche de renseignements concernant la position et les déplacements du Vega et du Rainbow Warrior a été suggérée afin de prévoir et anticiper les actions de Greenpeace. » Sur l'original que M. Hernu m'a montré, le verbe « anticiper » était souligné deux fois. Anticiper, qu'est-ce à dire : ce n'est pas seulement prévoir, ce qui aurait d'ailleurs introduit un pléonasme dans la note. Dans l'emploi transitif du verbe, anticiper, c'est devancer ou prévenir. Cette prévision ne pouvait-elle pas aller jusqu'à empêcher physiquement l'un ou l'autre des bateaux de quitter la Nouvelle-Zélande ?

M. Hernu, à qui j'ai fait part de mes doutes, a maintenu son interprétation : il s'agissait seulement de se renseigner, ce qui pouvait toutefois comporter une infiltration. L'amiral Lacoste a confirmé la sienne : c'était un peu plus, mais en aucun cas passer aux actes, même s'il s'agissait de la destruction de « méthodes douces ». Quant à l'amiral Fages, auteur involontaire de cette difficulté, il m'a affirmé qu'il s'était bien agi d'une redondance et qu'en tout cas il n'avait jamais eu la pensée de proposer de passer aux actes et encore moins de passer à la violence. Au total, ce sont les souvenirs de l'amiral Lacoste qui me semblent les plus exacts. Il est d'ailleurs normal qu'une telle affaire ait occupé dans son esprit une place plus large que dans celui du ministre.

3) Les directives au sein de la DGSE. — Les officiers de la DGSE que j'ai rencontrés, affirme M. Tricot, m'ont tous donné une définition de cette mission entièrement conforme aux instructions reçues de leurs supérieurs. Je suis, bien sûr, obligé de ne pas exclure l'hypothèse que ces officiers se seraient concertés pour me faire une partie de la vérité.

Je dois aussi ne pas laisser de côté le cas où les libellés des missions confiées aux agents qui m'ont été montrés ne seraient pas complets au regard des instructions de commandement verbales qui leur auraient été données. Mais cette hypothèse pessimiste me paraît exclue à la fois par la formation de ces officiers, leur caractère, tels que nos entretiens me l'ont fait apparaître, leur appréciation entièrement négative des enseignements de la mission, et par le fait que ces instructions auraient été données par le ministre.

4) Les agents de la DGSE chargés de surveiller Greenpeace. — M. Tricot n'a pas demandé à voir Frédéric Bonlieu, « qui était, ainsi que chacun le sait maintenant, chargé d'infiltrer le mouvement Greenpeace en Nouvelle-Zélande ». Il estime, en effet, qu'ayant quitté ce pays le 24 mai 1985, elle ne peut être impliquée dans l'attentat contre le Rainbow Warrior. Il y rencontra

M. Dubast, « parce que sa mission à Nouméa, du 14 au 16 juin, avait un certain lien avec les préparatifs de départ de l'Ouvéa vers la Nouvelle-Zélande. Il s'agissait pour lui de s'assurer que le bateau et son équipage ne faisaient pas l'objet d'une surveillance suspecte. Cet agent a aperçu deux ou trois fois Velche et ses compagnons, sans toutefois les aborder. Il n'a rien constaté d'anormal autour d'eux et de leur bateau. »

Aucun contact n'était, bien sûr, passible pour lui avec « les Turenge », en réalité le chef de bataillon Alain Mafart, né le 2 novembre 1950, et le capitaine Dominique Prieur, né le 21 juin 1949. Le libellé de leur mission qui m'a été communiqué était celui-ci :

« Renseigner sur le nombre, les caractéristiques, le programme des bâtiments accompagnant le Rainbow Warrior vers Mururoa ; identifier le nouvel équipage éventuel du Rainbow Warrior ; identifier les personnalités politiques, scientifiques et journalistiques participant à la campagne ; Renseigner sur l'impact reçu en Nouvelle-Zélande. »

Le libellé de cette mission porte la date du 14 juin. Le choix de deux officiers pour remplir ces tâches s'expliquait dans l'esprit du service par le fait qu'ils auraient à observer le Rainbow Warrior ainsi qu'un certain nombre de personnalités qui étaient à bord.

Puis M. Tricot discute les « Turenge » des accusations portées contre eux en Nouvelle-Zélande : « Il me paraît invraisemblable que les « Turenge » aient participé directement ou indirectement à la pose de mines sous la coque du Rainbow Warrior. Directement, parce que Mme Prieur n'a jamais appartenu aux nageurs de combat et que des emus de colonne vertébrale lui rendent difficile de faire ce genre de travail. Indirectement, parce que le choix du commandant Mafart pour aller poser des mines aurait été déraisonnable, s'agissant d'un officier qui était radié des nageurs de combat depuis 1983.

« Une participation indirecte était, moins vraisemblable, les « Turenge » n'ayant eu aucun détail la configuration du port d'Auckland, les habitudes de ceux qui le fréquentent, la façon dont la police fait son travail, puis, à partir du 7 juillet, ils auraient noté l'emplacement du Rainbow Warrior. Ils auraient fait part de leurs constatations à d'autres agents (dans cette hypothèse l'équipage de l'Ouvéa) chargés, eux, de poser les mines.

Cette répartition des rôles aurait eu sa logique. Mais le montage d'un tel scénario aurait été contraire aux instructions reçues. Il supposait de la part des deux officiers une grande et étonnante indisciplinerie, dont leurs supérieurs les estimaient incapables.

Ce processus n'aurait été possible que si Alain Mafart et Dominique Prieur avaient reçu instructions de le mettre en œuvre. J'ai déjà dit les raisons pour lesquelles je ne crois pas qu'il en ait été ainsi.

Enfin, ces suppositions impliqueraient que les autres agents de la DGSE auraient accompli la partie la plus délicate de la mission : la mise en œuvre de la DGSE n'avait pas, alors en Nouvelle-Zélande, outre les « Turenge », d'autres agents que ceux qui composaient l'équipage de l'Ouvéa. Il est temps de parler d'eux.

5) Le rôle des hommes de l'Ouvéa. — Qui sont ces hommes, demande M. Tricot, qui répond : « Il s'agit de : L'adjudant-chef Roland Verge, qui a quinze ans de services militaires, dont onze ans à la DGSE. Il appartient au Centre d'instruction des nageurs de combat (CINC) à Aspretto, près d'Ajaccio ; L'adjudant Andrieux (du CINC), qui a dix ans de services, dont 6 ans à la DGSE ; L'adjudant Bartela (du CINC), qui a dix ans de services, dont quatre ans à la DGSE.

« Quelle était leur mission ? Le libellé du 23 mai, dont il a été précédemment question, la définissait ainsi :

1. — S'entraîner à la navigation dans la zone du Pacifique Sud ; 2. — Renseigner le service sur le rassemblement de la flottille de Greenpeace ; 3. — Etudier la possibilité de joindre un bateau aux campagnes à venir.

Puis M. Tricot conclut, avec cesdits, que ces tâches n'ont pu être les auteurs de l'attentat : « Les raisons de supposer qu'ils ont été les auteurs de l'attentat ne sont pas négligeables. La considération la plus troublante est qu'aucun indice actuellement connu ne vient conforter l'idée que l'auteur, ou plutôt les auteurs, ont pu être d'autres qu'eux. Les possibilités sont à cet égard diverses, soit qu'on pense à l'action d'hommes isolés, soit plutôt qu'on soupçonne d'autres services secrets d'avoir initié le coup. Les motifs qui ont pu inspirer les responsables de ces services ne manquent pas : outre à Greenpeace, mouvement qui ne dérange pas seulement la France, mais notre pays, ou encore maître à la fois à Greenpeace et à la France en nous faisant endosser la responsabilité de l'acte. Mais il ne s'agit là, du moins actuellement, que de suppositions. »

Inversement, ajoute M. Tricot, d'autres considérations plaident pour l'innocence : « La faible durée de la coexistence, en Nouvelle-Zélande, du Rainbow Warrior et de l'Ouvéa. Le premier est arrivé le 7 juillet, le second est parti le 9 au matin. Effectuer la pose de mines en plein jour dans un port très fréquenté ne paraît guère praticable, même avec un équipement permettant de ne pas faire apparaître de bulles à la surface de l'eau. Il reste deux nuits, celles du 7 au 8 et du 8 au 9. C'est peu, même en supposant une préparation de la tâche par les « Turenge ».

« La cohérence entre la mission reçue par les trois hommes de l'équipage et leur comportement dans leur séjour en Nouvelle-Zélande. Chargés de connaître les milieux de la navigation de plaisance, de la pêche, du cabotage, ils devaient se mêler à la population et avoir en rien l'attitude d'agents secrets. Multiplier les preuves de leur passage n'aurait aucun inconvénient ; c'était au contraire conforme à leur personnalité de jeunes hommes en vacances. C'était utile aussi pour être reconnus une autre année par ceux qu'ils auraient rencontrés et avec lesquels ils pouvaient souhaiter reprendre contact.

« Que si, par contre, ils étaient chargés ou se seraient eux-mêmes chargés de causer le Rainbow Warrior, ce comportement devenait fort imprudent. M. Tricot étaye enfin sa conviction par les entretiens qu'il a eus avec l'équipage de l'Ouvéa, le docteur Mamiguet compris.

En conclusion, M. Tricot résume ses convictions : « Tout ce que j'ai entendu et vu me donne la certitude qu'au niveau gouvernemental il n'a été pris aucune décision tendant à ce que le Rainbow Warrior soit endommagé. Cette année, comme les années précédentes, la politique gouvernementale a été exactement contraire.

« Les doutes que j'ai eus sur la façon dont les instructions données par le ministre de la défense avaient pu être interprétées ont été levés lorsque je me suis assuré que la marge d'interprétation possible se situait en dessous de ce que j'appellerai la zone dangereuse, c'est-à-dire celle où les services auraient pu se croire invités ou simplement autorisés à mettre à œuvre des « méthodes douces », elles-mêmes éloignées des actes de violence.

« Il n'y a aucune raison de penser (et il existe de fortes raisons de croire le contraire), que la DGSE ait donné aux agents en Nouvelle-Zélande des instructions autres que celles tendant à mettre correctement en œuvre les directives gouvernementales.

« Bien qu'il soit impossible, aussi longtemps que la procédure suivie en Nouvelle-Zélande n'aura pas atteint la phase contradictoire, de se prononcer avec certitude sur la réalité des actes reprochés au commandant Mafart et au capitaine Prieur, je crois, dans l'état actuel de mon information, à leur innocence.

« C'est ce que je crois aussi, toujours dans l'état actuel de mon information, pour ce qui est de l'adjudant-chef Verge et des adjudants Andrieux et Bartela. Une enquête administrative nécessairement rapide peut être difficilement conclusive. Personnellement, je crois donc utile que ce rapport soit suivi en France d'un examen plus détaillé.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

QUELQUES HEURES AVANT LA PUBLICATION

« Je ne peux pas croire à de telles conclusions » déclare le premier ministre de Nouvelle-Zélande

Wellington. — « Je ne peux croire un instant qu'un enquêteur efficace puisse arriver à de telles conclusions », a déclaré le premier ministre de Nouvelle-Zélande, M. Lange, premier ministre, la publication du rapport Tricot pour faire des gorges chaudes sur les premières informations largement reproduites ici par les médias, selon lesquelles la DGSE ne reconnaît pas la responsabilité de ses agents dans le sabotage du Rainbow Warrior. Ces rumeurs ont suscité, lundi 26 août, une vive réaction du gouvernement néo-zélandais.

De notre envoyé spécial agents », a ironisé le premier ministre, « et leur séjour aurait coïncidé avec la visite des ministres de Greenpeace ». M. Lange s'avoue « surpris » qu'un certain nombre de gens en France « aient » cette version des faits. Pour autant, le premier ministre se refuse à dévoiler les preuves de la culpabilité des faux époux « Turenge », actuellement emprisonnés à Auckland, en possession de la police néo-zélandaise. « J'ai dit, il y a quelques semaines, que je savais qu'il était le coupable. Je le prouverai un jour ».

S'il se refuse à rendre publiques ces fameuses preuves sur lesquelles la police fait planer le mystère depuis le début de l'affaire, M. Lange laisse néanmoins entendre que l'ambassade de Nouvelle-Zélande à Paris en a livré l'essentiel à la commission Tricot.

Plusieurs indices laissent prévoir une violente réaction néo-zélandaise, au moins verbale, à la publication du rapport Tricot si celui-ci disculpait totalement les services de renseignements français.

sports

AUTOMOBILISME

Timo Salonen et Peugeot, champions du monde des rallyes

Jyväskylä (Finlande). — Coup double pour Timo Salonen et pour Peugeot ! En gagnant avec sa 205 turbo 16 « Evolution 2 » le rallye des Mille Lacs, disputé du 23 au 25 août, autour de Jyväskylä, le Finlandais s'est assuré son premier titre mondial des pilotes et a offert au premier titre mondial des constructeurs à Peugeot. Le doublé pour une firme française après Alpine Renault en 1973. C'est dans ce même rallye des Mille Lacs que la 205 turbo 16 avait signé, en 1984, son premier

succès avec Ari Vatanen. La petite firme a fait preuve depuis d'un insatiable appétit en gagnant les trois derniers rallyes du championnat du monde 1984, et huit des dix premiers rallyes au programme de l'édition 1985.

Vainqueur de dix-neuf des cinquante épreuves spéciales chronométrées de ce rallye des Mille Lacs, Timo Salonen, qui avait pris la tête dans la douzième spéciale, s'est ensuite

contrôlé la course pour s'assurer 48 s d'avance sur le champion du monde sortant, le Suédois Stig Blomqvist (Audi Quattro sport), 3 min 39 s sur le Finlandais Markku Alen (Lancia Rallye), 11 min 26 s sur le Finlandais Henri Toivonen (Lancia Rallye) et 11 min 28 s sur le Suédois Kalle Gröndel (205 turbo 16), qui remplaçait Ari Vatanen grièvement blessé lors du dernier rallye d'Argentine, mais dont les jours ne sont plus en danger.

Les Lions finlandais

De notre envoyé spécial

Les pilotes scandinaves n'ont pas, comme en France, en Italie ou en Grande-Bretagne, la possibilité de se préparer aux compétitions en circuit.

Le Rallye des Mille Lacs, qui, par la nature de son parcours et des sols, favorise la mieux l'expression de ce talent, est donc le plus convoité. « Je ne peux pas être champion du monde et ne pas avoir gagné dans mon pays », disait, avant le départ, Timo Salonen, qui n'avait jamais pu faire mieux que quatrième.

100 000 kilomètres par an

Disposant pour la première fois en rallye de la nouvelle « Evolution 2 » (1), plus puissante (entre 435 et 450 CV au lieu de 350) et plus légère (930 kilos au lieu de 990) que la première version de la 205 turbo 16, le Finlandais a mené sa course avec son intelligence coutumière. Après avoir contrôlé ses rivaux les plus foudroyants — notamment Markku Alen — dans les spéciales de l'étape initiale disputées sous la pluie, il a porté son attaque sur les terrains les plus sabbonneux, favorables aux quatre roues motrices, avant de se contenter de tenir ses derniers adversaires à distance. « Salonen est un pilote réfléchi », explique Jean Todt. « So grande force, c'est d'accepter de perdre quelques secondes dans les épreuves les plus délicates alors que Vatanen est plus enclin à aller au maximum de ses possibilités en toutes circonstances. »

Le pilote finlandais a tenu à associer à son succès l'équipe de Peugeot

Talbot Sport. « Je ne sais pas si je suis le meilleur pilote du monde, dis-je. Mais je suis sûr d'avoir la meilleure voiture et la meilleure assistance. Beaucoup plus qu'en formule 1. L'équipe technique participe en effet pleinement au rallye. Pour les Mille Lacs, le commando Peugeot comprenait trente cinq personnes avec les pilotes, le médecin, le cuisinier, le personnel d'encadrement et les mécaniciens. Sept camions attelés, cinq voitures d'intervention rapide, un camping car, avaient également été déplacés en Finlande. Cette infrastructure de campagne était complétée par cinq véhicules d'assistance transportant les sept cents pneus fournis par Michelin pour les voitures de Timo Salonen et de Kalle Gröndel.

« A chaque départ et à chaque arrivée de secteur chronométré, explique Jean Todt, nous avions un point d'assistance mobile qui permettait de remettre la voiture en état et de changer systématiquement les pneumatiques choisis en fonction de la longueur de l'étape, du revêtement et des conditions climatiques. » Aux Mille Lacs, quatre vingt points d'assistance avaient été prévus, obligeant les sept équipes techniques à se livrer à une course dans la course pour être tous à tout un rendez-vous fixé, quelques minutes avant les pilotes.

Rassuré sur la fiabilité et la compétitivité de l'« Evolution 2 », l'équipe Peugeot Talbot Sport semblait d'ores et déjà bien armée pour relever le défi des nouvelles marques intéressées par le championnat du monde des rallyes. A condition de ne pas commettre de problèmes avec ses pilotes. Toujours hospitalisé pour ses

GRAND PRIX DES PAYS-BAS DE FORMULE 1

Lauda vainqueur et Prost en tête

Une semaine seulement après avoir officiellement annoncé son intention de se retirer de la compétition à l'issue de la saison 1985, l'Autrichien Niki Lauda (McLaren-TAG-Porsche) a remporté, dimanche 25 août, le Grand Prix des Pays-Bas, disputé sur le circuit très rapide de Zandvoort. La victoire de Lauda fut complétée par la deuxième place d'Alain Prost, qui se retrouve seul en tête du championnat du monde des conducteurs avec trois points d'avance (56 contre 53) sur l'Italien Michele Alboreto (Ferrari), classé quatrième à Zandvoort, à quelques centièmes de seconde du Brésilien Ayrton Senna (Lotus-Renault).

En coulisse, on a également beaucoup parlé transferts à deux mois de la fin de la saison. La venue de Keke Rosberg chez McLaren et celle de Andrea de Cesaris chez Brabham ont été confirmées. Il est de plus en plus probable que le jeune Français Philippe Streiff pilotera bientôt une Ligier. Le prochain Grand Prix aura lieu le 8 septembre à Monza (Italie). — B. H.

GRAND PRIX DES PAYS-BAS DE FORMULE 1

1. Lauda (McLaren-TAG-Porsche), 297,640 km en 1 h 32 mn 29 s 26, moyenne 193,089 km/h ; 2. Prost (McLaren-TAG-Porsche), à 0 s 23 ; 3. Senna (Lotus-Renault), à 48 s 49 ; 4. Alboreto (Ferrari), à 48 s 83 ; 5. De Angelis (Lotus-Renault), à un tour ; 6. Mansell (Williams-Honda).

Championnat du monde des conducteurs. — 1. Prost, 56 pts ; 2. Alboreto, 53 ; 3. De Angelis, 30 ; 4. Johansson, Senna, 19 ; 5. Rosberg, 18 ; 6. Lauda, 14 ; 7. Piquet, 13 ; 8. Tambay, 11 ; 10. Lauffe, 10.

LES HOMMES DE LA LOIRE

H. Dussourd - B. et C. Desjeux

De la source à l'embouchure, une histoire riche et passionnante

24 x 28 cm - 204 p. - 290 F. - 220 F.

Berger-Levrault

UN GRAND NOM DE FRANCE

INFOCENTRE - GROUPE ORD'ASSIST propose STAGES D'ANALYSES-PROGRAMMEURS Placement assuré et possibilité de crédit à 100 % sous certaines conditions 62-66, rue Amélot 75011 PARIS. Tél : 355.60.90

Des retombées en série

« Peugeot est le premier constructeur qui ait réussi à sortir simultanément une voiture de grande série produite à deux mille trois cent cinquante exemplaires par jour et une voiture de rêve championne du monde de rallye qui ressemble à la première, explique Jean Todt, le directeur de Peugeot-Talbot Sport (PTS). Dans sa conception, la 205 turbo 16 est en fait très loin de la voiture de M. Taubert-le-monde, mais elle en est très proche dans l'esprit des gens. C'est la 205 turbo 16 qui gagne, mais les gens évoquent les succès de la 205. »

En plein marasme de la construction automobile, le pari était loin d'être gagné d'avance quand, au début de 1982, Peugeot avait décidé de sortir ses griffes et de lancer dans les rallyes une lionne encore en gestation. Une telle aventure n'avait jamais tenté la firme de Sochaux. Lancia et Audi, avec sa Quattro, qui se disputaient alors la suprématie en rallye, avaient une expérience incomparable dans ce domaine. Le défi intéressait pourtant Jean Todt.

Lorsque Jean Boillot, président d'Automobiles Peugeot, accepte son projet de créer Peugeot-Talbot Sport et de lui en confier la direction, Jean Todt vient d'obtenir, à trente-cinq ans, un titre de vice-champion du monde de rallye avec Guy Fréquelin. Fils de médecin, élève de l'Ecole des cadres, il a longtemps rêvé à la formule 1 mais a dû se contenter d'une longue carrière de copilote de rallye.

Quatorze mois

Peugeot-Talbot Sport s'installe à Boulogne et son directeur a carte blanche pour recruter, surtout au sein de l'entreprise, une centaine de collaborateurs très motivés par cette aventure (15 pour la direction et l'encadrement ainsi que les pilotes, 66 pour le département technique et 20 pour la promotion sportive). Le temps presse car la 205 va être commercialisée en février 1985. PTS dispose de quatre mois pour concevoir, construire et mettre au point la version rallye.

Les deux références étaient alors l'Audi Quattro avec quatre roues motrices et le moteur à l'avant et la Lancia rallye 037 avec deux roues motrices et un moteur central pour une meilleure répartition des masses. Jean Todt et son équipe optèrent pour une turbo à quatre roues motrices avec moteur central. « L'implantation du moteur central a été la décision la plus difficile à prendre puis à réaliser », reconnaît-il. Audi avait toujours répété qu'une quatre roues motrices ne pouvait être performante qu'avec un moteur à l'avant. Nous n'avions pas droit à l'erreur, car nous avions trop investi en main-d'œuvre, en matière grise et au niveau financier pour pouvoir recommencer en cas d'échec. C'était une angouisse profonde. » Rapidement dissipée.

Avant de triompher au rallye des Mille Lacs 1984 pour son troisième rallye, la 205 turbo 16 d'Ari Vatanen avait déjà fait la course en tête au Tour de Corse puis au rallye de l'Acropole, avant de se retirer sur sortie de route ou ennui mécanique mineur. La petite lionne allait surtout enchaîner une série impressionnante de dix victoires sur douze rallyes du championnat du monde grâce à Ari Vatanen (Mille Lacs, San-Remo et RAC en 1984, Monte-Carlo et Suède en 1985) relayé par Timo Salonen (Portugal, Acropole, Nouvelle-Zélande, Argentine et ses en 1985).

Jean Todt refuse en tout cas de mettre cette domination sans précédent sur le compte d'une faiblesse conjoncturelle de l'opposition. « Avant notre arrivée, Audi paraissait imbattable, dit-il. En réalisant une quatre roues motrices avec moteur central, nous avons fait preuve de pionniers. Aujourd'hui toute la concurrence qui se prépare, avec des constructeurs aussi prestigieux que Lancia ou Ford, suit notre voie. C'est flatter pour Peugeot. »

Le championnat du monde des rallyes 1985 devrait être marqué par le retour en force de grands constructeurs : Citroën avec la BX turbo 4X4, Ford avec la RS 200, Austin-Rover avec la Metro MG-R 4 et encore Audi avec sa nouvelle Quattro S1 et Lancia avec la nouvelle Delta 4 S.

La somptueuse bataille qui s'annonce en elle-même justifiée, par les retombées d'une victoire en rallye ? Il y a longtemps que nous n'avions pas fait un investissement (1) aussi rentable ; disait Jean Boillot, qui avait effectué le déplacement en Finlande. Le concessionnaire principal de la marque dans ce pays chiffrait à 20 % de ventes les retombées de la première victoire dans les Mille Lacs et des exploits répétés des pilotes finlandais avec la 205 turbo 16. Dans le mois qui avait suivi le succès de Peugeot au Monte-Carlo (fin janvier), les commandes de 205 avaient doublé en France.

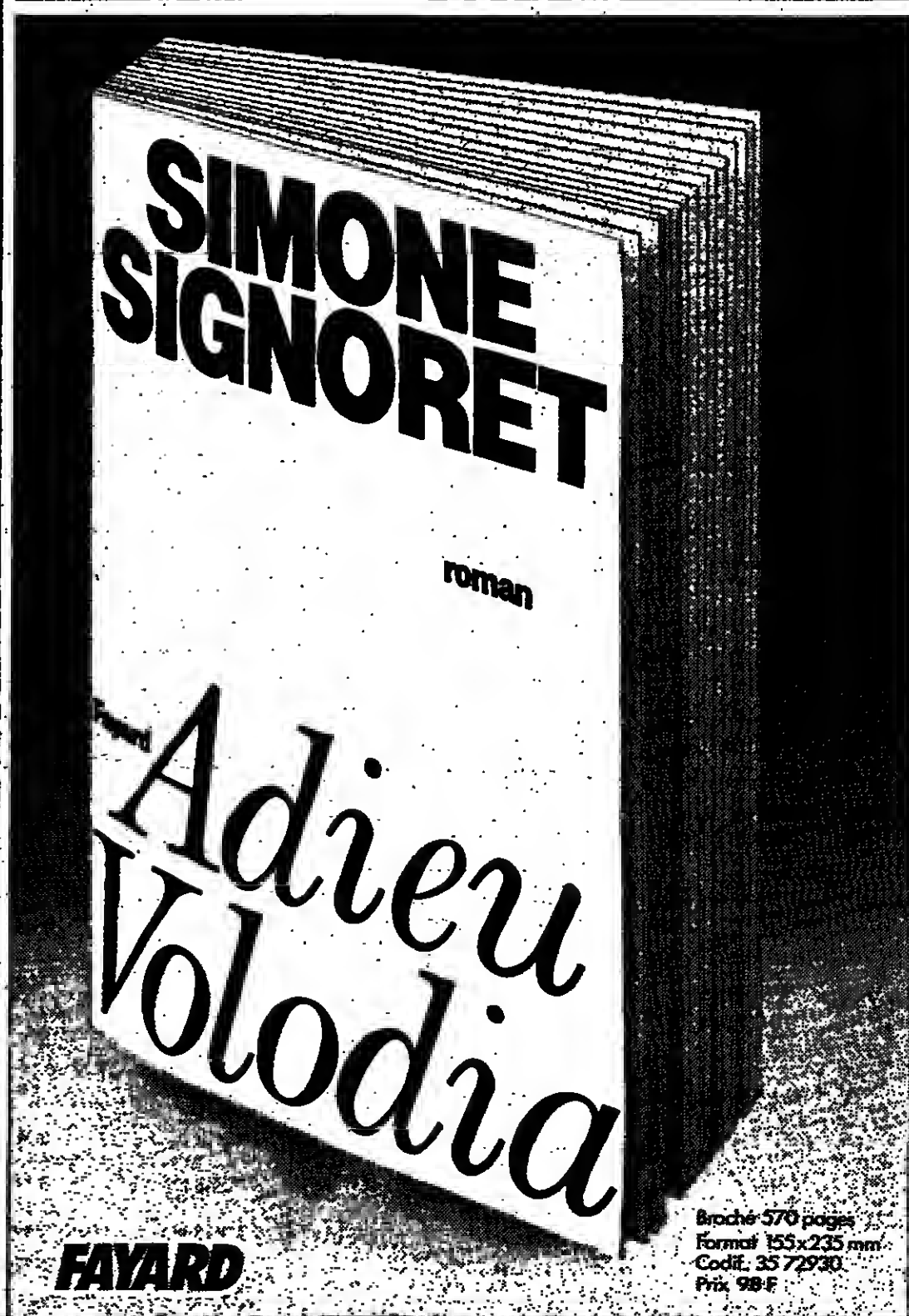
La nouvelle en octobre

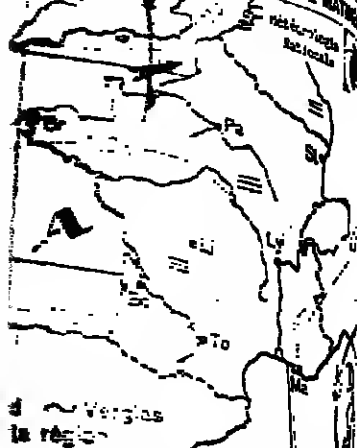
D'autres facteurs — le prix, l'esthétique de la 205 par exemple — peut-être plus importants que celui de la compétition interviennent pour justifier la spectaculaire percée de la gamme 205 sur le marché français (5,24 % des ventes en 1983, 8 % en 1984, 13,4 % pour les sept premiers mois de 1985). Mais pour M. Boillot la réussite sportive a surtout « très favorablement influencé notre image de marque tout en contribuant à faire retrouver une identité à l'entreprise. Ce premier titre mondial est particulièrement bienvenu avant le campagne de lancement, en octobre, de la nouvelle Peugeot. »

Même si la concurrence s'annonce plus sévère en 1986, où il sera difficile de faire mieux, Peugeot restera fidèle aux rallyes. Sans doute pour plusieurs années encore. « La formule 1, c'est du show business, estime Jean Todt. Les vedettes sont les pilotes et on parle beaucoup moins de marques contrairement à ce qui se passe en rallye. Une formule 1 est trop éloignée d'une voiture de série pour qu'il y ait identification. Si nous avions fait de la formule 1, jamais le public n'aurait associé notre effort à l'image de la 205. »

G. A.

(1) Le budget compétition de PTS serait compris entre 100 et 150 millions de francs cette année, mais Peugeot refuse de confirmer ces chiffres.





Le Monde

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1234567

1 2 3 4 5 6 7

Le Monde

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1234567

1 2 3 4 5 6 7

Le Monde

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1234567

1 2 3 4 5 6 7

Le Monde

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1234567

1 2 3 4 5 6 7

Le Monde

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1234567

1 2 3 4 5 6 7

Le Monde

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1234567

1 2 3 4 5 6 7

Le Monde

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1234567

1 2 3 4 5 6 7

Le Monde

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1234567

1 2 3 4 5 6 7

Le Monde ECONOMIE

Deux firmes françaises et le Japon

Pour assurer son expansion, une société ne peut plus aujourd'hui limiter ses efforts à l'exportation. Dans la plupart des cas, l'implantation à l'étranger est une impérieuse nécessité pour gérer les idées, approfondir l'expérience, améliorer les techniques et s'inspirer des méthodes locales de fabrication. Selon les experts, cette nouvelle industrialisation comporte trois points de passage obligé : les Etats-Unis pour l'innovation et le dynamisme, l'Europe pour l'imagination et l'improvisation, le Japon pour la créativité et l'efficacité. En l'an 2000, les survivants pourraient bien appartenir au seul groupe des explorateurs de ce triangle de qualité.

Si l'interpénétration est déjà faite ou pour le moins bien avancée entre le Nouveau Monde et le Vieux

Continent, elle tarde à se développer avec le Japon. Peu pressée de s'ouvrir à l'Occident, les Japonais sont toutefois encore à la traîne dans plusieurs domaines d'activité, comme la chimie ou la pharmacie.

La stratégie pour les industriels occidentaux ne consiste pas à vendre au Japon les technologies dont il a un besoin urgent, mais à rechercher les alliances possibles pour créer aux places des sites de fabrication. C'est, en accord avec les usages du pays, qui exigent du doigté et de la patience pour se constituer un capital de sympathie sans lequel il est inutile de songer à faire des affaires, une assurance également de se développer là où les aventures soifantes sont souvent infructueuses.

Pour postuler une place au Soleil levant, les capitaines d'industrie, soucieux d'affermir l'image internationale de leur entreprise, peuvent s'inspirer de l'expérience de leurs prédécesseurs. L'usage est de citer la réussite du groupe français L'Air liquide, exemplaire, mais qui s'appuie sur plus d'un demi-siècle de présence. Mais d'autres entreprises françaises, implantées de plus fraîche date, ont un certain palmarès à leur actif : Rhône-Poulenc est riche de promesses ; avec plus d'ancienneté Roussel-Uclaf s'est constitué une propriété industrielle.

Que ce soit dans le film polyester ou le médicament, la démarche de Rhône-Poulenc et celle de Roussel-Uclaf au Japon ne se différencient guère. Elles consistent, par l'association, la mise en place aux plus

hauts niveaux de responsables japonais ou divers autres moyens, à acquiescer une identité correspondant le plus fidèlement possible au modèle local.

C'est la voie suivie par L'Air liquide, mais aussi par d'autres entreprises françaises comme L'Oréal, Spon-tex (groupes Pricel et Chargeurs réunis), Ausselet-Rey, Bull, Airbus et bien d'autres que la SBA Consulting Group, organisme de conseils en investissements au Japon, s'est efforcé, « toujours avec succès », assure son directeur, M. Pierre Baudry, de guider. En l'an 2000, la France n'aura certainement pas au Japon un faustian d'orchestre dans les premiers rangs ; mais elle est assurée de ne pas occuper un simple strapontin.

A. D.

Les ambitions de Rhône-Poulenc

APRÈS 50 kilomètres d'une autoroute glissant entre les reliefs tourmentés et boisés du Japon occidental, Tsu-ruga surgit. Blottie dans une anfractuosité, cette petite ville aux toits bleus apparaît au bord d'une baie encaissée, non loin de la Corée.

Dans la zone industrielle, le groupe Toyobo étale quelques-unes de ses installations. Ce groupe (fibres synthétiques, matières plastiques) n'est pas un colosse industriel (13 milliards de francs de chiffre d'affaires), mais dans la fabrication de films polyester il a réussi à occuper la troisième place.

Sur la même plate-forme, à une centaine de mètres plus loin, Rhône-Poulenc a choisi de donner une nouvelle impulsion à ses activités industrielles au Japon. L'écriture annonce : Nippon Magphane Corporation (NMC) - les sociétés à consonance anglo-saxonne sont légion au Japon.

Sous le logo Rhône-Poulenc, le fameux « Babar », sur la pancarte barrant la grille d'entrée, la présence ici du numéro un de la chimie française passerait inaperçue. Nippon Magphane est né de l'association à 50/50 conclue entre Toyobo et Rhône-Poulenc pour fabriquer du film polyester. Si le groupe français possède déjà une solide implantation au Japon (voir encadré), pour 70 % environ son chiffre d'affaires est encore réalisé par le seul négoce des produits importés de France. « Nous avions besoin de trouver un nouveau axe pour renforcer notre présence », reconnaît M. Gilles Barbier, président de Rhône-Poulenc Japon. Mais il y a polyester et polyester suivant les applications, qui vont du conditionnement alimentaire à l'emballage de matériaux en passant par les films photo, les bandes d'ordinateurs et l'imprimerie.

Rhône-Poulenc et Toyobo ont choisi le plus porteur des créneaux : le support magnétique employé pour enregistrer les sons et les images. Les besoins en films polyester des fabricants de cassettes ne cessent de croître très rapidement (+ 15 à 20 % l'an), car, même si l'audio est en déclin (- 12 %), la vidéo occupe à

Un cinquième du marché mondial des films polyester d'ici à 1990 en s'appuyant sur la clientèle japonaise.

mesure tout le terrain laissé vacant.

D'après les enquêtes minutieuses menées par les journaux nippons spécialisés, les ventes de produits grand public devraient porter en 1985 sur 2,2 milliards

de centaines de millions de kilomètres de films à procurer aux fabricants.

Les quantités - 80 000 tonnes devant être livrées cette année - et leur valeur - près de 20 milliards de francs - sont encore

permis d'élever les niveaux de qualité tout en abaissant de manière très sensible les coûts de production.

Que cette activité industrielle ait suscité la convoitise de Toyobo et de Rhône-Poulenc, à la recherche l'un et l'autre d'une voie nouvelle pour se redéployer au Japon, ne saurait surprendre. Mais forcer seul les portes du sanctuaire tenait de la gageure. Toyobo maîtrisait la fabrication du film polyester de qualité ordinaire,

Le pari de Roussel-Uclaf Détenir dans cinq ans 1 % du marché pharmaceutique nippon

« EN l'an 2000, vingt groupes pharmaceutiques au plus auront survécu dans le monde ». Celui qui s'exprime ainsi est M. Yuji Naito, président d'Eisai, cinquième laboratoire japonais (4,9 milliards de francs environ de chiffre d'affaires). Les coûts imposés aux entreprises par la recherche, le développement et le lancement de nouveaux médicaments (près de 1 milliard de francs) sont devenus prohibitifs. Sans concentration, point de salut. Et surtout les biotechnologies, dans lesquelles les Japonais et les Américains sont passés maîtres, feront la différence.

Selon M. Y. Naito, aux Etats-Unis, dix firmes pharmaceutiques seraient appelées à en réchapper, au Japon cinq, dont Eisai, du moins il l'espère. Autrement dit, ce sera la déroute de l'Europe avec cinq noms seulement sur la liste des rescapés. Pas très optimiste, M. Naito. Mais force est de reconnaître que son avis est partagé par de nombreux grands pharmaciens internationaux.

Chez Roussel-Uclaf, personne ne se pose en tout cas ce genre de problème de survie. Le groupe est solidement ancré au géant allemand Hoechst, ferré à glace dans les biotechnologies (comme Rhône-Poulenc) avec Behring comme filiale, et les biotechnologies, il les manipule lui-même très bien. Sera-t-il dans ce domaine, le futur partenaire qu'Eisai recherche pour se procurer le billet tant convoité ? Possible. Les deux groupes sont déjà alliés : Eisai distribue au Japon le Sargam, un anti-inflammatoire fabriqué par Roussel-Uclaf, en stéche dans le pays.

En attendant, avec ou sans Eisai, le groupe français possède déjà la capacité de s'agrandir au Japon, deuxième marché pharmaceutique mondial (146 milliards de francs). Dans son bureau du 4-5 Nihonbashi Muromachi Chuo-Ku, une rue chic de Tokyo, M. Marc Dunoyer, le très jeune - (30 ans) - vice-président de Roussel-Uclaf Japon explique avec véhémence les résultats passés, présents et à venir. Installé au Japon depuis 1959 - une démarche volontariste de Jean-Claude Roussel, - le groupe fran-

çais n'y a pas toujours eu la vie facile.

« Les débuts furent franchement pénibles », reconnaît M. Dunoyer ; mais « la ténacité et la patience ont été récompensées ». Comme M. Jacques Maehizaud, ancien président du directoire du groupe, en avait pris le pari en 1979, Roussel-Uclaf tire aujourd'hui de ses activités au Japon 10 % de son chiffre d'affaires consolidé (10,67 milliards de francs en 1984) dont la plus grosse partie (794 millions de francs) provient directement de Roussel-Uclaf Japon. C'est un record : aucun grand laboratoire international n'est encore parvenu à l'atteindre, même avec des revenus supérieurs. L'antériorité a payé, mais l'acharnement surtout s'est révélé fructueux.

Roussel-Uclaf Japon comporte trois sociétés. Nippon Roussel (dont Chugai Seiyaku détient 20 % du capital), qui produit et importe des médicaments, Roussel Médica (100 % Roussel-Uclaf), société qui est chargée des ventes et de la promotion Nippon Uclaf (100 % Roussel-Uclaf), qui exerce ses talents dans l'importation et la vente de produits agrovétérinaires et de chimie fine. Mais au-delà de cette façade juridique, le groupe Uclaf est avant tout un gros pourvoyeur de médicaments au Japon.

Une bonne dizaine de ses produits ont été agréés dans le pays, ce qui constitue aussi une belle performance quand on connaît les tracasseries de l'administration nipponne, qui oblige les laboratoires étrangers à faire tous les essais cliniques, notamment. Pour avoir le feu vert, une société occidentale doit compter entre six et huit ans.

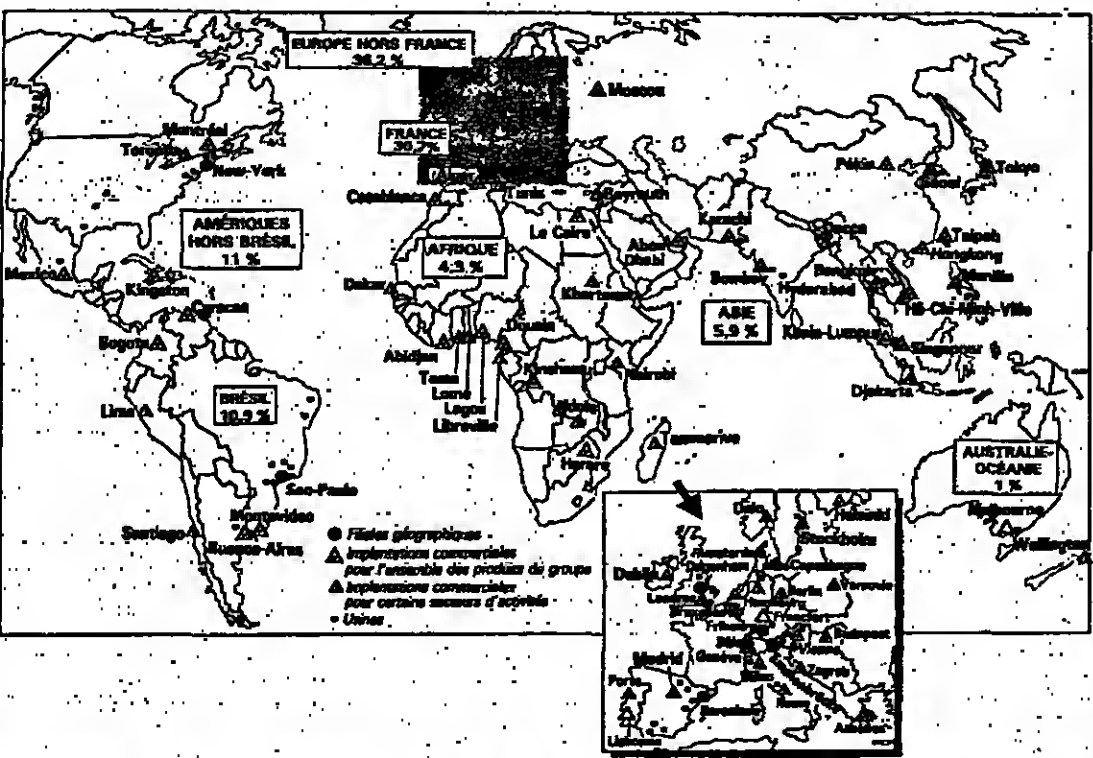
Sur cette dizaine de médicaments, trois sont dominants - le Cefotax (ou Claforan), ce fameux antibiotique (céphalosporine) à très large spectre thérapeutique utilisé en France, seulement en milieu hospitalier, le Rythmodan (antiarythmique) et le Sargam (anti-inflammatoire vendu par Eisai), - dont les ventes comptent pour 93 % (41 % pour le seul Cefotax) dans le chiffre d'affaires de Roussel-Uclaf Japon.

A. D.

(Lire la suite page 12.)

A travers le monde

(Principales implantations et répartition du chiffre d'affaires)



Rhône-Poulenc, qui employait 30 120 personnes - dont 49 716 en France, - a réalisé en 1984 un chiffre d'affaires de 51 207 millions de francs, en augmentation de 19 % par rapport à 1983. Son profit net a atteint 1 969 millions de francs contre 98 millions, et l'excédent commercial a représenté 13 milliards de francs.

de cassettes (+ 40 %), dont 1,5 milliard pour l'audio et 400 millions pour la vidéo. En ajoutant tout le ruban employé par les professionnels, cela repré-

plus représentatives de l'enjeu. Toutes les prévisions se recroisent : avec l'avènement du 8 mm, en 1990, ce marché aura doublé.

Le club de ses fournisseurs est très fermé. Il comporte moins de dix membres : un américain, Du Pont de Nemours (EU) ; un britannique, ICI ; un allemand, Kalle (groupe Hoechst) ; trois japonais, Toray, Teijin - de loin les plus gros - et Diafoil (Mitsubishi) ; deux corens, Sung Kyong et Jeil (Samsung), et Rhône-Poulenc.

Le creuset de l'électronique

Les trois japonais contribuent à eux seuls 45 % du marché de l'audio et 90 % de la vidéo, globalement 45 % du marché du film polyester. Pour une raison très simple : la plupart des plus prestigieuses griffes de l'électronique, Sony, Hitachi (Maxell), Matsushita (Panasonic, National, Technics), Taiyo Yuden (marque Thait), Konishiroku (Ampex), Sanitomo-3M, Fuji sont nippons. Et ces firmes sont les plus grosses utilisatrices de films polyester.

Les Japonais ne se sont pas bornés à devenir les plus grands fabricants mondiaux de matériaux (50 % de l'audio, 90 % de la vidéo). Ils exercent aussi leur suprématie sur le marché des cassettes, représentant 35 % dans l'audio et 85 % dans la vidéo. Et, dans ce creuset de l'électronique, une formidable synergie existe entre les divers acteurs qui, d'un bout de la chaîne à l'autre, a-

mais n'avait pas le savoir-faire pour accéder aux étages supérieurs. Le chimiste tricolore possédait la technologie, mais cherchait l'indispensable compagnon japonais pour le suivre dans cette aventure.

Dès lors, la rencontre était inévitable. Mais les lenteurs asiatiques, nécessaires à la parfaite connaissance du partenaire, ont retardé l'événement. Malgré l'ancienneté de leurs relations, Toyobo et Rhône-Poulenc n'ont mis deux ans pour conclure le pacte d'association. Un soir de mai 1982, sur un tatami entre deux bols de thé vert, la décision fut arrêtée : « On collabore », glissa le japonais : « Affaire conclue », lâcha le français.

Aujourd'hui, M. Guy Berthier, directeur général de NMC, est fier des deux unités de la société, l'une installée ici à Tsu-ruga, l'autre à 50 kilomètres plus au sud, à Inuyama. Pourtant l'impression initiale n'est pas très favorable : les premiers bâtiments, construits avant la seconde guerre mondiale, sont défraîchis. Réservés à l'administration, ils manquent l'usine dotée, elle, des tout derniers perfectionnements de la technique, entièrement automatisée, où défilent, en atmosphère presque stérile, des kilomètres de films qui, un jour, logeront un régal de Jacques Brel, un concert de Herbert von Karajan, ou le feuilleton « Châteaunval-lon ».

ANDRÉ DESSOT.

(Lire la suite page 12.)

Six associés

L'IMPLANTATION de Rhône-Poulenc au Japon est relativement tardive. Depuis 1977, le numéro un français de la chimie n'en est pas moins parvenu à effectuer près de 2,9 % de son chiffre d'affaires consolidé (51,21 milliards de francs en 1984) dans ce pays. Un tel résultat le place en position très honorable vis-à-vis de ses grands concurrents internationaux, arrivés dix ou vingt ans avant lui : Hoechst (3 %, 1956), BASF (3 %, 1949), ICI (3,5 %, 1960), Bayer (3,5 %, 1941), Ciba-Geigy (5 %, 1962) et Roussel Uclaf (10 %, 1959).

Sept entreprises matérialisent sa présence au pays du Soleil-Levant. La groupe compte ainsi cinq sociétés de production, toutes de type associatif dont Rhône-Poulenc Japon (100 % RP), chargé du négoce (chimie de base, chimie fine, agro-alimentaire, pharmacie), constitue le pivot. Ce sont Showa Rhodia KK (production et commercialisation d'herbicides pour le riz) créée en 1975 en coopération avec Showa Danko (50/50) ; Rhône-

Poulenc Yakuhin (pharmacie, 1978) avec Chugai (36,75 %) et Showa Danko (12,25 %) ; Nippon Magphane (films, 1982) avec Toyobo (50/50) ; Nippon Fransil (silicones, 1983) avec Denippon Ink (50/50) ; Nippon Polyimide (plastiques spéciaux, 1984) avec Mitsui Petrochemical (50/50). Une sixième firme, dont Rhône-Poulenc se partage la capital avec le groupe suisse Sandoz, Hospei KK, commercialise des matériaux de diélectrique réticulé. Hormis Rhône-Poulenc Japon (1,1 milliard de francs de chiffre d'affaires) Showa Rhodia est la plus grosse filiale (130 millions de francs de chiffre d'affaires), sur le point d'être dépassée par Nippon Magphane (110 millions de francs pour la première année), dont le chiffre d'affaires devrait avoir triplé d'ici à 1987. L'objectif des dirigeants de Rhône-Poulenc est d'accroître le montant global des ventes au Japon de 1,5 milliard de francs (1984) à 2,23 milliards en 1987 et, en même temps, de porter les exportations de 76 % à près de 80 %.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

3e CYCLE MANAGEMENT AVANCE

9 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise
L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques) et à de jeunes cadres.

Prochaine session de recrutement : 13 septembre 1985

☐ Nom _____
☐ Age _____
☐ Diplôme _____
☐ Adresse _____
☐ souhaite recevoir une brochure détaillée du 3e cycle Management avancé

63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
Etablissement privé d'enseignement supérieur

La chronique de Paul Fabra

DANS son numéro d'été, qui porte les dates 24 juillet-25 septembre 1985, la revue mensuelle *Actualité industrielle, économique et sociale*, proche du plus important syndicat patronal (l'Union des industries minières et métallurgiques), publie, sous le titre ironique « Le SMIC », un article destiné à montrer que, selon toute vraisemblance, la plupart des pays préfèrent admettre de loin cette institution plutôt que l'adopter chez eux.

C'est un fait que le CNPF cherche à préserver l'opinion publique d'une suppression du SMIC, qui lui paraît sans doute politiquement impossible à obtenir (il peut-être tout à fait souhaitable, tout au moins à une certaine révision de son rôle visant à en amoindrir la portée. Dans une circulaire qu'il adressait aux fédérations professionnelles, Yvon Chotard, premier vice-président, leur disait que l'organisation du patronat multiplierait « ses efforts pour que les pouvoirs publics renoncent à leur politique de réévaluation des bas salaires par le SMIC, laquelle relève avant tout de la négociation ».

Cependant, les intérêts du patronat sont une chose, le bon fonctionnement de l'économie en est une autre. Il arrive que les deux s'opposent. Il arrive aussi qu'ils coïncident plus ou moins. Ici, on imagine mal une économie prospère dans tous les chefs d'entreprise seraient misérables.

Mais, comme il est naturel, c'est toujours dans un but précis — et pas nécessairement scientifique — que les employeurs (et les syndicats) usent de tel ou tel argument.

Pourquoi il faut conserver le SMIC

Les économistes, tout au moins quelques-uns d'entre eux, n'ont pas attendu les recommandations de l'avenue Pierre-I-de-Serbie ni redouté les protestations des syndicats prompts à défendre les « avantages acquis » pour poser le problème. Dans un des trois articles qu'il a publiés sur le chômage pendant les années 1980 et 1981 (1), trois auteurs provocants et souvent contestables, mais dont la lecture demeure indispensable, Jean-Jacques Rosa, professeur à l'Institut d'études politiques, le formule en termes très simples : « Dans le débat politique, le SMIC passe habituellement pour une mesure favorable à ceux qui perçoivent les salaires les plus bas. L'analyse économique montre au contraire qu'un salaire minimum obligatoire à un niveau élevé exclut les moins qualifiés du marché du travail en réduisant l'emploi et la participation. » Tel est en particulier le cas pour les jeunes, soutient pour sa part José Bidegain, directeur des relations humaines à Saint-Gobain.

Le club, orienté à gauche d'échanges et progressif qu'il dirige a lancé l'idée d'un salaire minimum sensiblement plus bas pour les jeunes de moins de vingt-cinq ans, le SMJ. Le dernier rapport de l'OCDE sur la France se fait très prudemment l'écho de cette préoccupation. Il pose en question n'est évidemment pas publié sans l'approbation du gouvernement intéressé. On peut se demander, y répond la page 59, si une modulation du salaire en fonction de l'âge,

permettrait une meilleure adaptation des rémunérations à la productivité relative, ne constituerait pas une incitation efficace à l'embauche des nouveaux arrivants sur le marché du travail.

Un des éléments dont il faut tenir compte et qui, il faut le reconnaître, apporte de l'eau au moulin du CNPF est l'erreur de jugement — ce n'est pas la seule — que le gouvernement au pouvoir en 1970 — Chaban-Delmas, premier ministre, Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'économie et des finances — commit au début de cette année-là en remplaçant le SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti) par le SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance). Alors que celui-ci ne comportait qu'une clause d'indexation sur le coût de la vie, celui-ci ajoutait pour les pouvoirs publics l'obligation de faire progresser le salaire minimum d'un pourcentage au moins égal à la moitié de l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires horaires moyens.

Autrement dit, non seulement le gouvernement intervenait pour faire plancher sur rémunérations salariales, mais il intervenait pour infléchir la hiérarchie des salaires dans un sens jugé souhaitable, mais qui pouvait se retourner contre les intéressés. Dans la mesure où elle a contribué à élargir la grille des salaires au détriment des ouvriers les plus qualifiés, cette politique a vraisemblablement eu pour effet indirect de grossir le

nombre des... amirants, en décourageant la promotion. Mais l'erreur était surtout de ne pas tenir compte à l'époque des signes qui laissent présager la fin inévitable d'une forte croissance permettant une réévaluation salariale des salaires, faibles ou non. Aussi le patronat a-t-il beau jeu de se faire l'avocat, encore discret à l'approche des élections, d'un nouveau SMIG (avec un G) excluant toute réévaluation automatique ou discrétionnaire autre que celle résultant du jeu strictement interprété de l'indexation.

Cependant, s'engager dans une telle voie c'est prendre le risque de voir progressivement se vider de sa substance le concept de « salaire minimum » qui se rattache à l'idée, exprimée par les fondateurs de l'économie politique (fin dix-huitième siècle et dix-neuvième siècle), selon laquelle il existe à chaque époque et dans chaque pays un revenu minimum qui correspond aux habitudes de consommation et aux besoins élémentaires. La salaire minimum est du même coup une notion comportant donc, par construction, un certain décalage moral puisqu'il représente le niveau de rémunération au-dessous duquel un contrat de travail doit cesser d'être regardé comme acceptable.

Cette conception a un grand mérite : celui de montrer que la détermination du salaire ne dépend pas seulement de ce que les néo-libéraux, fussent-ils aussi talentueux que Jean-Jacques Rosa, appellent la loi de

l'offre et de la demande. Paul Marchelli, président de la CGC, voudrait que le SMIC « relève de la responsabilité des partenaires sociaux, sans aucune intervention des pouvoirs publics » (entretien avec Michel Noblecourt publié dans le *Monde* du 28 juillet). N'est-ce pas cependant à l'Etat de veiller à l'équité des relations contractuelles ?

UNE autre raison pour y regarder à deux fois avant de dépeupler de tout caractère légal le notion de « salaire minimum » est toute différente : s'est-on demandé par quel jeu serait comblé, car il semble bien que politiquement il faudrait proposer quelque chose de neuf à la place. Or le SMIC (ou SMIG) présente un immense avantage : dans la mesure où il s'agit d'un salaire, il limite le pouvoir arbitraire de l'Etat et des partenaires sociaux, car tous doivent, même volens, tenir compte du fait que ce revenu minimum sera versé par des entreprises qui, elles-mêmes, sont soumises aux lois du marché. Mais supposons que, au lieu de fixer un salaire minimum, la puissance publique, comme le lui recommande tel ou tel économiste — Lionel Stoléru, par exemple, qui avait déjà conseillé à Valéry Giscard d'Estaing l'indexation des chômeurs à 90 % — influencé par la pensée néolibérale d'un Milton Friedman, se mette à déterminer un « revenu minimum » qui servirait tout aussi bien à calculer l'indemnité minimale de chômage, il est fort à parier que les risques de débordement seraient dangereusement multipliés.

(1) Les articles sont reproduits dans l'ouvrage (2 tomes) intitulé *Le Rapport Rosa*, publié chez Borel en 1983.

Le pari de Roussel-Uclaf

(Suite de la page 11.)

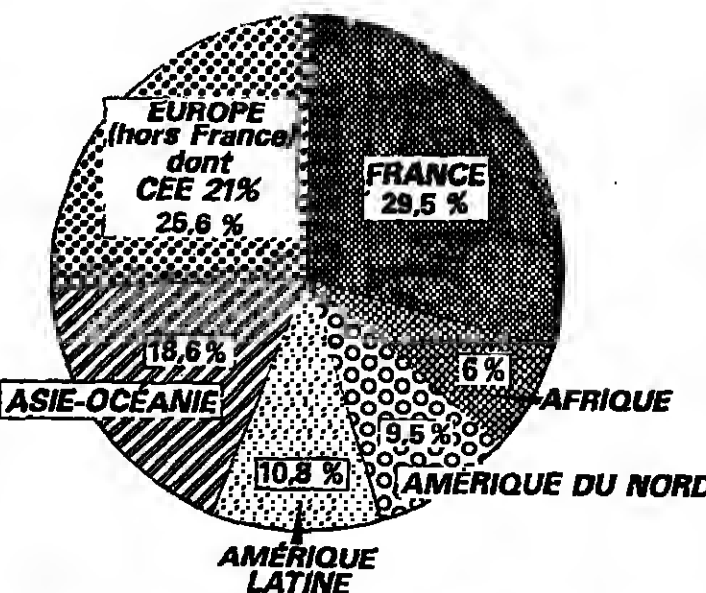
La réussite est incontestable. Mais tout ce remue-mésoage ne concernera pas Roussel-Uclaf : non seulement les activités du groupe ne sont pas menacées au Japon, mais elles seront appelées à se développer encore très rapidement, notamment dans les antibiotiques, la

per ses fabrications, beaucoup trop éclatées (trois usines) sur le site de Shirakawa (160 km au nord de Tokyo) desservi par l'autoroute et le Shinkansen (TGV japonais).

La première pierre a été posée, le 24 juin dernier, au grand pompe. Constituée d'éléments

Plus de 70 % des ventes réalisées à l'étranger

(Répartition du chiffre d'affaires)



Roussel Uclaf, qui employait 17 270 personnes — dont 10 350 en France, — a, en 1984, réalisé un chiffre d'affaires de 10 866 millions de francs, en augmentation de 17 % par rapport à 1983. Son bénéfice net a atteint 453 millions de francs, en hausse de 29 %, et le solde de ses échanges avec l'étranger a été positif de près de 3 milliards de francs.

plus importante classe thérapeutique du marché japonais (près de 21 % de la consommation de médicaments). Roussel-Uclaf est bien armé avec son Cefotax.

Le nouveau pari est de continuer à doubler les ventes tous les cinq ans. En 1990, le cap des 50 milliards de yens (le plus de 2 milliards de francs) de chiffre d'affaires devrait être allégrement franchi. La filiale nipponne du groupe français pourrait à cet horizon détenir 1 % du marché japonais, globalement évalué à 5 814 milliards de yens (216 milliards de francs).

La plus grande usine

Pour gagner ce pari, Roussel-Uclaf a des atouts : une réputation, renforcée encore par son président, M. Hideo Kitahara, ancien ambassadeur japonais à Paris ; la parfaite maîtrise des pratiques de fabrication locale les plus sévères du monde ; des produits racés avec de nouvelles générations en perspective ; bientôt une installation industrielle flamboyante. Roussel-Uclaf Japon a en effet décidé, pour augmenter sa productivité, de regrou-

per ses fabrications, beaucoup trop éclatées (trois usines) sur le site de Shirakawa (160 km au nord de Tokyo) desservi par l'autoroute et le Shinkansen (TGV japonais).

La première pierre a été posée, le 24 juin dernier, au grand pompe. Constituée d'éléments

modulaires, donc extensibles en fonction des besoins, l'unité sera opérationnelle courant 1986 et sera, en pharmacie, la plus grande usine construite au Japon par un industriel occidental. Coût de la phase 1 : 4,5 milliards de yens (167 millions de francs).

Seul handicap : le problème du recrutement. La main-d'œuvre et le personnel d'encadrement sont très difficiles à trouver sur place. Dès leurs études terminées, les Japonais sont happés par les grands appareils industriels locaux et y font carrière.

A. D.

Les ambitions de Rhône-Poulenc

(Suite de la page 11.)

N'y pénétrons pas qui vent. « Sécurité oblige », explique en souriant M. Yasuhiro Ohishi, directeur de l'usine détachée de chez Toyobo, qui ne sous-estime pas le risque de l'espionnage industriel. M. Ohishi est un bon guide, mais il n'est pas très bavard. Il grette les réactions de M. Guy Berthier, devancé ou complété éventuellement l'information. « Qui a construit l'usine ? Toyobo bien naturellement, mais sur les plans de Rhône-Poulenc ? Les machines ? Toujours Toyobo, mais la conception est française, la technologie aussi, revue et corrigée par les Japonais.

Une aventure de 220 millions

M. Guy Berthier chiffre le prix de cette aventure industrielle : 6 milliards de yens (220 millions de francs environ). Alors que la concurrence s'obstine à dissimuler les chiffres, le directeur général de NMC divulgue les siens devant un M. Ohishi visiblement inquiet. « Nous n'avons rien à cacher », nous dira plus tard M. Loïc Le Floch Prigent, président de Rhône-Poulenc. De toute évidence, M. Berthier avait reçu le feu vert, ne serait-ce que pour faire savoir ce dont Rhône-Poulenc et Toyobo sont capables.

L'unité de Tsuruga, la plus importante des deux, d'ores et déjà, a une capacité de 3 000 tonnes/an propre à satisfaire 3,75 % des besoins mondiaux. Avec l'appoint d'Inuyama (1 800 tonnes/an), Nippon Magnéplane est susceptible d'approvisionner 6 % du marché mondial.

Naturellement, la réalité est un peu différente : Tsuruga tourne encore au ralenti pour ruder les chaînes, et il faut aussi le temps de trouver tous les débouchés indispensables. Pour l'instant, une partie de la production est envoyée à l'usine Rhône-Poulenc de Saint-Maurice-de-Beynost (Ain), en plein démarrage, afin de compléter ses besoins. Mais NMC s'engageait déjà d'avoir parmi ses clients Sony, le géant Matsushita, et Taiyo Yuden.

L'ambition est d'abord de devenir le premier fournisseur de Sony, ce groupe qui indique couvrir à lui seul 20 % du marché mondial des cassettes audio et 10 % à 20 % du marché des cassettes vidéo, puis d'entrer chez TDK, Hitachi, Columbia, Konishi, et JVC, ajoute cette fois M. Ohishi. Pourquoi pas ? La société JVC, bien qu'ayant les courbes libres, n'est-elle pas filiale de Matsushita ? Des liens existent déjà, et au Japon ils sont précieux.

Le fin du fin serait de décrocher des contrats chez Sumitomo-3M (filiale de Sumitomo et du groupe américain Minnesota Mining and Manufacturing). Mais ces marchés-là sont « solides

ment verrouillés par Toray », regrette M. Berthier. « Pour entrebâiller la porte, il nous faut un produit nouveau », glisse prudemment M. Ohishi. « Nous travaillons la question », reprend avec assurance M. Berthier.

A Tsuruga, des études sont activement menées, car l'usine ne se borne pas à fabriquer. C'est aussi une unité-pilote, où sont minutieusement testées la qualité et la résistance des bandes issues de recherches auxquelles Toyobo et Rhône-Poulenc consacrent 300 millions de yens (12 millions de francs) par an. Cet investissement, relativement lourd par rapport au chiffre d'affaires, — encore modeste, réalisé l'an dernier (130 millions de francs) mais qui est appelé au moins à doubler dès 1985, — devrait permettre à NMC d'atteindre ses objectifs.

A l'horizon 1990, « NMC devra couvrir 7 % du marché japonais ». Si les prévisions de fabrication dans le monde ne se sont pas trop modifiées d'ici là, l'entreprise devrait donc être en mesure de produire de 5 500 à 6 000 tonnes de films polyester par an. C'est dans ses cordes, et ce pari a des chances d'être tenu.

« Totale transparence »

Plus ambitieux, en revanche, est le projet d'arriver à capter 20 % du marché mondial d'ici cinq ans ; mais cette fois, dans ses pronostics, le patron français de NMC fait l'amalgame des possibilités globales de fabrication, présentes (Tsuruga, Inuyama, Saint-Maurice-de-Beynost) et à venir. Cela part d'un bel esprit de coopération.

« La transparence est totale entre nous », affirme encore

M. Berthier. M. Ohishi acquiesce. Venant d'un directeur japonais, Toyobo avant d'être Rhône-Poulenc, c'est une preuve de confiance. En théorie, l'objectif peut être atteint, car il ne s'agit pas d'une affaire de capacité : le tandem Rhône-Poulenc sera parfaitement en mesure de produire les 30 000 ou 32 000 tonnes nécessaires pour approvisionner le marché. C'est le volume de la clientèle qui fera la différence, et sur ce plan, la concurrence ne restera pas les bras croisés. Déjà, dans son coin, Hoechst-Kalfo affine soigneusement ses armes, dit-on.

Toutefois, à Tokyo, M. Gilles Barbier compte fermement sur la carte de visite « made in Japan » pour atteindre le but fixé. C'est indéniablement un atout majeur. Rhône-Poulenc est le seul fabricant occidental à le posséder dans son jeu, et il ne se privera pas d'en user pour élargir son audience auprès des grands fabricants que sont par exemple BASF, Philips ou 3M. Avec les 8 milliards de francs de revenus à se partager avec Toyobo, le jeu en vaut la chandelle.

Si ce pari-là aussi est tenu, Nippon Magnéplane pourra se flatter d'avoir été l'instrument des ambitions de Rhône-Poulenc au Japon. M. Loïc Le Floch Prigent n'envisage-t-il pas très sérieusement de retirer du Japon, où « notre avenir s'inscrit », au moins 15 % de son chiffre d'affaires consolidé en l'an 2000 ? Avec les développements à escompter dans la pharmacie, l'agrochimie et la chimie fine, tout est possible dans ce pays, dès lors qu'existe une solide tronc commune... en polyester ou toute autre matière.

ANDRÉ DESSOT.

2^e CYCLE DE L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

INSTITUT DE GESTION DE PERSONNEL IGP

12 mois de formation de haut niveau
7 mois de stages spécialisés en entreprise

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS ou deux ans de Prépa.

Prochaine session de recrutement : 13 septembre 1985

Nom _____
Age _____
Diplôme _____
Adresse _____

IGS

souhaite recevoir une brochure détaillée de l'institut de gestion de personnel

63, avenue de Villiers, 75017 PARIS
établissement privé d'enseignement supérieur

EXPOSITIONS AU CHATEAU

Murs d' et tapisseries d'

Le grand public connaît, un escalier monumental qui mène aux grilles du château de Versailles, tout un monde de tapisseries, de murs d' et de tapisseries d'.

Le grand public connaît, un escalier monumental qui mène aux grilles du château de Versailles, tout un monde de tapisseries, de murs d' et de tapisseries d'.

Le grand public connaît, un escalier monumental qui mène aux grilles du château de Versailles, tout un monde de tapisseries, de murs d' et de tapisseries d'.

Le grand public connaît, un escalier monumental qui mène aux grilles du château de Versailles, tout un monde de tapisseries, de murs d' et de tapisseries d'.

Le grand public connaît, un escalier monumental qui mène aux grilles du château de Versailles, tout un monde de tapisseries, de murs d' et de tapisseries d'.

Le grand public connaît, un escalier monumental qui mène aux grilles du château de Versailles, tout un monde de tapisseries, de murs d' et de tapisseries d'.

A AUBUSSON

Leçons d'histoire sur

Le grand public connaît, un escalier monumental qui mène aux grilles du château de Versailles, tout un monde de tapisseries, de murs d' et de tapisseries d'.

Le grand public connaît, un escalier monumental qui mène aux grilles du château de Versailles, tout un monde de tapisseries, de murs d' et de tapisseries d'.

Le grand public connaît, un escalier monumental qui mène aux grilles du château de Versailles, tout un monde de tapisseries, de murs d' et de tapisseries d'.

Le grand public connaît, un escalier monumental qui mène aux grilles du château de Versailles, tout un monde de tapisseries, de murs d' et de tapisseries d'.

Le grand public connaît, un escalier monumental qui mène aux grilles du château de Versailles, tout un monde de tapisseries, de murs d' et de tapisseries d'.

Le grand public connaît, un escalier monumental qui mène aux grilles du château de Versailles, tout un monde de tapisseries, de murs d' et de tapisseries d'.

Le grand public connaît, un escalier monumental qui mène aux grilles du château de Versailles, tout un monde de tapisseries, de murs d' et de tapisseries d'.

Le grand public connaît, un escalier monumental qui mène aux grilles du château de Versailles, tout un monde de tapisseries, de murs d' et de tapisseries d'.

Le grand public connaît, un escalier monumental qui mène aux grilles du château de Versailles, tout un monde de tapisseries, de murs d' et de tapisseries d'.

فكرنا من الأصل

culture

EXPOSITIONS

AU CHATEAU DE BIRON

Murs d'hier et tapisseries d'aujourd'hui

Au sud du Périgord, ce grand château de Biron, où, vers 1275, furent probablement conçus les Jeux floraux, prestigieuse baronnie de confins, donne aujourd'hui l'exemple d'un sauvetage encore inachevé mais déjà miraculeux.

Rien ne pouvait mieux que la tapisserie illustrer l'effort entrepris depuis huit ans pour sauvegarder par un récent consensus inespéré et pour une fois efficace (1). L'exposition «Tapisseries modernes et contemporaines» participe à la fête de la restauration de l'édifice.

On prend, pour la visite, un escalier de pierre tournant entre les grès, beaux et grands murs d'un logis seigneurial où quatre salles tout nouvellement équipées proposent leurs volumes aux nobles qu'il se doit de deux étages. Un superbe local d'exposition où l'ensemble des laines colorées semble chanter les parfums exotiques de la haute couture française que l'on a tenus pas à tout fait blancs grâce à une très belle restauration.

D'en haut on entend les échos de la cavalcade qui monte vers le village : les pas des chevaux et le murmure estompé de la foule des habitants costumés parviennent à ceux qui découvrent ou reviennent les maisons peintes d'espérance de Gromaire (la Terre, 1939) ou les soleils de Jean Lurçat (le Ciel, 1953).

Les tapisseries - une vingtaine - sont bien accrochées, ce qui était pas si facile étant donné leur variété, allant d'André Derain à Pierre Bloch. Les choix répondent tout au goût d'aujourd'hui et c'est une réussite. Mais il faut saluer aussi l'idée d'avoir associé deux renaissances : celle de l'édifice et celle d'une tapisserie particulièrement fertile de la tapisserie moderne. On pense qu'un tel choix arbitraire mais vivace, sans unité profonde mais, à distance, bien caractéristique de notre siècle, a été sans doute une présentation d'aujourd'hui d'aujourd'hui.

La tapisserie a toujours été un art de l'habitat. Aujourd'hui elle est surprise des rencontres faites à Biron.

Les murs proposent le choc tonique d'une Composition, (1966), de Calder, tissée aux Gobelins. Les rouges et les noirs s'y équilibrent dans le plan, exactement comme les petites masses des célèbres «mobiles» dans l'espace. Ou encore le message velouté et mystérieux de Bisière, venu ici en vogue (Le Festi Chaval, 1945, technique connue) ; le brillant Graffiti II, 1971, de Bissier, qui entre à son heure dans la participation française à la Biennale de Lausanne, et Josephine, 1964, de Gilet, aux couleurs contrastées de tous les océans, admirablement rendus par le tissage de la Manufacture de Beauvais.

Notons du reste que cette manufacture a réalisé aussi avec bonheur la Composition enroulée de Chine noire et bleue de Hans Hartung (1975), d'une poésie évidemment plus abstraite. C'est également à Beauvais que Matisse confia de l'effort de deux pièces de sa texture Polydora, chef-d'œuvre de transcription issue de la structure des «papiers découpés» et magistral souvenir du voyage de l'artiste en Océanie en 1936. L'une des deux pièces (désormais grands classiques, malgré leurs petites dimensions), la Mer, peut être aujourd'hui admirée par la grâce d'un consensus en un très mirifique au fin fond du Périgord. Elle y porte le bleu infini, des mers du Sud.

Que l'enthousiasme de ce bel été à la Gromaire ne fasse pas oublier que la restauration de Biron reste partielle. Entre la reconstruction d'un édifice et celle d'un tournoi, une des très actives animatrices de la fête, Béatrice de Andia, constate que seule la poursuite de l'effort commencé et déjà bien avancé assurera «l'avenir du passé».

PAULE-MARIE GRAND.

* Exposition organisée par le conseil général de la Dordogne et le FNAC d'Aquitaine. Commissaire : Gilberte Martin-Mary. Jusqu'au 13 septembre.

(1) Dans ce consensus entrant l'Etat, le conseil général de la Dordogne, le conseil régional, les services des Monuments historiques, du Mobilier national et du Fonds national d'art contemporain, l'Association des amis de Biron et l'Institut de la population de quatre villages environnants.

A AUBUSSON

Leçons d'histoire sur laine et soie

La tapisserie témoin de l'histoire avec l'exposition de vingt-deux tapisseries anciennes (seizième et dix-huitième siècles). Le jeune musée d'Aubusson poursuit son exploration de l'iconographie qui inspirait les cartonniers. Exploration commencée voici deux ans (images de la Chine dans la tapisserie du dix-huitième siècle), poursuivie l'an dernier (poésie, roman, tapisserie) et qui rassemble chaque fois les travaux sortis au cours des siècles des ateliers de Paris, du Limousin, des Flandres et parfois d'ailleurs (Beauvais, Tournai, etc.). C'est une maîtrise de cette exposition : quatre pièces de l'Histoire du roi réalisées aux Gobelins à la fin du dix-septième siècle pour magnifier Louis XIV. Les cartons en avaient été coproduits par Lebrun et par Van der Meulen, lequel suivait le roi en reportage dans ses opérations militaires pour dessiner sur le vif les scènes à reproduire.

A côté de ces monuments classiques, venus de Versailles, l'exposition d'Aubusson propose des pièces beaucoup plus surprenantes : Le retour de Louis VII de la croisade (habituellement au musée de Saint-Denis) tissée à Aubusson en 1748 et que sa longueur (10,25 mètres de long pour 2,75 mètres de haut) empêche, par-delà, de présenter ordinairement au public. Ou encore la Bataille de Saint-Denis (château d'Ecrou) réalisée pour ainsi dire à chaud à la fin du seizième siècle pour commémorer un épisode des guerres de religion et qui met en

scène en format monumental (4,40 mètres sur 3,30) tout le déploiement des troupes en combat, entre Montmartré et Aubusson, avec explications et notes détaillées en bas des tapisseries.

Les thèmes de toutes ces œuvres, réalisées en laine et soie, sont très variés : Clovis, Jeanne d'Arc, plusieurs rois de France, la Jérusalem délivrée, la bataille de Lepanto... les cartonniers les peignent généralement dans les gravures des livres d'histoire agrandies et interprétées ; lorsqu'elle les a retrouvées, l'exposition d'Aubusson présente ces gravures originales auprès des tentures : un rapprochement qui a des vertus très pédagogiques, comme par ailleurs ces rassemblements rare de tapisseries venues de régions diverses.

L'effet de contraste met en évidence les caractères de chacune : la virtuosité technique et la «classe» des Gobelins et des Flandres, la robustesse et la santé paysanne des lissiers limousins souvent reconnaissables aussi à ces «nervures» dont ils embellissent leurs fonds et dont ils trouvaient l'inspiration dans les forêts épaisse qui, aujourd'hui encore, entourent la ville où ils travaillent.

GEORGES CHATAIN.

* La tapisserie témoin de l'histoire, musée de la tapisserie Jean-Lurçat, Aubusson (Creuse), tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures, fermé mardi matin. Jusqu'au 10 octobre 1985.

CINÉMA

AU FESTIVAL DE MONTRÉAL

Rencontre avec Agnieszka Holland

Ambrée récite, qui représente l'Allemagne fédérale au Festival de Montréal, est le premier film réalisé hors de son pays par la cinéaste polonaise Agnieszka Holland. On y voit un fermier pendant l'occupation allemande de la Pologne cacher une jeune femme juive, s'opposant à elle et finalement, prévoyant sa perte.

Mais avec maestria par le comédien Armin Mueller-Stahl, le huis clos mis en place est dense et complet. «Le paradoxe du parvenu principal», explique la cinéaste, est qu'il veut faire le bien, mais se lachet et des petites choses rendent sa vie et ses actes contradictoires avec ce qu'il a.

C'est par hasard qu'Agnieszka Holland a été amenée à traiter ce sujet. Un projet qu'elle montait en France n'a pas abouti, et un producteur allemand lui a proposé plusieurs thèmes, dont celui-ci, tiré d'un roman. Elle l'a choisi parce qu'elle l'aimait. Elle est née à Varsovie, en 1948, d'un père juif et d'une mère qui ne l'était pas, et la pression de la culpabilité elle l'a servi pour son film. Déjà, avant de quitter la Pologne, elle préparait un film sur le ghetto.

Scénariste de Wajda, Agnieszka Holland a été découverte comme réalisatrice par la critique internationale aux «Acteurs provinciaux», à Cannes en 1980. «Ambrée récite» est difficilement comparable. Il a été tourné en vingt et un jours seulement, et à Berlin, en ville, ce qui excluait tout mouvement de caméra. Mais avec la volonté de raconter l'histoire, sans faire voir la guerre ni les uniformes allemands, la marque de moyens a été très contrainte. Le résultat est cependant à la mesure de ce que souhaitait l'auteur.

«Montrer une situation concrète et universelle». Ce mot, «concret», revient souvent dans ses propos. C'est la réalité qui l'inspire. «Le vrai cinéma que j'aime et que je ne vois pas osciller entre le concret et le rêve». Elle a signé quelques documentaires mais préfère ne pas avoir de tempérament de documentaire. «Il faut être ingénu pour entrer dans la vie réelle de personnes réelles et pour les dépeindre. Je ne sens guère. Au contraire, je peux être cruelle, beaucoup plus libre dans la fiction».

«Pas d'autre choix»

Si elle avait dix-huit ans aujourd'hui, elle n'aurait pas pour le cinéma. Elle dit qu'en Europe, elle ne voit pas de nouvelle vague arriver. «Il y a d'un côté des écrivains de films américains et, de l'autre, des films d'auteur et hermétiques que le public n'en veut pas, et moi je ne peux pas faire de film pour personne». Faire des films, aujourd'hui, c'est sa vie, elle ne sait rien d'autre, ce qu'elle préfère ? Le tournage, le travail avec les acteurs, cette «relation humaine, cette relation de pouvoir, comme en amour». Le plaisir de travailler en Allemagne est venu de là, des acteurs. «Si c'est cela, la bataille est très profonde. Chaque un bat pour faire de l'autre son moyen d'expression».

En Pologne, Agnieszka Holland a réalisé le Fléau, sur la résistance contre les Russes au début du siècle. Primé au Festival de Berlin, en 1981, le film n'a plus été montré après l'état de guerre. Une femme

solitaire a été interdite juste avant. C'était cette fois au sujet très contemporain et très pessimiste, bien qu'il ait été tourné pendant les jours de solidarité, les jours d'espérance.

En décembre 1981, elle se trouvait à l'Ouest. Prendre position publiquement a été pour elle un devoir. Elle n'est pas rentrée en Pologne où elle n'aurait plus pu travailler. Elle est restée en France, elle a encore un passeport polonais. «Il arrive assez souvent que nous prenions une décision de façon étonnante, et cela passe toute notre vie. Est-ce que la politique mérite l'exil ? Je ne sais pas, je n'avais pas d'autre choix».

En France, Agnieszka Holland a plusieurs projets. «L'un, elle en souriant, comporte un certain mystère et sort du concret». Il y en a un autre auquel elle tient encore beaucoup, bien qu'elle n'ait pas trouvé de producteurs. C'est une comédie, un «collage un peu burlesque» sur une classe de l'Alliance française à Paris, avec «une enseignante prise en otage par le désir de son groupe d'étudiants. Cela me changerait des lourdes histoires sombres».

Pour le moment, elle n'a pas l'intention de travailler de nouveau sur les années 40. «Il faut avoir quelque chose de nouveau à dire». Mais la guerre, malgré tous les films réalisés, lui reste incompréhensible. En ce sens, elle trouve Shoah très important. Elle-même n'a pas abandonné son idée qu'elle avait de raconter la vie de ce délégué du Parti juif à Londres «qui a voulu faire bouger le monde, arrêter l'Holocauste. Il a parlé à Roosevelt, à Churchill. Cela n'a rien donné, il s'est suicidé».

A présent, 90 % de son temps est pris par l'écriture «parce qu'il faut dix scénarios pour pouvoir en tourner un». Agnieszka Holland, qui participait à l'élaboration du Danton de Wajda, a pu trouver du travail à Paris. Pour les films, cela a été plus difficile. Elle ne parlait ni français ni anglais. En outre, si jamais elle avait eu l'illusion de pouvoir s'exprimer librement à l'Ouest, elle l'a vite perdue. «La censure s'exerce différemment, elle n'est pas politique mais imprévisible. C'est, par exemple, la pression des producteurs sur la distribution, la pression de la télévision sur le contenu du film et elle le coproduit». Elle est prête à travailler n'importe où. «Mais en Pologne, conclut-elle, c'était beaucoup plus simple. Je faisais partie d'une société où je me sentais très bien, et je savais où étaient les choses importantes. Ici, c'est plus vague. Ce qui me touche le plus : est-ce que cela va intéresser quelqu'un ? Le public montréalais a été très intéressé par Ambrée récite. En Europe, beaucoup de gens connaissent le metteur en scène de «Acteurs provinciaux» et ses deux pour éclairer nos zones d'ombre.

Il serait, aujourd'hui, important de voir Une femme solitaire qui semble un film prémonitoire. En Pologne ce sera bientôt possible. Les paroisses et de nombreux foyers sont équipés de magnétoscopes. Une édition clandestine de vidéo-cassettes a été organisée. «Cela va très bien marcher, dit Agnieszka Holland, c'est un très bon moyen de communication».

CLAIRE DEVARREUX.

LA GÉODE DE LA VILLETTE

Succès expérimental

La Géode est le phare, la sphère lumineuse qui devra guider, à partir de mars 1986, les badauds vers la cité des sciences et de l'industrie de La Villette (le Monde daté 24-25 mars). Depuis son ouverture, le 9 mai dernier, elle attire déjà un public nombreux. En trois mois et demi, plus de 150 000 personnes sont venues voir l'Eau et les hommes, le premier film français tourné selon le procédé Omnimax (1). Ils ont 1 500 à 2 800 à ce moyen quotidiennement dans la salle métallique, selon le nombre de séances (de sept à huit par jour). Si la salle de 360 places est souvent moitié vide à 11 heures et 12 h 30, elle est en revanche bondée à toutes les autres séances.

Le film a coûté cher : quinze millions de francs. Mais il est la propriété de l'établissement qui ne paye donc pas de frais de location. Il sera reprogrammé, à partir du 11 septembre, par Chronos, un peu moins coûteux et cofinancé à 20 % par le musée de La Villette.

Jusqu'à maintenant, les films tournés en Omnimax sont de remarquables documentaires, fondés sur le caractère spectaculaire des images, renforcé par une bande son soignée. Le public est, semble-t-il, conquis, même si certains peuvent se sentir un peu perdus par les scènes les plus impressionnantes - notamment, dans l'Eau et les hommes, des prises de vues réalisées à bord d'un hélicoptère.

Pasé l'engouement de la curiosité, peut-être faudra-t-il envisager de coconvenir pour la Géode de «vrais» films, tournés à travers l'objectif *flat-eye* indispensable à l'Omnimax. Il existe de par le monde une cinquantaine de salles équipées pour exploiter le procédé austro-canadien commercialisé pour la première fois en Californie en 1975.

Certains studios américains intéressés par les techniques de pointe, comme les studios Walt Disney, surveillent très attentivement la courbe d'exploitation de l'Omnimax. Mais avant de voir tout on la Guerre des étoiles à La Villette, il faudra se contenter pour un temps encore de films expérimentaux.

STÉPHANE DURAND-SOUFFLAND.

(1) L'Omnimax consiste à projeter sur un écran de 110 mètres carrés des films tournés en 70 mm. Un autre procédé du même genre, le «Panoramic», avait été inventé en 1958 par un Français, M. Philippe Jaumes. Il utilisait des films en 35 mm, projetés sur un écran de 350 mètres carrés.

MORT DU CARICATURISTE PINO ZAC. - Le caricaturiste Pino Zac est mort le 25 août à Fontvieille. Il était âgé de cinquante-cinq ans. [De son vrai nom Giuseppe Zaccaria, il avait collaboré à deux hebdomadaires satiriques : Il Male en Italie et, dès les années 60, au Canard Enchaîné. De retour dans son pays, il avait rejoint, en 1980, l'équipe Avant. Pino Zac a également réalisé une vingtaine de films d'animation.]

DÉTOURNEMENT D'ARCHIVES. - M. Patrick Michel, conservateur du musée de Chambéry (Haute-Savoie), a été inculpé de vol le 22 août. Il a reconnu avoir détourné, entre 1975 et 1977, 300 à 400 documents d'archives de la bibliothèque de la ville, qu'il avait ensuite revendus à des amateurs et des antiquaires pour un total estimé à un million de francs. M. Michel a été libéré en liberté surveillée.

MUSIQUE

Tangos des Halles

La rue Quincampoix a un passé multiple et romantique qui fleurit bon les duels nocturnes du chevalier de Pardailhan, et aussi les cagots évanouies où les clochers de l'aube ramassent leur prière. Le présent, c'est Basilebourg, c'est la place où les poètes et prophètes font la manche. Sans trace de planche abandonnée sur les pavés, dans la rue Quincampoix s'alignent les restaurants. On n'y croise plus l'épée, mais les fourchettes et les couteaux. Les caves n'abritent plus de machiavéliques comploteurs mais des acteurs.

Dans sa cave, le restaurant le Tourtour a aménagé un théâtre, où de à jour, tout d'été, Marguerite Duras (Agathe) et des tanguos (Pile et face), l'ont-on deviné être à la mode ? Pourtant, Tango pile et face, le spectacle d'Eve Grilquez, a quelque chose d'intemporel dans le décor des vieux murs voûtés, avec un réverbère pour l'atmosphère. Oscar Sisto chante en version originale dans un style crooner, décalé. Il l'accompagne au piano Eve Grilquez. Elle ne chante pas. Le cœur sur la main, elle dit en français les paroles des tanguos, poèmes

autonomes, beaux et insolites comme des rêves en couleurs.

Au Tourtour, c'est le tango littéraire. Le tango traditionnel s'écoute de l'autre côté du boulevard Sébastopol, au milieu des rues vides à tous les trafics du foot voyou. Rue des Lombards, les Trottoirs de Buenos-Aires célèbrent Carlos Gardel, par la voix d'Ernesto Rondo.

Foulard à pois noué en cravate, veste trépanée boutonnée avec peine sur la panse cardée d'une large ceinture ornée de fines chaînes, Ernesto Rondo fait vibrer le passé. Il chante comme dans les vieux films. Du geste, il souligne la sauvagerie pathétique des balades anciennes, un voix qui frôle le rauque n'aurait pas besoin de micro. Entre les tanguos, il parle, entremêle des noms, des souvenirs, du baratin, histoire de reprendre son souffle, et il remercie le public, joyeux comme un enfant de «faire sa pleine». Dommage que, finalement, il chante si peu.

COLETTE GODARD.

LE CONCERTGEBOW SANS CHIEF. - Le chef d'orchestre Bernard Haitink, après le Concertgebouw d'Amsterdam en 1984, et non, comme prévu, en 1988, date à laquelle doit lui succéder Riccardo Chailly. Bernard Haitink, qui sera directeur musical à l'Opéra royal de Covent Garden, continuera encore en septembre le poste de Concertgebouw en Amérique du Sud et du Nord.

Donnez votre avis sur l'informatique à l'occasion du SICOB!

PROVINCE: 16 (3) 613.91.55
Tapez GSI puis Envoyez
Tapez SICOB puis Sommaire

PARIS: 506.46.00
Tapez SICOB puis Sommaire

Le vidéo Questionnaire cifo

900 000 ENTRÉES
TOUS FOUS DE
La Traviata

Daniel HEYMANN
LEOPOLDO

ZEFFIRELLI-VERDI

COPIREX

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 26 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Cinéma : Le faux coupable.
Film américain de A. Hitchcock (1957), avec H. Fonda, V. Miles, A. Quayle, H. J. Stone, C. Cooper. (N. rediffusion).
Un homme banal, musicien dans un club de New York, est arrêté par la police car il ressemble à l'auteur de plusieurs cambriolages à main armée. D'après une histoire authentique, un suspense essentiellement moral. Mise en scène austère. Interprétation polémique d'Henry Fonda.

Aux Éditions FLEURS • R. BETTELHEIM :
« L'AMOUR NE SUFFIT PAS »
« ÉVADÉS DE LA VIE »

22 h 20 Portrait de Bruno Bettelheim. (Rediff.)
Série de Daniel Kartin. N° 3 : Vivre à l'école orthodoxique.
Retour à l'école orthodoxique pour tenter de comprendre la vie quotidienne de ces enfants et du personnel de l'école, ce qui fait de cette institution un endroit unique. Rediffusion d'une série de qualité.

23 h 40 Journal.
23 h 55 Choses vues : Hugo lu par Michel Piccoli.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Variétés : Enfin seul.
Réal. Rémy Grumbach.
Un one man show de Gérard Jugnot, enregistré au Splendid. L'un des nouveaux comiques interprète une douzaine de ses sketches.
21 h 45 Concert : Symphonie romantique, de Bruckner.
présenté par Eve Roggi.
Interprété par l'Orchestre philharmonique de Munich, dir. Sergio Celibidache (en simultané sur France-Musique). Le concert sera suivi d'une interview de Sergio Celibidache, réalisée en septembre 1983 lors de l'enregistrement de cette symphonie à Munich.

23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Regain.
Film français de M. Pagnol (1937), avec G. Gabrio, O. Demazis, Fernandel, M. Moreno, E. Delmont, C. Blavette. (N.).
Le dernier habitant d'un village de Provence abandonné va retrouver une femme, l'âme de son âme d'un amoureux, avec laquelle il fera revivre la terre. D'un roman lyrique et idéaliste de Giono, Marcel Pagnol a tiré une chronique paysanne empreinte de son propre folklore.
22 h 40 Journal.
23 h 05 Thalassa.
Le magazine de la mer.
Les derniers Jangadaires du Brésil.
23 h 30 Rencontres de l'été.
23 h 35 Prélude à la nuit.
D'asse d'asse de François Rabreau, interprété par lui-même à la corbeille et Laurent Pailletier au piano.

CANAL PLUS

20 h 30, Le Bourgeois des cœurs, film de C. Gion ; 22 h 10, Les plus grandes comédies musicales et espagnoles ; 23 h 10, Festival de jazz d'Antibes 84 ; 23 h 45, Hill street blues ; 0 h 30, Tourné à Philadelphie, film de C. Lord ; 2 h 10, Les filles d'hollywood.

FRANCE-CULTURE

20 h 30, Fœdèles : « Le Chevalier à la charrette » ; 21 h, L'histoire de la musique de la Renaissance ; 22 h, L'Orchestre de la Philharmonie polonaise de chambre, dir. W. Rajski, sol. P. Amoyil et G. Gausso ; 23 h, Notes magiques : les aristocrates.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné le 12 mai au Festival de Schwetzingen) : Trio pour piano, violon et violoncelle de Mozart, Trio pour piano, violon et violoncelle, de Mendelssohn par Christian Zacharias, piano, Ulf Hoelscher, violon, Heinrich Schiff, violoncelle ; 21 h 45, Concert (en simultané avec Antenne 2) : « Symphonie n° 4 en mi bémol majeur, Romantique » de Bruckner par l'Orchestre Philharmonique de Munich, dir. S. Celibidache.

Mardi 27 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 ANTOPIE 1.
11 h 45 La une chez vous.
12 h 00 Jeu : Le grand labyrinthe.
12 h 35 La bonne aventure.
13 h 00 Journal.
13 h 45 Choses vues : Hugo lu par M. Piccoli.
14 h 55 Croque-vampires (et à 16 h 35).
14 h 30 Santé sans nuage.
Le diable.
15 h 30 L'été en musique : Arore.
Les musiques inachevées, pourquoi inachevées ?
16 h 25 Dessin animé.
17 h 40 La chance aux chansons.
18 h 05 Mini-journal pour les jeunes.
18 h 15 Série : Jean-Christophe.
19 h 15 Jeu : Anagramme.
19 h 40 Les vacances de Monsieur Léon.
20 h 00 Journal.
20 h 30 Football : Laval-Toulon.
Championnat de France (du direct de Laval).
22 h 20 Documentaire : Moi, l'Afrique.
Série de B. Mancour, J. Nocera, D. Mauro, E. Dazin.
Nous nous sommes très fâchés. Après l'Afrique des rois et des empires, la seconde partie de cette série va de la fin du dix-neuvième siècle aux indépendances, avec l'évangélisation, la colonisation, la conférence de Berlin... Un poème-fleuve, une épopée lyrique.
23 h 10 Journal.
23 h 25 Choses vues : Hugo lu par M. Piccoli.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

6 h 45 Télé matin.
10 h 30 ANTOPIE 2.
11 h 45 Récit A 2.
12 h 00 Journal et météo.
12 h 10 Jeu l'académie des neufs.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Série : Magnum.
14 h 25 Aujourd'hui la vie.
15 h 25 Série : Une affaire pour Menotti.
15 h 55 Sports télé.
Antenne 2 : rallye des Mille Lacs, cyclisme : championnat du monde sur piste.
18 h 00 Récit A 2.
Watoo-Watoo : les mystérieuses îles d'or.
18 h 40 Flash info.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 40 Faillite : Hôtel du siècle.
20 h 00 Journal.

PRATIQUE L'ESPACE RENTRÉE !
Tout, tout, tout : cartables, meubles, vêtements dans un même endroit
SAMARITAINE

20 h 35 Cinéma : Paris brûle-t-il ?
Film français de R. Clément (1966), avec J.-P. Belmondo, C. Boyer, L. Caron, J.-P. Cassel, G. Chabrier, B. Crezot, C. Dauphin, A. Delon. (N.).
En août 1944, les diverses troupes de la libération de Paris, que Hitler avait ordonné de détruire à l'arrivée des troupes alliées. Superproduction à la manière du Jour le plus long. Reconstitution minutieuse, mise en scène spectaculaire, valant pour tous les rôles.
23 h 15 Journal.
23 h 40 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 05 Dessin animé : La panthère rose.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 40 Coups de soleil.
19 h 55 Dessin animé : Il était une fois l'Homme.
20 h 05 Les jeux.
20 h 35 Cinéma : L'innocent.
Film italien de L. Visconti (1976), avec G. Giannini.

L. Antonelli, J. O'Neill, M. Porel, R. Morelli, M. Givrot.
Un grand bourgeois romain, qui prétendait se placer au-dessus de la morale courante, se met à haïr l'enfant que sa femme, infidèle, a eu d'un autre homme. Ce dernier film de Visconti est inspiré d'un roman « décadent » de Gabriele d'Annunzio. Il est à la fois émouvant et provocant.

22 h 45 Journal.
23 h 10 Rencontres de l'été.
23 h 20 Prélude à la nuit.
Deuxième concert pour piano et violon, de R. Bartok, interprété par A.-M. Binet de Roigstein, violon, et D. Ponty, piano.

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym : 7 h 10, Top 50 (et à 19 h 45) : 7 h 45, Rouilly, l'as des espions ; 8 h 25, Dancidays (et à 13 h 5) : 9 h 5, Cabon Cadin (et à 12 h 30 et 17 h 35) : 9 h 10, Hill street blues ; 9 h 45, Les Conquérants, film de F. Winterstein ; 11 h 35, C'est encore loin, Naples ? ; 14 h, Les Bruchés du bal, film de R. Rauter ; 15 h 30, L'Amour par terre, film de J. Rivette ; 16 h 30, Bismarck, film de J. S. ; 17 h 35, Les affaires sont les affaires ; 18 h 15, Zénaïde ; 18 h 30, Mémoires de scandale, film de A. Zeinoun ; 22 h 40, Fante, film de B. de Palma ; 0 h 35, Lucky Jo, film de M. Deville ; 2 h, Les superstars du catch.

FRANCE-CULTURE

6 h, La mystère de Bretagne, un foisonnement de perspectives : 7 h, Sous la radio, la pluie ; 8 h 05, Hôly et les siens ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : difficultés et handicaps, une histoire de l'infirmité ; 9 h 5, Temps libres : (et à 11 h, 11 h 30, feuilleton) : « Voyage en Venise, ou le royaume de Louis XVII » ; et à 14 h 30, 15 h 30, 16 h 30, 17 h 30, Mémoires de scandale, avec Charles Tillon ; 18 h 30, L'opéra, c'est la fête : Emrich Kalman ; 12 h, Passerons : entretiens avec Arrabal ; à 13 h 15, le vin dans le Bordelais ; à 13 h 30, les décapités ; 13 h 45, Chansons pour un été : chemins de traverses ; 14 h, Nouvelles poétiques : « Comédies professionnelles » de David Goude ; 15 h 30, Les chemins de la transparence : rencontre avec Philippe Jaccottet ; 17 h, Héros de rock : Elvis Costello ; 17 h 10, Le pays d'ici : en direct du Vaucluse : quel avenir pour la Luberon ? ; 18 h 5, Agnès, avec Michel Tournier ; 19 h 30, Le temps de se parler : le corps ; 20 h 30, Feuilleton : « Le Chevalier à la charrette » ; 21 h, Musique : Angers, musiques du vingtième siècle : « Le Japon hier et aujourd'hui » ; Kinshi Tsuruta et ses disciples ; 23 h, Notes magiques : les aristocrates.

FRANCE-MUSIQUE

6 h, Musique légère : œuvres de Diaval, Xerxes, Bonhomme ; 7 h 10, Réveille-matin : à 7 h 30, Idée fixe ; à 8 h 40, Bonjour M. Tricot ; 9 h 05, Le matin des musiciens : citation, collage, montage, œuvres de Tchikovsky, Henz, Offenbach, Rimski-Korsakov ; 12 h, 5, Concert (donné le 18 avril au studio 106) : œuvres de Cowell, Jolas, Mard, Busoni, Maché, Chausson, par E. Chojnacki, clavocin, J. Vanderville, hautbois, G. Mahaut, cor ; 13 h 45, Séances de Scarlatti, par Scott Ross ; 14 h 2, Mémoires des affines : petite histoire du phonographe ; 15 h, Le piano de Tatyana Nilielova : œuvres de Chopin, Mozart, J.-S. Bach, Menzer, Liszt ; 16 h, Une heure avec... Thomas Hampson, œuvres de Scarlatti, Wolf, Saint-Saëns, Beethoven, Copland ; 19 h 5, Le temps de jazz ; 19 h 30, Concert (donné le 26 juillet à Bayreuth) : « Parsifal » de Wagner, par les chœurs et l'orchestre du Festival, dir. J. Levine, chef des chœurs N. Balitsch, sol. S. Estes, M. Halle, H. Sotin, P. Hoffmann, F. Mazzara ; 0 h 30, Zénaïde Francescatti : œuvres de Schubert, Chausson, Paganini, Beethoven.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 26 AOUT

— M. Bernard Tricot, chargé de l'enquête sur l'affaire Greenpeace, est l'invité du journal d'Antenne 2, à 20 h.

COMMUNICATION

LE CONFLIT LIGNEL-HERSANT DANS LA RÉGION RHONE-ALPES

« Le Progrès » n'a pas paru lundi

Lyon. — Dimanche 25 août, pour la deuxième semaine consécutive, le Progrès-Dimanche, Centre-Dimanche et les Dépêches-Dimanche n'ont pas paru lundi 26, aucune édition du Progrès n'a été publiée, à la suite d'un arrêt de travail de l'ensemble du personnel de l'entreprise.

Passés sous le contrôle de la Société d'édition régionale et de publications de journaux (SERP), elle-même contrôlée par le Dauphiné libéré de M. Robert Hersant, les titres édités par le groupe Progrès de M. Jean-Charles Lignel ont l'air de s'être effondrés depuis une dizaine de jours, d'après et confuses rumeurs entre la direction du Dauphiné libéré, celle du Progrès, et les syndicats de ces quotidiens.

Intervenu jeudi 22 août et entré en charge la direction départementale du travail, un accord prévoyait le « transfert » de deux cent quinze personnes du Progrès à la SERP, dans le cadre de l'article L. 122-12 du code du travail, qui fait obligation à la société représentante de prendre en charge le personnel correspondant. Une liste nominative, comprenant notamment trente-sept journalistes, a été transmise par la direction du Progrès à la SERP, samedi 24 août.

De notre correspondant

Les « transférés » ont été contactés individuellement par la direction de la SERP pour participer à la fabrication du Progrès-Dimanche du 25 août. Ignorant les « garanties offertes par la SERP » et contestant la « constitution arbitraire d'une liste-charrette », les employés, ouvriers et journalistes, qui se retrouvent « entre deux employeurs », n'ont pas travaillé samedi.

Profondément divisés sur la conduite à tenir, les syndicats ont été reçus tout au long de la journée par trois dirigeants du Dauphiné libéré, pour qui il n'était pas question « de sortir le Progrès-Dimanche sans l'aval du personnel ». Opposés au principe du transfert, la Fédération française des travailleurs du Livre (FFTL-CGT) a finalement tiré à trente mille exemplaires un Progrès-Dimanche « pirate » de huit pages, sur format tabloïd, distribué par les militants.

« Repartir de zéro »

Réagissant « à partir de zéro », la direction du Dauphiné libéré se dit « prête à toutes les négociations ». Le retour à la solution antérieure de location-gérance est toutefois exclue par le nouveau propriétaire, qui se

déclare, en revanche, « disposé à signer un contrat d'impression » concernant le matériel et le personnel.

La direction du Progrès considère pour sa part que, « jusqu'à nouvelle décision de justice, les deux cent quinze personnes transférées font désormais partie de la SERP ». Dès dimanche soir, des huissiers signalant certaines d'entre elles qu'elles devaient « rejoindre leur nouvel employeur ». Parallèlement, la direction du Progrès annonçait des restructurations dans l'organisation du travail « nécessaires pour une entreprise dont l'activité est répartie sur six jours ou deux semaines », en particulier un seul jour de congé, le samedi. Ces dispositions sont qualifiées de « provocation » par les syndicats.

Ces derniers, poussés par le personnel de toutes les catégories, ont décidé de ne pas assurer, dimanche soir, la sortie du Progrès (toutes éditions) daté lundi 26 août.

Ainsi, la décision de la cour d'appel de Lyon de « rendre » le Progrès-Dimanche à la SERP a créé, sur le plan économique et social, une situation compliquée, alors que d'autres arbitrages juridiques concernant le contenu du Progrès-Dauphiné, actuellement en cours, pourraient dans les semaines à venir changer encore les données du problème.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

LE PERSONNEL D'HEBDO-GRENOBLE, CRÉE UN NOUVEAU JOURNAL GRATUIT

(De notre correspondant.)

Grenoble. — Le PDG du Progrès, M. Jean-Charles Lignel, a d'autres soucis : ses hebdomadaires gratuits et notamment Hebdo-Grenoble, journal dont il prit le contrôle, mai 1980. Il devait par la suite acquiescer les autres titres du groupe Hebdo de Rhône-Alpes, notamment son édition lyonnaise.

Hebdo-Grenoble, qui comporte une partie rédactionnelle, est diffusé à 150 000 exemplaires dans l'agglomération grenobloise et réalisé en 1984 un chiffre d'affaires de 13 millions de francs. Aujourd'hui, Hebdo ne serait plus qu'un « titre fantôme », explique le directeur de l'agence de Grenoble, M. Lucien Salère. La société qui le distribue et qui fait partie du groupe Hebdo vient d'être mise en liquidation. D'autre part, les dix-huit personnes qui travaillent à la réalisation d'Hebdo-Grenoble n'ont pas été payées au mois de juillet.

Une majorité du personnel, qui estime être licenciée, a décidé de créer un nouveau journal gratuit. Il sera distribué le 11 septembre et devrait attirer une grande partie des petites annonces et de la publicité qui étaient jusqu'alors drainées par Hebdo. Pour expliquer les difficultés d'Hebdo-Grenoble, certains membres de l'ancienne équipe affirment que le journal « servait à renvoyer les ennemis du Progrès, gros actionnaire à des frais de holding et de siège particulièrement élevés », imputés à l'hebdomadaire grenoblois par le groupe.

C. F.

SELON L'« OBSERVER »

Les services secrets britanniques transmettent à la BBC des notes sur les mouvements extrémistes

De notre correspondant

Londres. — Après la tentative de censure d'une émission de télévision sur l'Irlande du Nord, puis la révélation de l'intervention du MI 5 (service de contre-espionnage) lors du recrutement de certains journalistes, producteurs ou réalisateurs de la BBC (le Monde du 21 août), voilà que l'hebdomadaire l'Observer vient d'ajouter une nouvelle pièce au dossier mettant en cause l'indépendance de la compagnie de radio et de télévision nationale.

L'hebdomadaire indique dans son édition du 25 août que le MI 5 — toujours lui, — fournit régulièrement à la BBC des « notes d'information » sur les organisations terroristes, les mouvements extrémistes de droite et de gauche, y compris ceux qui peuvent agir au sein des syndicats, notamment en période de grève ou de tension sur le front social.

Ces notes, trimestrielles, sont adressées non seulement à la direction générale de la BBC mais encore aux principaux responsables de la rédaction. Cependant, la plupart de ces derniers font remarquer que les documents en question ne sauraient avoir une influence déterminante sur la manière dont la BBC traite l'actualité, car les journalistes en connaissent la provenance et n'en tiennent éventuellement compte que parmi tout un ensemble de diverses sources d'information.

Les journalistes craignent toutefois que les notes du MI 5 puissent jouer un rôle dans l'opinion que se font les directeurs de la BBC et les remarques qu'ils peuvent formuler à propos de telle ou telle émission.

Cette nouvelle révélation ne pourra que renforcer les protestations des syndicats de la BBC. Leurs dirigeants ont rencontré, le 23 août, le directeur général, M. Alastair Milne, pour lui demander de refuser désormais toute « consultation » du MI 5 à propos des candidatures à l'emploi ou à une promotion. De même ils souhaitent que les membres du personnel, susceptibles d'avoir accès à des informations dites « sensibles », ne soient pas obligés de s'engager par écrit à respecter la loi sur les secrets d'Etat.

M. Milne s'est contenté de faire observer que ces pratiques sont courantes dans un grand nombre d'entreprises publiques et privées dont les activités peuvent avoir trait directement ou indirectement à la Défense nationale et à la sécurité de l'Etat.

M. Milne a résisté à la volonté du conseil d'administration de supprimer l'émission sur l'Irlande du Nord, et s'efforce d'apaiser le malaise qui affecte la BBC. Il a promis aux syndicats — qui menacent de provoquer d'autres perturbations après la grève de vingt-quatre heures du 7 août — que l'émission contestée serait diffusée « très bientôt », avec quelques modifications mineures et malgré l'avis défavorable du conseil d'administration. D'autre part, il a fait savoir que la direction générale venait d'ouvrir une enquête sur les « consultations » du MI 5 afin d'examiner la possibilité de réduire celles-ci sinon de les supprimer.

FRANCIS CORNU.

Cet été à Paris branchez vous en anglais



Semaines bloquées : 6 heures par jour pour progresser à pas de géant.
Séances collectives : de 9 h à 13 h chaque jour pendant 2 semaines.
Début de sessions : lundi prochain.
Pour être à l'heure anglaise : les stages en Angleterre dans les Centres de Formation ILLC.

Bons, très bons... ou débutants ? Notre test de niveau, sans engagement de votre part, vous apportera la réponse. Venez nous voir.
L'English Connection
INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20, Passage Dauphine - 75006 Paris
Tél. 325.41.37

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	59,00	69,97
OFFRES D'EMPLOIS	17,00	20,16
DEMANDES D'EMPLOI	46,00	53,37
IMMOBILIER	46,00	53,37
AUTOMOBILES	46,00	53,37
AGENDA	46,00	53,37

* Dégressivité selon surface de nombre de parutions.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

legrand

Notre groupe : 12 000 personnes
C.A. : 4 milliards, dont plus de 40% à l'étranger, des filiales réparties dans 21 pays, nous sommes parmi les 50 premiers investisseurs français.

Nos produits : l'appareillage électrique d'installations basse tension, que d'installations industrielles. Nos marchés : le bâtiment (logement et tertiaire), les entreprises industrielles, le grand public.

Développer notre marketing

Nous offrons un poste passionnant et évolutif de RESPONSABLE DE NOTRE MARKETING à un ou une

Ingénieur Grande Ecole

avec diplôme de gestion souhaité (MSEAD - MBA - J. ayant une expérience industrielle. Homme de stratégie : il assurera les analyses prospectives de développement de nos activités. Homme de terrain : il véhiculera idées et actions promotionnelles auprès de notre réseau de vente en France et à l'étranger.

Nous déléguons à notre Conseil, le soin de vous informer sur ce poste. Nous vous remercions de lui adresser votre dossier de candidature sous réf. 25 M 261 à Edith Giachetti, C.P.A. 3, rue de Liège 75009 Paris.

ORGANISME DE FORMATION recherche

UN ASSISTANT DE FORMATION

MISSIONS :

• Préparer la formation continue dans les entreprises : analyse des besoins, organisation des stages, suivi ;

• Encadrer les stages de formation de salariés et de demandeurs d'emploi.

PROFIL :

• Formation supérieure technique et de préférence en automatisation ;

• Expérience de l'entreprise assise dans un service de production industrielle ;

• Expérience commerciale et pédagogique appréciées ;

• Qualités d'organisation et de suivi de la performance industrielle ;

• Expérience de la micro-électronique et de la robotique.

AGE : 30 à 40 ans environ.

MISSIONS :

• Assurer l'encadrement et l'animation de stages techniques.

• Ces postes pourraient convenir à des jeunes ingénieurs (25/35 ans) spécialisés en automatisation industrielle et ayant l'expérience des applications de la micro-électronique et de la robotique.

Expér. pédagogique appréciée. DEMANDER DOSSIER DE CANDIDATURE à ASFO 88, BP 455, 88012 PONSARD Cedex. Tél. : (48) 88-02-50.

cnet

Centre National d'Études des Télécommunications
MINISTÈRE DES P.T.T.

recherche pour le **CCETT**

Centre Commun d'Études de Télédiffusion et Télécommunications à **RENNES**

Ingénieur grande école ou Titulaire d'un diplôme d'études supérieures (D.E.A. 3^e cycle)

pour mener, au sein d'une équipe spécialisée et en coopération étroite avec les départements techniques, une activité d'étude et de soutien en MATHÉMATIQUES APPLIQUÉES, pour la conception de systèmes de communication audiovisuelle.

Les candidats devront justifier d'une compétence ou d'une solide formation théorique et pratique dans plusieurs des domaines suivants :
• Analyse numérique et optimisation • Modélisation mathématique
• Mathématiques discrètes • Traitement du signal, et posséder une bonne maîtrise des langages courants d'informatique scientifique.

Adresser C.V. + photo et prétentions à l'attention de Monsieur P. LE GREL - CCETT - Rue du Clos Courtil - B.P. 59, 35510 CESSON-SEVIGNE.



DIRECTIONS

Nationales et Internationales

Entreprise générale de Bâtiment de taille moyenne, forte de son indépendance, de sa technicité, de sa réputation et d'un bon capital humain... située en **NORMANDIE**, recherche

directeur adjoint

Il sera essentiellement responsable des aspects techniques et du suivi des travaux. Il assure en première ligne les rendez-vous extérieurs, il contrôle et anime les B.E. : structures-béton, métrés, prix, méthodes, plannings. Ce poste convient à un INGENIEUR ayant une expérience similaire de 8 à 10 ans et une personnalité autonome s'impliquant à tous les niveaux. Ses objectifs : la qualité et la rentabilité des réalisations. Ses moyens : une organisation rigoureuse, une forte coordination et l'expression de tous.

Adresser votre dossier (C.V., lettre manuscrite, sal. actuel, tél. pers.) sous la référence 63 A à :

Hervé Le Bout Consultants

11, rue La Boétie - 75008 PARIS

Tél. : 263.38.39

ORGANISME SOCIAL (400 salariés) situé dans la région CHAMPAGNE-ARDENNES, recherche :

DIRECTEUR

Principales missions :
• gérer des activités multiples,
• diriger et animer le personnel des Services Administratifs et des Réalisations Sociales,
• mettre en œuvre les réorganisations nécessaires.

Il faut :
une formation supérieure assortie d'une expérience de plusieurs années en matière de direction d'entreprise, de préférence dans le secteur sanitaire et social.

Merci d'envoyer lettre de candidature manuscrite C.V. et photo (restituée) référence 14626 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)



Emirates

EMIRATES AIRLINES

recherche

PERSONNEL NAVIGANT

La compagnie d'aviation la plus nouvelle du monde cherche du personnel navigant commercial qualifié féminin et masculin. Nous demandons du personnel de cabine expérimenté. Age minimum : 20 ans. Taille minimum : 1,60 m. La connaissance de la langue anglaise est essentielle et de la langue arabe un avantage.

Vous êtes prêts de remplir votre curriculum vitae en anglais en donnant un maximum de détails sur votre éducation scolaire, vos qualifications, les langues parlées, votre carrière professionnelle et le type d'avion sur lequel vous avez volé. Prière de joindre une photo pleine taille et une photo passeport à votre candidature, et adressez à : Emirates, Hôtel Hilton International, 18 Avenue de Suffren, F 75740 Paris Cedex 15.

Vous êtes prêts d'indiquer votre numéro de téléphone et votre adresse postale pour nous permettre de vous inviter à l'interview qui aura lieu à Paris les 4, 5 et 6 septembre. Notre base est Dubaï, une ville moderne et agréable au sud du Golfe Arabe. Votre logement et votre entraînement seront assurés par la compagnie. Si vous êtes sélectionné, vous devrez pouvoir nous rejoindre le 25 septembre 1985.



Emirates

ONE OF THE MOST IMPORTANT COMPANY WITHIN THE EUROPEAN MARKET (Television Cartoons For Children) SEEKS A

TOP EXECUTIVE AUDIO-VISUAL DEPARTMENT

+/- 5 000 000 BF/YEAR

HE/SHE will control sales of international transmission of television programmes as well as other audio-visual medias.

HE/SHE can reside outside Belgium but HIS/HER functions will be exercised in Brussels.

Knowledge of merchandising copyright and trademark registration recommended.

HE/SHE will fluent in English-French and one other european language.

Please send your written application (+cv) TO C.P.S., avenue Louise 304, B. 1050 Brussels. Réf. : 85 4881.

COTE D'AZUR

PME Fabricant produit second œuvre du bâtiment marque nationale (C.A. 200 M.F.)

RECHERCHE

EXPERT COMPTABLE CONFIRME(E)

(35 - 40 ans)

Chargé(e) de la gestion comptable et financière d'une affaire de type industriel, en relation directe avec le chef d'entreprise. Suivi du budget et du réseau de distribution.

Sérieuses références expériences exigées. Adresser c.v. manuscrit avec prétentions à :

NCK N° 784

7, Rue Faigue - 13008 MARSEILLE qui transmettra.

JEUNE SOCIÉTÉ DE SERVICES EN INFORMATIQUE recherche

PLUSIEURS INGÉNIEURS DE HAUT NIVEAU EXPÉRIMENTÉS

Les compétences requises appartiennent aux domaines ou produits suivants :
- Systèmes et communications ;
- Temps réel civil et militaire ;
- Bases de données relationnelles ;
- Applications scientifiques ou de gestion ;
- Archivage électronique ;
- Matériel NORSC DATA, VAX, INTEL 808, SPS 7, SPS 9, IBM, CDC ;
- Postes à pourvoir à Paris, Toulouse et Marseille.

Envoyer C.V. à : D.I. 35, rue Réaumur, 75003 Paris.

jeune ingénieur chimiste

(E.S.C. - I.N.S.A. ou équivalent)

Société de Parfumerie-Cosmétique implantée dans le Sud-Ouest, Filiale d'un Grand Groupe Français de renommée mondiale, offre un poste d'ingénieur qualifié à un jeune ingénieur chimiste.

Rattaché au responsable technique, il sera chargé du Laboratoire Analytique et du Contrôle Qualité des emballages et des articles conditionnés ainsi que de l'assistance technique de nos agents étrangers.

Anglais indispensable - Espagnol apprécié.

Lieu de travail : MOUREN (Pyénées Atlantiques)

Adresser lettre manuscrite avec Curriculum-Vitae, photo et prétentions sous référence n° 80044 à :

PUBLICITE ROGER BLEY 101, rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.

Prestigieuse Société de notoriété internationale fabricant et commercialisant de la joaillerie. PARIS

280.000 ±

Directeur administratif et financier

Il aura la responsabilité de la comptabilité générale, analytique, des finances (budgets, informatique, personnel) et animer une équipe de 6 personnes. Formation Financière Comptabilité et expérience dans une PME performante d'un C.A. d'environ 100 à 150 millions.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions, téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide) sous référence 25015-M

MRI conseil

Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly.

مركز من الله صل

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 27 août 1985 - Page 17

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieurs commerciaux

France/export

Cette importante filiale d'un groupe français de dimension internationale est spécialisée dans la conception et la réalisation en milieu industriel d'installations mettant en œuvre l'aérodynamique et la thermodynamique. Pour promouvoir ces équipements de haute technicité, elle recherche deux ingénieurs commerciaux pour les secteurs suivants :

- Industrie pharmaceutique - base Paris - Réf. A/4750M
- Agro-alimentaire, chimie, métallurgie - base Lyon - Réf. A/4751M

Ils seront chargés de gérer et de développer le marché qui leur sera confié depuis l'évaluation des besoins jusqu'à la définition, pour chaque affaire, d'une stratégie commerciale et à la négociation des contrats. Leur action s'étendra à la réalisation de l'avant-projet qui sera ensuite confié à un ingénieur d'affaires avec lequel ils travailleront en étroite collaboration. Ces postes s'adressent de préférence à un pharmacien option industrie pour le secteur de l'industrie pharmaceutique et à un ingénieur pour les autres secteurs. Les candidats recherchés seront âgés d'au moins 30 ans, ils posséderont une expérience commerciale sur des marchés comparables et réaliseront au moins l'un des produits de fabrication, une formation complémentaire étant assurée pour les techniques spécifiques. La pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle de départ sera fonction des compétences offertes. Ecrire à Françoise ORANGE en précisant la référence du poste choisi.

PA

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

INFORMATIQUE... DEPART POUR UNE CARRIERE

JEUNES DIPLOMÉS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES
(Ecoles de Commerce, Ecoles d'Ingénieurs, DEA...)

Commencez votre carrière comme

ANALYSTES

Selon vos compétences et affinités, vous trouverez ensuite de nombreuses possibilités d'évolution de carrière, dans les différentes branches du groupe, en France et à l'étranger.

SAINT-GOBAIN

Des passerelles entre métiers, entre pays, entre sociétés

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous référence 8080 à Saint-Gobain Informatique - Les Miroirs - Cedex 27 - 92086 Paris La Défense.

Retrouvez vos manches et entrez à la BICS...

SUD DE PARIS
ET
BANLIEUE SUD

Banque Populaire

La BICS, Banque Populaire de la Région Sud de Paris, 1600 personnes, 80 agences, offre à de jeunes diplômés ESC (finances-compta) les perspectives d'une carrière bancaire. Après un cycle de formation rémunéré de 18 mois, elle vous propose d'intégrer son équipe commerciale. Attachés (e) Commercial (e) vous êtes chargés (e) de futures responsabilités dans le réseau des agences. Ces fonctions vous préparent à de futures responsabilités dans le réseau des agences. Si un métier qui allie l'action sur le terrain et la technique bancaire vous motive, adressez votre lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions et coordonnées téléphoniques sous réf. M 26 à :

BICS
Direction du Personnel
55, Avenue Aristide Briand
92120 MONTRouGE

Jean-Claude Maurice S.A.

Le CABINET JEAN CLAUDE MAURICE vous fait part de son changement d'adresse. Pour mieux vous conseiller et mieux vous représenter, il vous accueillera désormais

12, RUE DE PONTHEU 75008 PARIS

Métro : Franklin-Roosevelt
Tél : 289.49.79

Jean-Claude Maurice S.A.

Conseil en Gestion du Personnel - Recrutement - Formation

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Dans le cadre de son nouveau schéma directeur d'informatisation couvrant les aspects GPAO (ateliers flexibles, flux tendus) et comptabilité industrielle

Bull Etablissement d'Angers (3300 personnes) recherche

CHEFS DE PROJET INFORMATIQUE

Ingénieur Grande Ecole, option informatique (CENTRALE, MINES, ENSEIHT, ENSIMAG...) vous justifiez, de préférence, de deux années d'expérience réussie sur des projets orientés base de données et transactionnel. Vous prendrez la responsabilité d'un projet de gestion, depuis la conception jusqu'à la mise en œuvre, et encadrerez une équipe de réalisation.

Merci d'adresser votre candidature à :

Cii Honeywell Bull
Service Emploi
331, avenue Patton
49005 ANGERS CEDEX

Bull

Commercial à haut niveau dans le midi

Pour promouvoir tant en France qu'à l'étranger des biens d'équipement lourd intéressant de nombreux types d'installations industrielles, il faut à l'heure actuelle être autant un négociateur subtil, ingénieur de formation, qu'un commerçant de haute volée.

Celui qui recherche ce grand groupe industriel français se verra confier l'animation du service commercial de son département industriel : département regroupant plusieurs centres de profits ou filiales.

Basé dans la région de Marseille, il sera appelé à se déplacer personnellement une grande partie de son temps, tant pour constituer un réseau d'agents dans les pays du Bassin Méditerranéen et d'Afrique Francophone que pour animer les équipes avec des partenaires européens participant aux filiales du groupe. Il s'appuiera largement sur les sociétés françaises d'ingénierie dans leurs interventions à l'étranger. Il saura, par ses introductions acquises de longue date, être écarté des investissements projetés, des sources de financement possibles.

Ce poste, disponible immédiatement, est un vrai challenge qui ne peut convenir qu'à un homme d'expérience. Ecrivez rapidement aux consultants du Cabinet CLEAS, sous référence 8565, qui examineront votre candidature en toute confidentialité.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS.

MEMBRE DE SYNTec

BÂTIMENT - T.P.

ROUEN

Un jeune ingénieur A & M, ENSM... pour notre Direction Équipement

Filiale régionale d'un groupe international de BTP, nous bûissons notre avenir sur l'innovation et la technicité de nos matériels : notre parc d'exploitation représente une valeur de 90 millions de F et couvre une vingtaine de départements.

Nous vous proposons de collaborer avec notre Directeur de l'équipement pour l'ensemble des matériels (électrique, mécanique...) et pour différentes missions : nécessité d'investir, choix des matériels, le tout dans un esprit constant de gestion et d'efficacité.

Débutant ou ayant une première expérience, votre objectif sera de connaître et comprendre les données techniques en visant leur rentabilité. Votre personnalité, votre motivation à vous investir dans l'action et la taille de notre Groupe vous permettront d'envisager une évolution importante et rapide parmi nous.

Pour un premier contact, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 7299 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

GROUPE BANCAIRE ALSACE

recherche

**INFORMATICIEN PROJET
ANALYSTES-PROGRAMMEURS**
niveau MAGE-INGÉNIEUR
(diplômé accepté)

Veuillez adresser candidature avec C.V., d.c. et prétentions sous n° 7650 le Monde Pub., services annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

CHALLENGE KIS FRANCE
AMERICA'S CUP

KIS, N°1 MONDIAL des Services Minute et de la Photo Rapide, a décidé de sponsoriser Marc PAJOT dans la célèbre course de l'America's Cup. Pour cette opération, nous recherchons, dès à présent, notre :

Responsable des relations extérieures

Sa mission de Relations Publiques s'articulera à l'ensemble de la stratégie Marketing et Communication. Rattaché à la Direction Marketing, il aura comme mission essentielle d'assister le Président dans l'ensemble de ses contacts avec les médias et les leaders d'opinion.

Il saura prévoir, programmer, planifier, prendre des initiatives, saisir des opportunités. Parfaitement bilingue, sa mobilité est totale pour des déplacements fréquents, notamment en Australie. De formation supérieure (Sciences Po, DEA de comm...), il a de solides références professionnelles soit dans les relations publiques d'une société, soit dans la direction d'un cabinet ou dans l'assistant parlementaire. Une disponibilité immédiate sera un atout supplémentaire.

Si cette opportunité vous intéresse, envoyez CV + photo + lettre manuscrite, + prétentions sous réf. MRE à Claudine SNAUBERT KIS FRANCE - Service Recrutement, BP 204 X 38043 Grenoble Cedex.

jeune ingénieur
chimiste

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



L'APRÈS-VENTE : UN TREMPLIN POUR VOTRE ÉVOLUTION

SAVEMA, la filiale après-vente (600 personnes - 300 MF de CA) de THOMSON GRAND PUBLIC, développe ses structures par lignes de produits. Dans ce cadre, elle recherche des

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Au sein de nos services techniques (220 personnes), vous serez responsables de la détermination et de la mise en œuvre de la politique d'après-vente (qualité, méthodes et moyens de réparation, collaboration avec les usines et les laboratoires de recherche...) de la gamme de produits dont vous aurez la charge technique et budgétaire.

Pour réussir dans cette fonction, vous avez l'expérience des produits télévision et/ou vidéo et les qualités pour animer une équipe d'une dizaine d'ingénieurs et techniciens.

Votre évolution se fera au sein de l'entreprise ou du Groupe qui propose de réelles opportunités de carrière.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 81643/LM à Bruno ERNST - Directeur du Personnel - SAVEMA - 166, rue du Landy - 93200 SAINT-DENIS.

THOMSON
GRAND PUBLIC

Jeunes Diplômés...
la technique

INGÉNIEURS DE MAINTENANCE : Matériel, Logiciel, Réseau

La compétence reconnue de nos ingénieurs techniques de maintenance assure la satisfaction de nos clients en les faisant profiter de notre large expérience informatique.

Aujourd'hui nous vous offrons l'opportunité de rejoindre une équipe technique de haut niveau.

Vous interviendrez sur des logiciels d'exploitation très performants et des matériels mettant en application les technologies les plus récentes dans le contexte de réseaux de systèmes complexes.

Vous avez déjà une formation technique solide (électronique, informatique, télécommunication...) et une bonne maîtrise de l'anglais.

Notre formation constructeur vous permettra d'acquérir des connaissances spécifiques. Intégrés rapidement dans nos unités opérationnelles, vous exercerez votre métier et bénéficierez d'une formation continue qui vous permettra d'évoluer avec nos produits.

Les postes sont à pourvoir à : Paris, Rennes, Orléans, Nancy, Nantes, Bordeaux, Poitiers, Marseille, Lyon.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV, sous réf. 249 M, en précisant la région de travail souhaitée.

Gérard POUY
Cii Honeywell Bull
Tour Gallieni
78/80, avenue Gallieni
93270 BAGNOLET

Bull

PARTICIPEZ ACTIVEMENT AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE NATIONAL

Ingénieur ou miage (2 à 5 ans d'expérience)

Rejoignez notre équipe chargée des études informatiques de financement et de modélisation financière pour les collectivités locales.

La CAM, filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations recherche

INGÉNIEUR CONCEPTEUR

Vous serez chargé de l'encadrement d'une équipe (7 personnes) réalisant des applications pour la caisse d'octroi à l'équipement des collectivités locales (CAEC).

ANALYSTES

Vous participerez avec de larges responsabilités et des moyens poussés au développement d'un projet stratégique de la Caisse des Dépôts.

Merci d'adresser votre CV détaillé à : CAM SFR pièce 3319, 113, rue Jean-Marie Naudin - 92223 Bagneux.

CAM

« LA DIVERSITÉ INFORMATIQUE »

BILINGUE
ANGLAIS

Responsable du recrutement

Créée il y a 23 ans, notre société est leader dans le domaine du service informatique.

Aujourd'hui les chiffres sont la preuve de notre réussite : 35 000 employés dans le monde, 20 % de croissance annuelle, 25 milliards de \$ de CA prévisionnel pour 1985.

Nous renforçons nos implantations en France et recherchons pour rejoindre notre division Europe du Sud (dont le siège est à Paris), notre FUTUR RESPONSABLE DU RECRUTEMENT DU PERSONNEL INFORMATIQUE ET ADMINISTRATIF.

De formation supérieure, bilingue anglais, une expérience de deux ans minimum, soit dans une entreprise de service informatique, soit dans une entreprise proche de ce secteur mais ayant une grande activité de recrutement, vous permettez de maîtriser aujourd'hui parfaitement les différents aspects du recrutement dans le domaine informatique.

Véritable professionnel, votre disponibilité pour voyager, votre aptitude à communiquer et à travailler avec autonomie dans un environnement de travail d'équipe vous permettront de bien connaître nos différentes sociétés et d'établir des contacts à tous les niveaux.

Nous vous offrons un salaire attractif et de nombreux avantages.

Si vous avez envie de rejoindre une équipe dynamique et d'évoluer vers une carrière de premier plan, adressez une lettre détaillée (rédigée en anglais) mentionnant votre parcours professionnel et le salaire souhaité à Media - System, 2 rue de la Tour - des - Dames, 75009 Paris sous réf. 5977.

Media System

SALES MANAGER

Dynamique société du Texas, U.S.A., spécialisée en produits de soins médicaux, cherche un directeur des ventes.

Qualité. Demandons une personne motivée pour la France, ayant 2 ans d'expérience dans la vente (préférence domaine médical). Déplacements fréquents. Connaissance parfaite de l'anglais. Sal. + commission + prime.

Envoyez c.v. et prétentions à : Suzanne HENDERSON, Technol Inc., 7426 Tower Street, Ft. Worth, Texas, 76118 USA.

SOCIÉTÉ PRESTATION DOMAINE INFORMATIQUE recherche

DIPLOMÉ(E)

grandes écoles pour gestion administrative et financière

1 an expérience professionnelle exigée, téléphonez : M. F. Remy Paris 205-61-61

COLLÈGE PRIVÉ SOUS CONTRAT cherche

SURVEILLANT(ES)

de demi-journée pour 85-86, 24, le mardi 27 et le mercredi 28 août à partir de 8 h 30 au 7-33-46-35.

Établissement privé d'enseignement supérieur recherche

PROFESSEURS en :

- Informatique, comptabilité, math. de gestion, technique de commerce international, action sociale, publicité, Esp. souh.

Env. c.v. à : M^{me} BONNET, 32, av. du Général-de-Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

Établ. scolaire bilingue sud recherche pour le centre de SURVEILLANT(ES) D'EXTÉRIEUR

005-40-00 entre 8 et 12 h.

Association loi 1901 recherche animateur(trice) ou éducateur(trice) expérimenté(e)

Sete de l'organisation et méthode indispensables, âge minimum 25 ans. Candidature + c.v. détaillé à adresser avant le 15 septembre 85 au Centre Jacques-Frèver, 402, square Jacques-Frèver, 91000 BRY, Tél. 078-03-22.

Société d'électronique automatique recherche

AUTOMATICIENS

3 à 4 ans d'exp. souhaitée. Contacter Sté SIMAR 8, bd Maréchal, Paris-10^e, 208-34-00.

Constructeur informatique recherche

CHEF DE PRODUIT

FORMATION

niveau ingénieur économiste-que bilingue. Libre de suite. Rendez-vous 784-74-62.

FRANCE SYSTÈME

Société de maintenance de matériel informatique vous informe 24 h sur 24 au 871-66-62.

AVIS DE VACANCES DE POSTES DE PROFESSEURS A L'E.M.P.C.

4 chaires : Béton armé, Béton précontraint, Mécanique des fluides, Conception des ponts, sont vacantes à partir de l'année scolaire 1985-1986. Le texte détaillé des 4 appels d'offre est disponible au secrétariat de la direction de l'enseignement de l'E.M.P.C., 28, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS. Tél. : 280-34-13, p. 1208.

Les cand. doivent déposer leur dossier à la Direction de l'enseignement de l'E.M.P.C. le 10 OCTOBRE au plus tard.

ÉCOLE SUPÉRIEURE recherche

PROFESSEURS CONFIRMÉS

en Programmation Électronique - Automatismes - Technologie - Action commerciale - Anglais - Mathématiques, Droit, Environnement + photo + lettre de candidature à E.S.I.G., 18, rue St-Marc, Paris-2^e.

Contrôleur budgétaire DECS ou ESC

Rattaché à la Direction financière, il sera responsable de l'élaboration des budgets et prévisions de l'entreprise, ainsi que de l'analyse des résultats comptables.

De formation supérieure (DECS ou Ecole Supérieure de Commerce), il a 3 à 4 ans d'expérience dans un service de contrôle de gestion et maîtrise la langue anglaise.

La pratique de la micro-informatique est indispensable (Lotus - Symphony).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) à : MEMOREX - Département des Ressources Humaines 3 à 5, rue Maurice Ravel - 92300 LEVALLOIS.

MEMOREX

- une gamme complète de périphériques compatibles IBM
- la garantie du deuxième constructeur mondial de l'informatique

Ingénieur chef de produit engrais

Nous sommes un Groupe Industriel français en expansion. Pour répondre aux besoins du marché nous consacrons un important budget d'investissement à la mise au point et au lancement d'une gamme de produits très attendus par notre clientèle.

Nous recherchons un jeune ingénieur, de formation généraliste avec si possible ouverture sur agro, pour lui confier le management de l'ensemble de ce projet industriel.

Après avoir acquis une connaissance approfondie de notre processus de fabrication et l'avoir complété par des missions d'études à l'étranger, il lance le projet avec les ingénieurs T.N. le chiffre avec les financiers et prépare déjà l'action en clientèle avec l'équipe commerciale. Quand le projet est mûr, il supervise les travaux d'ingénierie et le lancement en production.

Ce job très novateur et d'une grande autonomie passionnera un jeune ingénieur ayant une première expérience industrielle, de préférence dans l'agro-alimentaire, aimant la rigueur scientifique tout autant que l'animation des hommes. Il est disponible pour des déplacements de courte durée et pratique couramment l'anglais. Le poste est basé à Paris.

Prenez contact avec notre Conseil M. KOEHLER en lui adressant votre dossier avec CV et prétentions sous réf. 45.M226 à C.P.A., 3, rue de Liège, 75009 PARIS.



Electromécanique / Electronique

Ingénieur Chef des Achats

Filiale d'un puissant groupe français,

notre société, spécialisée en bureautique, poursuit son développement à un niveau international.

Nous recherchons « le Patron de nos Achats » car le titulaire du poste vient d'être appelé à des responsabilités de direction générale.

Pour son successeur, il s'agit, en animant une équipe de 10 personnes, d'optimiser la gestion d'un budget d'achat de 62 millions de francs portant principalement sur des composants électroniques et des pièces plastiques mais aussi sur des pièces mécaniques et de fonderie. Nos stocks et nos procédures d'achat sont informatisés.

Il saura également vérifier sur le terrain la capacité des fournisseurs et sous-traitants à satisfaire nos impératifs de qualité, prix et délais.

La fonction présente également l'intérêt de participer à l'industrialisation de nos produits nouveaux en liaison avec le B.E. et la fabrication.

Une expérience de plusieurs années et l'anglais pourant sont indispensables.

Le poste est situé à Nogent (92).

Il sera répondu à toute candidature comprenant lettre manuscrite, CV, photo, prétentions et délai de disponibilité adressées sous réf. ICA / M, à notre Conseil

G.S.R.

9 rue de la Belle Feuillie 92100 Boulogne. Discretion assurée.

Bull Systèmes pour renforcer les équipes d'études qui constituent son atout principal dans la compétition sur le marché informatique, propose à des

INGÉNIEURS DEBUTANTS

Ecoles d'Ingénieurs (toutes options) ou DESS - DEA (disciplines scientifiques) de leur assurer une

FORMATION A L'INFORMATIQUE

Elle leur donnera une compétence dans le domaine du LOGICIEL et leur permettra de s'intégrer dans les unités de très haut niveau (implantées en région Parisienne), responsables du développement de ses systèmes.

Cette offre donne une opportunité à des débutants de faire une carrière dans un secteur en grande expansion. Une session de formation débutera en Octobre 1985 et s'étendra sur plusieurs mois.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 103M à

Gérard Goyer
Cii Honeywell Bull
PC 1L009D
94, avenue Gambetta
75960 PARIS CEDEX 20

Bull

مكتبات الأمل

مكذبا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 27 août 1985 - Page 19

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE INDOSUEZ
recherche

Juriste-fiscaliste

Vous avez 30 ans environ, une maîtrise de droit et de sérieuses notions d'anglais.
Votre précédente expérience professionnelle vous a rendu expert en droit de la famille et des successions.
Votre intérêt pour les problèmes de fiscalité et votre goût des contacts vous permettront d'assister nos conseillers de clientèle de particuliers.
Merci de nous adresser votre C.V., lettre manuscrite et photo, sous la référence EDV215, à **BANQUE INDOSUEZ - Service RCF**, 44, rue de Courcelles - 75008 PARIS.

Gilbarco

Nous sommes une jeune société française de 40 personnes bénéficiant de l'appui de groupes industriels et financiers puissants.
Nos produits font appel aux technologies électroniques et informatiques les plus modernes. Notre marché est la distribution pétrolière.
Pour concrétiser et poursuivre notre développement, nous recherchons :

INGÉNIEURS DÉVELOPPEMENTS

De haut niveau, diplômés d'une grande école (ECP, SUPELEC, ENSEREINT...), Les candidats H. ou F. sont débutants ou ont 2 à 3 ans d'expérience.
Nous leur proposons de travailler sur des projets motivants traitant de la physique, de l'électronique, de l'informatique dans le cadre d'équipes jeunes et innovatrices.

TECHNICIENS BTS

Titulaires d'un diplôme BTS ou DUT pour travailler sur des développements de systèmes électroniques et informatiques.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) à : **GILBARCO DISTRIBUTION S.A.**, 19, rue de la Jeune-Fille, R.P. 10223, 97703 ROISSY. Aéroport CDG.

CADRE COMPTABLE CONSOLIDATION

Le Groupe CARNAUD, leader de l'emballage métallique (CA : 6 milliards de F, une vingtaine de sociétés) recherche dans le cadre du renforcement de ses structures, un **CADRE COMPTABLE**, âgé au minimum de 28 ans et possédant une formation du type DECS ou équivalent ainsi qu'une première expérience réussie de la consolidation des comptes d'un groupe industriel.

Il sera chargé :
• de la consolidation annuelle et de l'amélioration des procédures correspondantes ;
• de la mise en place des méthodes, mécanismes et procédures destinés à réaliser des consolidations intermédiaires ;
• d'assister la Direction Comptable du groupe dans la résolution de certains problèmes techniques.

Les qualités de communication, de créativité, de méthode et de rigueur seront déterminantes dans le choix de ce nouveau collaborateur.

Les possibilités de développement de carrière au sein du Groupe sont larges pour les candidats de valeur.
Le Lieu de travail est à Boulogne-s/Seine.

groupe carnaud

Veuillez adresser votre dossier (C.V., photo) à : Monsieur JUBAULT, Direction du Personnel - Groupe CARNAUD, 65, av. Edouard-Vaillant, 92100 Boulogne-s/Seine.

La ville de
VITRY-SUR-SEINE (94400)
recherche par voie de mutation ou suite à inscription sur la liste d'aptitude à cet emploi :

UN ATTACHE, DIRECTEUR DE LA PATINOIRE MUNICIPALE

chargé de la direction de cet équipement et de son personnel (accueil, animation, gestion, entretien...). Une grande disponibilité est requise (soirée, week-end).
Adressez demande et C.V. à Monsieur le directeur de la Patinoire de Vitry-sur-Seine.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT DES JEUNES ET DES ADOS
ASSISTANT D'ÉTUDES
pour bureau d'aménagement et d'urbanisme, formation souhaitée : socio-économie ou géographie économique. Poste en résidence à MELUN. Rens. sur 437-81-42, p. 578 ou 562.

IBM France
recherche

Pour sa Direction Immobilière à Paris

2 INGÉNIEURS DIPLOMÉS DE GRANDE ÉCOLE H/F

• UN INGÉNIEUR AUTOMATICIEN

- Développement dans le domaine de l'automatique des méthodes et outils permettant de garantir la disponibilité des fournitures d'environnement technique (climatisation et électricité) au coût optimum.
- Débutant ou possédant quelques années d'expérience comme ingénieur en charge de la conception, réalisation et qualification de projets d'automatisation de processus industriels complexes.
Anglais nécessaire.

• UN CHEF DE PROJET TECHNIQUE

- Responsable de projets immobiliers à dominante technique (usine, Centre informatique, alimentations fiabilisées, rénovation d'utilités électriques, etc.).
- Formation : ESE, ENSIEG, ESIM ou similaires.
- Débutant ou possédant quelques années d'expérience comme responsable de conception, réalisation et mise au point d'installation électrique M.T. haute fiabilité, de bâtiments industriels ou « tertiaire lourd » (IGH - Centre informatique).
Anglais nécessaire.

Merci d'envoyer lettre de candidature et CV détaillé sous référence DLM 27.08 à IBM France Direction Immobilière, Service 2025, 68/76, quai de la Rapée 75592 PARIS Cedex 12.
Elle sera traitée avec la plus grande discrétion.

Ingénieur technico-commercial, pourquoi pas ...
oui mais, d'abord Formateur.

La Direction Formation France recherche des

FORMATEURS INGÉNIEURS INFORMATIENS

(débutants ou ayant une première expérience)

Diplômés de l'enseignement supérieur (Grandes Ecoles ou Universités), vous souhaitez travailler dans un contexte technique informatique. Vous avez le goût des contacts et aimez transmettre vos compétences à des personnes qui ont le souci de se former et de progresser.
Nous vous offrons la possibilité de rejoindre notre corps technico-commercial en vous intégrant à nos équipes de formateurs. Au terme d'une formation d'adaptation, vous développerez et assurerez un enseignement théorique et pratique auprès de petits groupes d'auditeurs.
Pour ces postes, une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée. Lieu de travail : Paris, Région Parisienne.
Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence 248 M à Gérard POUEY - Cti Honeywell Bull - Tour Gallieni I 78-80, avenue Gallieni 93270 BAGNOLET

Bull

X, ENST, ESE, ENSTA, DEBUTANTS OU CONFIRMES

CONCEVEZ AVEC NOUS AUJOURD'HUI, LES RESEAUX ET SYSTEMES DE TELECOMMUNICATION AVANCES DE DEMAIN.

Membre d'un important groupe industriel français, leader mondial en électronique professionnelle, nous avons acquis dans le domaine des grands systèmes de communication une compétence reconnue sur tous les marchés internationaux.

De la liaison par câble aux transmissions par satellite, du civil au militaire, nous abordons sans cesse des techniques nouvelles de communication temps réel que vous pouvez nous aider à maîtriser encore mieux.
Au sein d'équipes d'études emont, et appuyées par d'importants moyens informatiques, vous serez chargés de définir et concevoir des systèmes nouveaux : architecture et organisation, choix des types de modulation, des protocoles et des protocoles adaptés, étude des moyens de protection. Parallèlement, vous effectuerez des études prospectives sur tous les modes nouveaux de transmission.

Ces postes très évolutifs sont basés en proche banlieue nord de Paris. Ils s'adressent de préférence à des ingénieurs Grandes Ecoles, débutants ou confirmés, spécialisés en réseaux, traitement du signal.

Merci de téléphoner au 225.71.07 ou d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M32/1386 E à Jacques SCARINOFF

EGOR TECHNOLOGIES

19, rue de Belfort
75008 Paris.

egor

PARIS BORDEAUX LYON MANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

formation professionnelle formation professionnelle

Cadres demandeurs d'emploi ou en congé-formation
L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE
vous propose un stage rémunéré de sept mois

Direction de personnel et formation à la gestion sociale

Participants : études supérieures, expérience en entreprise de trois ans minimum, soit dans la fonction Personnel, soit dans une autre fonction

Cette formation vous apportera :
• une compétence de gestionnaire du personnel ;
• une ouverture sur l'innovation sociale ;
• un entraînement aux techniques d'expression et d'animation.

Début du stage : 10 septembre 1985 - Recrutement immédiat

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
63, avenue de Villiers, 75017 PARIS - Madame FLOIRAC ☎ 766.84.22.

DEVENEZ ANALYSTE PROGRAMMEUR
stage sur IBM 3800
BACRAC + 2
Votre meilleure garantie : notre logo de marque auprès des employeurs.
Formation en 7 mois avec + de 70 % de primes. Assistance au placement, sous réserve de l'obtention du Certificat de Technicité Informatique et de la mobilité géographique.
Paris - Mantes : IBM 3800
Lyon - Lille : IBM 34 - complément 38.
Renseignements et inscription : **INSTITUT EUROPEEN D'INFORMATIQUE**, 41, rue Voltaire - 75008 PARIS - T. (1) 274.33.28.

FORMATION PROFESSIONNELLE D'ANALYSTE PROGRAMMEUR
en 7 mois = 1 000 H
sur 30 micros et gros système IBM.
Assistance au placement.
Entretien et sélection sur R.D.V.
Crédit étudiant 100 %
Centre agréé par OLIVETTI et ERICSSON
Centre International d'Etudes et Formation Professionnelle en Informatique
defpi 11, r. de la Gare - 94230 CACHAN
Tél. (1) 740 12 22
Mo Anzuelli-Cachan - 10' des Halles

Etablissement financier leader sur le marché du financement des équipements d'entreprise recherche pour son contrôle général

RESPONSABLE DE PROJETS

pour assurer l'information des projets mis en route par la direction du contrôle de gestion.

Une formation supérieure allée à une activité confirmée dans une fonction d'information ou d'interface est nécessaire.

Adressez C.V., photo et prétentions s/réf. 10 618 à **PIERRE LACHAU S.A.** BP 220 75063 PARIS Cedex 02 - qui transmettra.

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL
recherche pour son SECTEUR MEDICO-SOCIAL

COLLABORATEUR H/F

Maîtrise de droit. Esprit de synthèse ; capacité de rédaction ; petite expérience professionnelle indispensable.

Adressez lettre manuscrite, CV avec photo (restituée) et prétentions à **FNMF**, Division des Relations Sociales, 56-60, rue Nationale, 75649 Paris Cedex 13.

économie

REPÈRES

Dollar : peu de changements, à 8,42 F

Le dollar n'a pu varier le 26 août sur les marchés européens, en l'absence de cours en provenance de Londres, la City étant close pour le Summer Holiday. A Paris, la devise américaine se traitait aux alentours de 8,4200 F contre 8,4245 F le vendredi précédent au « fixing ». A Francfort, le billet vert s'établissait à 2,7600/7580 DM (contre 2,7495 DM); la même légère hausse était observée à Zurich : 2,2625/2640 FS (contre 2,2515/2535 FS).

Habillement : balance commerciale légèrement excédentaire au premier semestre 1985

La balance commerciale de l'habillement français a dégagé un excédent de 58 millions de francs au premier semestre 1985, indique l'Union des industries de l'habillement (UIH). Cet excédent est supérieur à celui qui avait été constaté au premier semestre 1984 (48 millions de francs), alors que les importations ne comptaient pas, à l'époque, la poussée étrangère aujourd'hui, souligne l'UIH. Ces importations, essentiellement en provenance de Portugal (+ 48 %), du Maroc (+ 38 %) et de la Tunisie (+ 23 %) ont atteint 5,57 milliards de francs, soit une augmentation de 17,1 % par rapport aux six premiers mois de 1984. Mais, dans le même temps, les exportations ont atteint 5,63 milliards (+ 17,2 %), les progressions les plus importantes concernant les États-Unis (+ 51 %), l'Italie (+ 34 %) et la Grande-Bretagne (+ 20 %).

Médicaments : ralentissement des exportations

La progression des exportations françaises de médicaments continue de se ralentir. Pour le premier trimestre de 1985, leur montant s'est élevé à 2,34 milliards de francs, ce qui, par rapport à la période correspondante de 1984 (+ 12,6 %), peut apparaître honorable. L'amélioration dissimule, en fait, un très mauvais résultat pour le mois de mars (- 2,6 %) et une dégradation très nette enregistrée par rapport aux années précédentes (+ 14 % en 1984, + 17 % en 1983, + 20 % auparavant). La médiocrité de cette performance est attribuée à la baisse du chiffre d'affaires réalisé dans les pays du Maghreb (environ 25 %). Néanmoins, la balance commerciale est restée excédentaire (+ 1,81 milliard de francs), mais le niveau des importations est toujours limité à 500 millions de francs. Le Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP), qui fournit ces chiffres, souligne, une nouvelle fois, la situation créée par des tarifs devenus insuffisants pour financer l'investissement et la recherche. « Si l'inflation avait été égale à la progression de l'indice des prix des spécialités remboursables », lit-on dans son journal, « elle serait négative à la fin mars, exprimée en glissement (- 2,5 %) ». Le SNIP chiffre à 3,8 % la perte du pouvoir d'achat de la profession.

ÉTRANGER

LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT ET LA BAISSÉ DU DOLLAR

Risque commercial et avantage financier

Quoi de commun entre un mineur d'étain thaïlandais et un financier américain ? A priori, rien. Et pourtant... Tous deux ont les yeux rivés sur le même point : le cours du dollar. Comme les spéculateurs des pays industrialisés, les travailleurs des pays d'Afrique, d'Amérique latine ou d'Asie subissent de plein fouet les conséquences de l'évolution de la monnaie américaine, mais eux n'y peuvent rien.

Restent en mémoire les graves effets de la flambée du « billet vert », accompagnée de la hausse des taux d'intérêt. Elle avait largement contribué à précipiter le Mexique, et, à sa suite, l'Amérique latine, au bord de la banqueroute. Aujourd'hui, renversement de situation. La devise américaine s'effrite. Doit-on en attendre une amélioration de la situation des pays en voie de développement, à la mesure de ce que fut son aggravation passée ?

Les avantages financiers de la baisse du dollar semblent mathématiques : puisque les trois quarts de la dette sont ainsi libellés, toute variation de la devise américaine influe sur le montant total de la dette - intérêt et principal. Une baisse de seulement un point du cours du « billet vert » devrait se chiffrer par plusieurs milliards de dollars d'économie pour le tiers-monde, dont la dette totale frôle désormais les 900 milliards.

Encore plus favorable, la réduction des taux d'intérêt accompagnée aujourd'hui l'affaiblissement de la devise américaine, exactement comme la hausse des taux avait aggravé les conséquences du renforcement de la devise. Le Venezuela a ainsi immédiatement calculé qu'il avait économisé 315 millions de dollars en six mois, sur une dette totale de 34 milliards.

Egalement mathématique devrait être les effets du déclin du dollar sur les importations des PVD. Tout d'abord, le prix relatif des importations en provenance des États-Unis devrait baisser. Mais c'est surtout la réduction de la facture pétrolière (en dollars) qui va bénéficier aux pays non producteurs de pétrole. Un allègement d'autant plus important qu'il se combine avec la baisse des prix du brut.

Pour mémoire, le pétrole brut importé par le Maroc représentait, en 1984, 34 millions de barils, soit près de 1 milliard de dollars. Le soudain « bonus » pétrolier pourrait relancer la croissance des régions les plus défavorisées à l'époque des « chocs » dollar et pétrole.

Retombées néfastes

Malheureusement, pour les pays intéressés, l'affaiblissement du dollar a également des retombées néfastes sur leurs exportations. S'agissant des matières premières, dont le prix est libellé en dollar, la baisse de la monnaie américaine entraîne une chute des revenus d'exportation exprimés en monnaie nationale.

Une étude de Paribas prend l'exemple des pays producteurs d'une matière première énergétique, le pétrole. Elle établit que le pouvoir d'achat international de l'OPEP a diminué de 20 % entre 1974 et 1978, sous l'effet d'une baisse du dollar - conjuguée, il est vrai, à une forte inflation mondiale. Les prix du pétrole, eux, sont restés stables (le Monde du 16 avril).

La baisse de ces revenus d'exportation ne devrait pas être compensée, par une hausse des matières premières. Des experts établissent par-

fois une relation entre le cours du dollar et celui des matières premières, ce dernier devant monter quand le premier baisse. Mais une hausse des cours paraît peu probable aujourd'hui, les marchés souffrant en général de surproduction. Ainsi, l'affaiblissement rapide de la devise américaine de ces dernières semaines n'a pas empêché le cours du sucre de récemment descendre à un point bas historique.

Les perspectives sont également sombres du côté des exportations de produits manufacturés, surtout à destination des États-Unis. Deux facteurs jouent désormais contre les PVD : d'une part l'élévation relative de coûts de ces exportations, du fait du déclin du dollar; d'autre part, la faible croissance du marché américain.

Celui-ci avait pris d'autant plus d'importance que les importations américaines de produits industriels en provenance du tiers-monde avaient augmenté, l'année dernière, de 24 %. Les PVD avaient ainsi réalisé un excédent des échanges de ces produits de 0,4 milliard de dollars, une amélioration certaine quand on se souvient des déficits précédents (- 18 milliards de dollars en 1982 et - 27 milliards en 1983).

Lesquels, des effets favorables financiers, ou des effets défavorables commerciaux l'emporteront ? Peu d'économistes se hasardent encore à pondérer ces différents éléments et à en tirer des conclusions. En tout cas, pour prémunir les PVD des risques de change qui pèsent sur eux, la Banque mondiale a préconisé une solution : « Un pays devrait s'endetter dans les monnaies de ses échanges commerciaux », afin de rembourser ses emprunts avec les devises gagnées par ses exportations. Les variations du service de la dette

annuleraient donc en partie celles des termes de l'échange.

Ainsi, pour pallier la baisse de ses revenus exprimés en dollars au profit des autres devises, la Thaïlande se prépare aujourd'hui à convertir près de la moitié de sa dette extérieure en deutschemarks ou en francs suisses.

En sens inverse, feraient partie d'une sorte de « zone dollar », des petits pays d'Amérique centrale, tels le Costa-Rica, dont les échanges et la dette sont presque à 100 % exprimés en dollars, de même que, dans une moindre mesure, le reste de l'Amérique latine.

On s'attendrait donc que ces pays soient un peu plus protégés que d'autres des variations des cours de la devise américaine. Cela a pu être vrai. Mais, allant à l'encontre de la solution proposée par la Banque mondiale, les banques créancières non américaines ont obtenu de certains pays - le Mexique ou le Venezuela, - à l'occasion du dernier rééchelonnement de leur dette, qu'ils convertissent une partie de leurs emprunts, en monnaies autres que le dollar. A l'époque, le « billet vert » culminait, et les États concernés ont pu présenter cette « clause multi devises » comme une victoire.

En fait, son application consistait surtout pour les banques européennes ou japonaises à reporter sur leurs débiteurs les risques de change, qu'elles supportaient auparavant. Déjà, en augmentant la proportion des prêts à intérêts variables dans le total de leurs créances, elles s'exposaient, il y a quelques années, débarrassées du risque d'inflation.

Il semble donc que les PVD soient condamnés à subir les variations du dollar, qui jouent comme autant de coups d'accordéon sur leur économie. Les effets peuvent être favorables ou défavorables; mais les ajustements nécessaires sont toujours importants, et ne peuvent qu'obliger les gouvernements à porter une attention toujours plus grande à la gestion de leur pays.

DOMINIK BAROUCH.

Aux États-Unis

SUSPENSION DES RETRAITS DANS UNE CAISSE D'ÉPARGNE DU MARYLAND

Le gouvernement de l'État du Maryland a décidé, le 23 août, une suspension de six mois de la plupart des retraits effectués dans une nouvelle caisse d'épargne de l'État, la First Maryland Savings and Loan Inc., suite à une vague de retraits massifs depuis le début de l'été, lorsque les déposants. La semaine dernière, le gouverneur Harry Hughes avait suspendu pour vingt jours tout retrait de la Community Savings, une des plus grandes caisses d'épargne de l'État, pour les mêmes raisons (le Monde du 21 août).

Cette décision porte à quatre le nombre de caisses d'épargne de cet État ayant connu des suspensions de retraits. Les autorités du Maryland tentent de faire face depuis le printemps dernier à une crise de confiance qui avait failli provoquer la faillite de ces deux établissements d'épargne de cet État, dont les dépôts avaient été couverts par le système fédéral d'assurance. Le gouvernement du Maryland avait ensuite pris en charge l'assurance des établissements d'épargne et décrété une limite maximum de 1 000 dollars par mois sur les retraits. - (AFP).

INDE

Appel aux compagnies pétrolières étrangères. - Le ministre indien du pétrole, M. Narail Kumar Sharma, a annoncé, le 25 août, que l'Inde allait demander aux compagnies pétrolières étrangères de se joindre aux efforts des deux sociétés publiques d'exploitation d'hydrocarbures, la Commission du pétrole et du gaz naturel (ONGC) et Oil India Ltd pour l'exploration et la production du brut. L'URSS avait déjà donné son accord. Plusieurs compagnies avaient, il y a deux ans, répondu à un appel d'offre de l'Inde, mais la plupart d'entre elles avaient abandonné la prospection, considérant que les zones allouées par les autorités indiennes n'étaient pas prometteuses. L'Inde s'est fixée comme objectif, pour l'année fiscale commençant en avril dernier, une production de 30,12 millions de tonnes de pétrole brut. - (AFP).

SINGAPOUR

Aide aux petites entreprises. - Le gouvernement de Singapour a annoncé, le dimanche 25 août, le lancement d'un plan de soutien aux soixante-dix mille petites entreprises du pays (qui emploient 56 % de la population active), ainsi que la création d'un comité économique ministériel pour le redressement de l'économie nationale. Le premier vice-premier ministre, M. Goh Chok Tong, a déclaré que Singapour « avait grandi trop vite au cours des cinq dernières années » et en payait aujourd'hui les conséquences. Pour la première fois depuis vingt ans, Singapour a vu son produit national brut (PNB) diminuer (de 1,4 %) au deuxième trimestre 1985.

En Israël

Un « nouveau shekel »

De notre correspondant

Jérusalem. - La mesure était inévitable en raison du taux d'inflation qui continuait à grimper depuis plusieurs années: le gouvernement a décidé, dimanche 25 août, le remplacement du shekel par une autre monnaie, baptisée tout simplement le « nouveau shekel ». En fait, trois zéros sont supprimés. Un nouveau shekel vaut 1 000 shekels (un franc français = 175 anciens shekels). La nouvelle monnaie entrera en service à partir du 4 septembre, après son adoption par la Knesset. Mais, jusqu'au 1^{er} janvier 1986, l'ancien shekel restera également en circulation.

C'est la seconde fois en cinq ans et demi qu'Israël est ainsi contraint de changer de monnaie. Le 24 février 1980, le livre avait été remplacé par le shekel (trois zéros avaient également été supprimés). Cependant, cette mesure n'avait été suivie d'aucun effet stabilisateur. Au contraire, l'inflation s'était poursuivie à un rythme accéléré. Et le shekel vaut aujourd'hui 400 fois moins que le jour de son entrée en service.

Certains problèmes posés par les grands chiffres de l'inflation, les caisses d'épargne et certains ordinateurs ne sont plus en mesure d'inscrire la totalité des sommes. Autre absurdité: la fabrication d'une pièce de un shekel coûte aujourd'hui vingt-cinq shekels.

Dans ces conditions, le ministre des finances, M. Itzhak Mordechai, a pu qualifier de « pur moment technique » l'introduction du nouveau shekel. M. Mordechai a refusé, en effet, de conférer la moindre signification économique à cette mesure. Il est évident, toutefois, que, faute d'une chute de l'inflation, la mise en service du nouveau shekel sera dénuée de toute valeur. Si le plan d'austérité annoncé réussit, la hausse des prix devrait être, en août, d'environ 5 % pour tomber les mois suivants à environ 2 %. Cependant, il s'agit de prévisions, et la plupart des experts s'accrochent que la nouvelle monnaie ait été adoptée avant que la stabilisation des prix ne soit devenue une réalité. (Interim.)

(Publié)

Profitant de la période estivale et de l'absence de la plus grande partie des salariés du Groupe CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (CDC), la CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (CDC) qui, par le passé, a toujours supporté son appui aux grandes options de développement national dans des secteurs aussi divers que le logement, l'aménagement du territoire, la communication, l'informatique, le tourisme, le secteur associatif, etc., a décidé comme objectif à la CDC de procéder à la restructuration, « voire à la liquidation pour certaines » des filiales.

Ces changements, dont on commence à connaître les grands traits, sont d'importance technique et correspondent à une philosophie particulière: tout ce qui est contestable, ne pouvant que contribuer à la diminution de l'apport du Groupe CDC à la politique de décentralisation.

A court terme, on peut s'interroger utilement sur les motivations de la CDC dans cette dynamique de décentralisation à une période où les collectivités locales et l'économie du pays ont plus que jamais besoin de concours de l'ensemble du Groupe CDC.

A travers les restructurations des filiales SCIC-SCET-Bureau d'Etudes-Secteur tourisme, secteur associatif, etc., la CDC prend le risque de porter un coup fatal à l'économie mixte à laquelle les élus locaux, toutes tendances confondues, sont profondément attachés.

On est bien loin de la volonté toujours affirmée de participer aux efforts de développement du pays, on est bien loin de « la CDC est dans l'arène. Elle doit y être l'année des pouvoirs locaux. Elle doit, avec ses filiales, se mobiliser pour que résonne la décentralisation » (cf. R. Lion le 20/12/1982).

Quel que soit le bien-fondé du socle d'une saine gestion, les difficultés économiques actuelles n'autorisent pas la CDC à jouer la politique du pire.

A quelques mois d'une échéance électorale importante, une institution comme la CDC doit maintenir et développer les principes contenus dans « un projet pour la CAISSE DES DÉPÔTS » du 20 décembre 1982.

Le Syndicat national Force ouvrière des filiales de la CDC, devant le démantèlement amorcé de l'outil de travail, qui reste un des éléments importants de la politique de développement des secteurs attachés aux services des collectivités locales et à l'économie mixte à prendre leurs responsabilités.

- Le Syndicat national Force ouvrière du personnel des Filiales du Groupe CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS (SNFO-FCDC), 4, place Roussin-Dumery, 75013 PARIS, 336-52-53, poste 34-39.

- Le Syndicat FO des fonctionnaires de la CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS.

CONSUMMATION

La nomination de M^{me} Dos Reis à la direction de l'INC « Guerre ouverte » ?

Le décret nommant M^{me} Marie-Hélène Dos Reis directrice de l'Institut national de la consommation (INC), est paru au Journal officiel du 25 août. Le ministre de l'économie, des finances et du budget a donc tranché - après de longues tergiversations - contre l'avis du conseil d'administration de cet établissement à caractère public, qui s'était prononcé, le 22 août, contre cette nomination, par 20 voix contre 1 et 3 abstentions. Le conseil d'administration doit se réunir au milieu de la semaine - vraisemblablement jeudi 29 août, - pour décider de son attitude: démission collective ou blocage du fonctionnement de l'INC par refus de voter les décisions indispensables à son fonctionnement. Selon M. Michel Pain, président de ce conseil, c'est maintenant « la guerre ouverte » entre les pouvoirs publics et le conseil, qui doit être renouvelée à la fin de l'année.

Marie-Hélène Dos Reis avait a priori tout pour leur plaire. Elle est jeune (trente-six ans), elle connaît bien l'INC (il y a onze ans qu'elle y travaille sous les houlettes successives de MM. Henry Estangny, Pierre Faubon et Laurent Denis), elle est l'objet d'une promotion interne et enfin c'est une femme (ce qui n'est pas, cela va sans dire, contradictoire avec la défense des consommateurs).

Tout cela aurait dû séduire aussi bien les membres du conseil d'administration que ceux du personnel, dont beaucoup sont dans la mouvance socialiste.

Brune, pas très grande, un regard très droit, elle a trois enfants. C'est une battante. Demarrer au milieu de l'hostilité du conseil et d'une partie des 150 salariés de l'INC ne l'effraie pas. « J'orienterai une politique de la consommation vers des choses concrètes, utiles au consommateur. On ne peut pas faire ce métier sans être militant de la consommation. En fait, ma nomination va beaucoup aider le conseil d'administration, qui se rendra très vite compte que je vais renforcer le rôle d'outil technique au service des associations que celles-ci souhaitent depuis longtemps privilégier ».

M. Michel Pain a, lui, une tout autre analyse. « Nous voulons un directeur de grande envergure, un homme de premier plan qui garantisse la pérennité de l'organisme quels que soient les aléas politiques. Le gouvernement a choisi quelqu'un qui sera un simple exécutif de la politique. On veut récupérer la crédibilité de « 30 » et des émissions de télévision de l'Institut. Quand on est capable de petites

choses, on ne sait pas faire les grandes. C'est pour cela que nous ne voulons pas de M^{me} Dos Reis. On va à la guerre ouverte ».

Tout cela est un gâchis bien inutile, et pour M^{me} Dos Reis dans une situation très inconfortable, cela aurait sans doute pu être évité en ne laissant pas traîner pendant des mois la nomination du successeur de M. Laurent Denis.

Une insigne maladroite

De plus, depuis la réforme de l'INC (décret du 30 décembre 1982), qui a fait partir de son conseil d'administration les représentants des professionnels, et donné plus de poids encore aux organisations de consommateurs, c'est la première fois que l'on soumet le nom du futur directeur à l'avis du conseil d'administration. Pour un coup d'essai c'est un coup de maître. Il aurait fallu à tout le moins trouver un consensus entre le gouvernement et le conseil avant même d'annoncer le départ du directeur de l'INC.

Ne pas y avoir réussi (alors qu'à côté des représentants des organisations, majoritaires comme auparavant, on trouve des personnalités qualifiées nommées par le gouvernement et trois représentants du personnel nommés par les syndicats) est pour le moins regrettable. Les problèmes de consommation ne sont pas prioritaires pour le gouvernement, c'est une évidence et c'est seulement en partie justifié. Laisser les dissensions de l'INC monter en régime à ce point est d'une insigne maladresse.

JOSÉE DOYÈRE.

L'ARGENTINE A OBTENU LE RÉÉCHELONNEMENT DE 40 % DE SA DETTE EXTÉRIEURE

Buenos-Aires. - Le ministre argentin de l'économie, M. Juan Sourrouille, a annoncé avoir obtenu, d'un consortium de près de quatre cents banques, le rééchelonnement de 40 % de la dette extérieure du pays. Ces accords, qu'il devrait signer mardi 27 août à New-York, portent sur le refinancement, sur douze et dix ans (avec trois ans de grâce) de 4,2 milliards de dollars, l'octroi de 4,2 milliards d'argent frais, et le maintien des lignes de crédit commerciales et financières (pour 2,6 milliards).

Il ont été rendus possible par le déblocage, il y a quelques semaines, d'une tranche de crédit de 236 millions sur la ligne de 1,42 milliard de crédits *stand-by* que le pays avait obtenu du Fonds monétaire international. Ces accords avec les banques commerciales, marquant la fin du cycle de rééchelonnement de la dette extérieure du pays pour 1985. Cette année, la dette totale devrait s'élever à 50,2 milliards, dont 42,2 milliards contractés par le secteur public. - (AFP).

Au Brésil

RENVOI D'UN HAUT FONCTIONNAIRE FAVORABLE AU FMI

Le secrétaire général du ministère des Finances brésilien, M. Sebastião Vital, a été renvoyé après avoir critiqué la politique économique du gouvernement, et supporté les recommandations du Fonds monétaire international (FMI) préconisant une politique d'austérité, rapporte le *Herald Tribune* du 26 août.

M. Vital aurait dû à un dîner avec des banquiers brésiliens et étrangers que le gouvernement ne respectait pas les directives économiques de M. Tancredino Neves, le président élu mort en avril. Selon M. Vital, seule la recette d'austérité du FMI pourrait éviter au Brésil, qui a une dette extérieure de 103 milliards de dollars, de plonger dans le chaos.

D'autres fonctionnaires du ministère des Finances auraient déjà critiqué en privé la politique économique du gouvernement de M. José Sarney, le nouveau président du pays, mais M. Vital serait le premier à l'avoir fait en public.

ASSURANCES

Vignette obligatoire le 1^{er} juillet 1986 pour les automobiles et les motos

La vignette-assurance pour automobiles et véhicules à deux roues, apposée sur le pare-brise à côté de la vignette fiscale (ou fixée sur la fourche), afin d'attester qu'un propriétaire a bien assuré son véhicule, sera obligatoire à partir du 1^{er} juillet 1986, indique un décret du ministère de l'économie et des finances paru au *Journal officiel* du 23 août.

Cette vignette, délivrée sans frais par les compagnies d'assurance, devra comporter le numéro d'immatriculation du véhicule, le numéro de la police d'assurance, la dénomination de la société qui l'a délivrée, la date de fin de validité ou, pour le certificat provisoire, sa date de délivrance. Le nom du souscripteur de la police d'assurance devra également être mentionné lorsque le véhicule n'est pas soumis à immatriculation.

Ces nouvelles dispositions qui visent à lutter contre le nombre croissant de véhicules non assurés (3 % environ des immatriculations) s'appliquent à tous ceux dont le poids total autorisé en charge est inférieur à 3,5 tonnes, mais pas aux véhicules qui circulent avec un certificat et un numéro «W», ni aux remorques. L'apposition de cette vignette ne dispense pas le conducteur de présenter aux autorités, lorsqu'elles en font la demande, les pièces justificatives habituelles d'assurance.

Quant à la nouvelle vignette-assurance, elle doit être fournie par la compagnie dans un délai maximum de quinze jours à compter de la prise d'effet du contrat et renouvelée à l'occasion des échéances de ce contrat. En cas de perte ou de vol, l'assurance doit être renouvelée, sur demande, au double de cette vignette.

SOCIAL

Quinzaine d'action de la CGT dans le secteur public et le commerce début septembre

Plusieurs fédérations CGT du secteur public viennent d'appeler leurs syndiqués à « mobiliser et définir des formes d'action (tracés, résolutions, pétitions, délégations, voire arrêts de travail) dans la première quinzaine de septembre. Cette mobilisation sur les thèmes de la baisse des crédits et des effets des services ainsi que du pouvoir d'achat des salariés est annoncée par la *Vie ouvrière*, l'hebdomadaire de la confédération, avec ce slogan : « On a assez trinqué, ça suffit ». Elle concerne notamment les PTT, la santé, l'équipement, les travailleurs de l'Etat (généralistes), ceux des collectivités locales et les transports publics.

Dans ce dernier secteur, une journée de grève nationale est d'ores et déjà prévue le 25 septembre : selon la CGT, « des dizaines de licenciements sont programmés ».

D'autre part, la fédération CGT des personnels du commerce de la distribution et des services a appelé ses syndiqués « à développer et à intensifier l'action » dans la première quinzaine de septembre. Sur le plan interprofessionnel, enfin, une mobilisation est annoncée aussi par les unions départementales des Bouches-du-Rhône et du Val-d'Oise. Dans ce dernier département, selon la CGT, « plus de cinq cents licenciements par mois ont lieu ». En Seine-Saint-Denis, la CGT laisse prévoir la suppression d'une trentaine d'emplois par jour d'ici à la fin de l'année.

FINANCES

Modifications techniques des règles de gestion des SICAV et fonds de placement

Parallèlement à la nouvelle classification des SICAV à court terme élaborée par les gestionnaires sous la houlette de la Commission des opérations de Bourse (*Le Monde* daté 25-26 août), dans un souci de meilleure « transparence » des produits offerts à l'épargnant, le ministère de l'économie et des finances a annoncé des dispositions nouvelles très techniques. Celles-ci visent à alléger le risque en capital de certaines SICAV et de certains fonds communs de placement (FCP) tout en améliorant, dans un sens plus favorable aux entreprises, les règles de fiscalité applicables aux FCP.

Ces mesures sont :

- La création d'un coefficient de disponibilité de 10 % applicable à l'actif comptable total des SICAV et des fonds communs. Cette mesure, qui prendra effet le 20 septembre prochain pour un exercice comptable de vingt semaines (jusqu'au 3 janvier 1986) était, dans les faits, déjà pratiquée par de nombreux organismes de placements collectifs en valeurs mobilières (OPCVM) ;
- Relèvement de 3 à 4 millions de francs de la valeur des parts permettant aux détenteurs de parts de FCP d'opter pour le report conditionnel de l'imposition des plus-values ;
- Modification de la grille d'imposition des plus-values à court et à long terme en fonction de différentes limites-plancher et du taux annuel de rotation des actifs.

Il convient de noter que ces deux dernières dispositions applicables aux FCP ne concernent que les seules entreprises, les ménages et les non-résidents en étant exclus.

● Kleinwort Benson bientôt autorisée à s'établir au Japon. La banque d'affaires britannique Kleinwort Benson devrait être bientôt autorisée par le ministère nippon des finances à ouvrir au Japon une succursale spécialisée dans les transactions boursières, rapporte la presse de Tokyo. Cette autorisation devrait être délivrée fin septembre ou début octobre avant la tenue à Tokyo d'une réunion nippo-britannique sur les questions monétaires, précisions, laquelle est prévue pour la mi-octobre 1985.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	base + base	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-UL	8,438	+ 125 + 148	+ 248 + 278	+ 648 + 748
DM	6,338	+ 28 + 53	+ 58 + 93	+ 118 + 234
Yen (100)	3,564	+ 183 + 112	+ 134 + 211	+ 593 + 643
DM	3,832	+ 137 + 147	+ 264 + 281	+ 765 + 814
FR (100)	2,714	+ 88 + 97	+ 172 + 184	+ 526 + 568
FR (100)	15,067	+ 19 + 61	+ 109 + 24	+ 387 + 2
ES	3,723	+ 148 + 184	+ 318 + 334	+ 389 + 963
L (100)	4,543	+ 26 + 29	+ 248 + 184	+ 845 + 723
£	11,814	+ 247 + 281	+ 480 + 324	+ 762 + 564

TAUX DES EUROMONNAIES

	7/8	7/8	7/16	7/16	7/8	8	8	8	8
	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
SE-UL	7/8	7/8	7/16	7/16	7/8	8	8	8	8
DM	4/8	4/8	4/16	4/16	4/8	4/8	4/8	4/8	4/8
Yen (100)	5/8	5/8	5/16	5/16	5/8	5/8	5/8	5/8	5/8
FR (100)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
FR (100)	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4
ES	12	12	12	12	12	12	12	12	12
L (100)	12	12	12	12	12	12	12	12	12
£	12	12	12	12	12	12	12	12	12

Ces courants pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AFFAIRES

ENTREPRISES

Faillite américaine pour un stérilet défectueux

La firme pharmaceutique américaine A.H. Robins, fabriquant également des produits de grande consommation (600 millions de dollars de chiffre d'affaires, soit près de 5 milliards de francs), demande à bénéficier de l'article 11 de la loi sur les faillites aux Etats-Unis.

Elle est assaillie de poursuites depuis dix ans pour avoir mis en vente en 1973 un stérilet, dont l'usage déclencha des infections, voire des perforations utérines. La commercialisation de cet article anticonceptionnel avait cessé l'année suivante. Mais depuis les demandes en dommages-intérêts affluent. Au 30 juin dernier, la firme et ses assureurs avaient déjà versé 378,3 millions de dollars (3,2 milliards de francs) aux plaignants (9 230 personnes).

A.H. Robins avait dû, d'autre part, déboursier 107,3 millions de dollars (912 millions de francs) en frais de justice. Enfin, 5 100 autres procès sont engagés.

Ne pouvant plus faire face et afin de préserver ses activités et ses actifs, la firme a préféré se mettre à l'abri du parapluie de la loi. Dans un communiqué, sa direction souligne que les comptes d'exploitation est positif et que toutes les personnes envers lesquelles la société a des obligations seront traitées équitablement.

AEG augmente sa participation dans Olympia
Le groupe ouest-allemand AEG (construction électrique et électronique) a porté à 99 % sa participation dans sa filiale Olympia, spécialisée dans les machines à écrire et les équipements de bureau. AEG détenait jusqu'à 51 % d'Olympia, les 49 % restants étant entre les mains de Gesellschaft für Elektrowerk MBH, un consortium comprenant un autre industriel de la construction électrique, Robert Bosch, et des banques ouest-allemandes dont la Deutsche Bank et la Dresdner Bank. La cession de 49 % du capital d'Olympia avait fait partie du plan de restructuration financière d'AEG mis en place en 1982. Les dirigeants d'AEG avaient récemment réaffirmé leur intention de reprendre le contrôle total de leur filiale, marquant ainsi leur confiance dans son retour à la rentabilité, d'ici deux à trois ans. Olympia a perdu 70 millions de DM (envi-

ron 210 millions de francs) en 1984 contre 50 millions en 1983.

Nette progression du bénéfice de Gold Fields of South Africa
La compagnie sud-africaine de mines d'or Gold Fields of South Africa, filiale à 48 % du groupe britannique Consolidated Gold Fields (Conglomerat), annonce pour l'exercice achevé fin juin 1985, un bénéfice net de 201,3 millions de rands (un rand = 3,90 F) contre 171,7 millions l'année précédente, soit une augmentation de 24,5 %. Cette amélioration reflète toutefois, pour l'essentiel, les effets de la dépréciation du rand qui ont plus que compensé la baisse du prix (en dollars) de l'or sur le marché mondial, précisent les dirigeants de la société. Ce profit représente 248 cents par action (contre 198 cents au premier semestre), le dividende total étant porté à 120 cents (contre 100 cents l'année précédente).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ENERGIA

SICAV

Energia est la seule SICAV spécialisée dans les valeurs mobilières liées aux secteurs de l'énergie, des métaux précieux et des autres ressources naturelles.

Ainsi, au 28 juin 1985, la répartition économique de son actif se situait à :

- Energie (dont pétrole) : 33,44 %
- Or et autres métaux précieux : 19,87 %
- Autres ressources naturelles et divers : 9,05 %
- Obligations et liquidités : 37,64 %
- 100,00 %

A la même date, son actif net s'élevait à 206,54 millions de francs et sa performance, coupon inclus, s'établissait à :

- + 107,27 % depuis l'origine (30/06/1979)
- + 27,60 % en 1983
- + 0,50 % en 1984
- + 5,27 % entre le 28/12/1984 et le 28/06/1985.

Les demandes de souscription et de rachat sont reçues au siège et guichets des établissements suivants :

- Banque pour l'Industrie Française, 26, rue Laffitte, 75009 Paris. Tél. : 247-53-34.
- Banque de la Mutuelle Industrielle, 55, rue La Boétie, 75008 Paris. Tél. : 563-11-78.
- Société Générale, 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 298-20-00.
- Banque Worms, 45, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 266-90-10.

SICAV

« Revenus trimestriels »

gérée par la Calme des départs

Situation au 28 juin 1985

La progression de la valeur de l'action de la SICAV « Revenus trimestriels » depuis le 28 décembre 1984 (dividende net réajusté) est de 7,8 % et non de 5,2 % comme indiqué le 22 août 1985.

SEFIMEG

Le montant des loyers émis au titre des six premiers mois de l'exercice en cours a atteint 105 184 000 francs, en dehors des indemnités compensatoires à verser par l'Etat, enregistrant ainsi, d'une année sur l'autre, une progression de 5,35 %.

Il s'y ajoute 6 589 800 francs de produits accessoires et de primes à la construction à comparer à 6 284 600 francs pour la période correspondante de l'année précédente.

Par ailleurs, il est rappelé aux actionnaires de la Société qu'ils ont la possibilité de recevoir le dividende de 20 francs par action, mis en paiement depuis le 17 juillet, sous forme d'actions, à condition de donner les instructions nécessaires aux intermédiaires financiers habilités d'ici le 10 septembre 1985.

St Monde
PUBLICITE FINANCIERE
Renseignements :
246-72-23, poste 2412

L'AIDE DE M. AUROUX NE RÉPOND PAS A L'ATTENTE DES MARINIERS

Les marins de Saint-Jean-de-Luz (Côte d'Or), où plus de quatre-vingts péniches sont à quai par manque de fret, sont prêts à passer « à une action dure et imprévisible ». C'est ce qu'ont déclaré leurs représentants, vendredi 23 août à Dijon, à la suite d'une réunion de travail où ils ont rencontré à la préfecture des représentants des coopératives céréalières, des négociants en grain et les directions régionales de l'Office national de la navigation (ONN) et de la SNCF. Ils ont estimé que l'aide d'urgence du secrétariat d'Etat aux transports (*Le Monde* du 24 août) « ne répondait pas à leur attente ».

Les marins de Conflans-Sainte-Honorine, qui ont incendié, dans la nuit du jeudi 22 août, la nouvelle gare routière du RER, considèrent pour leur part « l'allocation de 1 400 F par tête comme une aumône dérisoire ».

● La CFTC refuse les licenciements « secs ». — La CFTC se préoccupe de l'évolution récente du marché du travail, et en prévision des suppressions d'emplois annoncées pour la rentrée de septembre, déclare, dans un communiqué, « qu'il ne peut plus y avoir de licenciements secs sans un effort parallèle de formation et de reclassement ».

TRANSPORTS

LA SÉCURITÉ AÉRIENNE SUR LA SELLETTE

Des journaux britanniques ont affirmé dans leur édition dominicale que le moteur gauche du Boeing-737 de la British Airways dont l'explosion est à l'origine de l'accident qui a fait cinquante-quatre morts, le 22 août, à Manchester, présentait depuis quelques jours des signes de défaillance. Selon le *Sunday Express*, des pilotes ayant utilisé l'appareil quelques jours auparavant, avaient signalé certains défauts techniques. Pour The Observer, « une inspection inadéquate et un matériel défectueux sont sans doute à l'origine de l'accident ».

La compagnie British Airways, dont la British Airtours est une filiale, a refusé de commenter ces informations. Mais elle a annoncé, dimanche, que les moteurs Pratt and Whitney équipant ses Boeing-737 seraient passés aux rayons X — en raison d'informations fournies par les experts qui enquêtent sur les causes de l'accident — pour écarter s'il y a eu pas d'irrégularités au niveau de la chambre de combustion des réacteurs. British Airways avait indiqué samedi qu'elle procédait sur ordinateur au contrôle des données techniques des moteurs de ses Boeing-737.

Par ailleurs, un responsable de l'administration fédérale de l'aviation américaine (FAA) a fait savoir, samedi, à Fort Worth (Texas) que les opérations d'entretien effectuées par American Airlines, la deuxième compagnie aérienne américaine, faisaient l'objet d'une enquête. Celle-ci a été lancée en juin, à la suite de différents incidents dont une panne survenue en vol à un Boeing-737 de la compagnie. — (AFP.)

● L'Etat grec rachète les chantiers Niarhos pour 13 millions de dollars. — Le protocole d'accord d'achat des Chantiers navals helléniques, appartenant à l'armateur grec, M. Stavros Niarhos, a été signé, samedi 22 août, avec la Banque grecque de développement industriel (ETVA). Le prix d'achat, légèrement inférieur à l'estimation de la direction, s'élève à 13 millions de dollars (110 millions de francs).

FIN DE LA GRÈVE AUX MINES DE POTASSE D'ALSACE

La grève des mineurs des Potasses d'Alsace, qui durait depuis le mercredi 21 août, a pris fin le samedi 24 août en début d'après-midi. La voie ferrée Strasbourg-Mulhouse, bloquée par une centaine de jeunes mineurs, a été libérée. Les grévistes s'opposaient au recours à une entreprise extérieure pour des travaux de creusement en sous-sol au puits de Berrwiller (Haut-Rhin). Par ce puits le jeudi 19 août, le mouvement avait gagné mercredi les trois autres sites des Mines de potasse d'Alsace (MDPA), entreprise nationalisée. Inquiets pour leur avenir, les jeunes mineurs ont été le jour de la grève de l'action.

La direction, se défendant d'envisager la « déstabilisation », dénonce d'arrêter les travaux en cours et d'entamer des négociations avec les comités d'établissement. Au cours de l'assemblée générale organisée par l'intersyndicale CGT, CFDT, CFTC et FO, 264 mineurs ont voté pour l'arrêt de la grève, 193 contre. Les MDPA comptent 5 100 salariés, dont 2 000 mineurs. Les discussions devraient commencer mardi.

EMPRUNTS AOUT 1985

2 MILLIARDS DE FRANCS OBLIGATIONS DE 5.000 F

Durée : 12 ans
Date de jouissance et de règlement : 9 septembre 1985

Emprunt à taux variable

Montant : 1,2 milliard de francs
Prix d'émission : 96,56 %, soit 4.828 F par obligation
Intérêt annuel : payable le 9 septembre de chaque année. Egal à 90 % de la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis par l'Etat et assimilés établis par l'INSEE.
Intérêt minimum : 6,50 %
Amortissement : 9 septembre 1997 par remboursement au pair.

Emprunt à taux fixe

Montant : 0,8 milliard de francs
Prix d'émission : 96,46 %, soit 4.823 F par obligation
Intérêt annuel : 11 % payable le 9 septembre de chaque année.
Taux de rendement actuariel brut : 11,57 % (au 9 septembre 1985).
Amortissement en 2 tranches égales, chacune des années 1996 et 1997 :
— soit par remboursement au pair ;
— soit par rachats en Bourse.

La S.N.C.F. se réserve le droit de procéder à toute époque à des rachats en Bourse.

SOUSCRIVEZ
dans les Banques et chez les Agents de Change, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste, les Caisses d'Epargne, les Caisses de Crédit Agricole Mutuel.
Une fiche d'information (visée de la COB n° 85-247 du 20 août 1985) est tenue à la disposition du public.

B.A.L.O. du 26 août 1985

MARCHÉS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes de variation

	Ac 14 août
1) OR ET CREANCES SUR L'ETRANGER	420 945
2) CREANCES SUR LE TRAVAIL	246 370
3) CREANCES SUR LE TRAVAIL	96 011
4) CREANCES SUR LE TRAVAIL	70 794
5) CREANCES SUR LE TRAVAIL	17 788
6) CREANCES SUR LE TRAVAIL	31 306
7) CREANCES SUR LE TRAVAIL	22 580
8) CREANCES SUR LE TRAVAIL	153 234
9) CREANCES SUR LE TRAVAIL	83 248
10) CREANCES SUR LE TRAVAIL	72 467
11) CREANCES SUR LE TRAVAIL	8 429
12) CREANCES SUR LE TRAVAIL	686 573

TAUX DES EUROMONNAIES

	7/8	7/8	7/16	7/16	7/8	8	8	8	8
	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
SE-UL	7/8	7/8	7/16	7/16	7/8	8	8	8	8
DM	4/8	4/8	4/16	4/16	4/8	4/8	4/8	4/8	4/8
Yen (100)	5/8	5/8	5/16	5/16	5/8	5/8	5/8	5/8	5/8
FR (100)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
FR (100)	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4
ES	12	12	12	12	12	12	12	12	12
L (100)	12	12	12	12	12	12	12	12	12
£	12	12	12	12	12	12	12	12	12

TAUX DES EUROMONNAIES

	7/8	7/8	7/16	7/16	7/8	8	8	8	8
	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
SE-UL	7/8	7/8	7/16	7/16	7/8	8	8	8	8
DM	4/8	4/8	4/16	4/16	4/8	4/8	4/8	4/8	4/8
Yen (100)	5/8	5/8	5/16	5/16	5/8	5/8	5/8	5/8	5/8
FR (100)	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
FR (100)	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4
ES	12	12	12	12	12	12	12	12	12
L (100)	12	12	12	12	12	12	12	12	12
£	12	12	12	12	12	12	12	12	12

Ces courants pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ENTREPRISE BELL CANADA

DEMANDE SON ADMISSION A L'EURO-MARCHÉ DES BOURSES

La firme canadienne des télécommunications Bell Canada, qui a récemment déposé une demande d'admission à la Bourse de Tokyo, si les marchés japonais donnent leur aval, les investisseurs pourraient être cotés à la Bourse de Tokyo.

NOUVELLES NORMES POUR LES BOURSES EN ITALIE

Les nouvelles normes pour les bourses en Italie, qui ont été adoptées par le Conseil des ministres, visent à améliorer la transparence et la sécurité des opérations de bourse.

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 = 26 oct. 1984)

Indice boursier : 1166,3 (23 août) / 1172,4 (26 août)

Indice de consommation : 94,6 (23 août) / 94,6 (26 août)

Indice des agents de change : 217,4 (23 août) / 218,4 (26 août)

Taux du marché monétaire : 9 1/2 % (23 août) / 9 1/2 % (26 août)

Cours du dollar à Tokyo : 236,45 (23 août) / 236,45 (26 août)

Dans le quatrième trimestre, les valeurs en pourcentage, des cours de la semaine, par rapport à ceux de la semaine précédente.

1) AS 1972	1615	1609	1609	- 0,3
2) AS 1972	845	847	847	+ 0,2
3) AS 1972	845	847	847	+ 0,2
4) AS 1972	4122	4170	4125	- 0,9
5) AS 1972	1474	1483	1483	+ 0,7
6) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
7) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
8) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
9) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
10) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
11) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
12) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
13) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
14) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
15) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
16) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
17) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
18) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
19) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
20) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
21) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
22) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
23) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
24) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
25) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
26) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
27) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
28) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
29) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
30) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
31) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
32) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
33) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
34) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
35) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
36) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
37) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
38) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
39) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
40) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
41) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
42) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
43) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
44) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
45) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
46) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
47) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
48) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
49) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
50) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
51) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
52) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
53) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
54) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
55) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
56) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
57) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
58) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
59) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
60) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
61) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
62) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
63) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
64) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
65) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
66) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
67) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
68) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
69) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
70) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
71) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
72) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
73) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
74) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
75) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
76) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
77) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
78) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
79) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
80) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
81) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
82) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
83) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
84) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
85) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
86) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
87) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
88) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
89) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
90) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
91) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
92) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
93) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
94) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
95) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
96) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
97) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
98) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
99) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2
100) AS 1972	1038	1040	1040	+ 0,2

